Radio-Télévision

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE – N° 15088 – 7 F – DIMANCHE 1er – LUNDI 2 AOUT 1993 – FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE



Le comité monétaire de la CEE réuni d'urgence

Jusqu'au dernier moment, les banques centrales sont intervenues massivement pour empêcher plusieurs devises européennes de sortir du SME

Face à la plus grave crise qu'ait connue le système monétaire européen (SME), le comité monétaire de la CEE devait se réunir d'urgence, samedi 31 juillet dans l'après-midi, à Bruxelles. La veille, les banques centrales, dont la Bundesbank, avaient dû intervenir massivement pour empêcher la sortie du SME de plusieurs devises, parmi lesquelles le franc français. Vendredi, après un entretien avec le président de la République, Edouard Balladur avait déclaré : « La France ne se laissera rien imposer. »

Deux visions incompatibles

LA guerre qui oppose les spéculateurs internationaux aux banques centrales autour de l'avenir du système monétaire européen (SME) est aussi un choc entre deux cultures. Les enjeux financiers et politiques immédiats sont certes considérables. Mais, au-delà, se heurtent deux conceptions des organisations économiques, l'une inspirée des idéologies libérales anglo-saxonnes, l'autre d'une idée continentale plus dirigiste. Très favorable à cette dernière, la France s'en trouve isolée sur la scène internationale.

En matière de changes, le débat divise traditionnellement les partisans des systèmes de taux variables à ceux qui préfèrent des systèmes fixes. Pour les premiers, les monnaies sont des marchandises comme les autres et leurs prix doivent fluctuer librement en fonction de l'offre et de la demande sur le marché des changes. Pour les second au contraire, les monnaies, étalons de la valeur dans des espaces nationaux, ne sont pas des biens comme les autres. Il faut leur assurer une certaine stabilité.

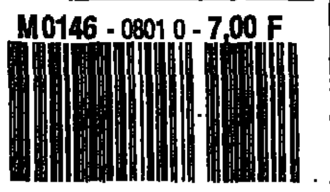
C'EST cette dernière conception qui avait été à l'origine du SME, quelques années après l'effondrement du système de l'étalon-or de Bretton-Woods. Conditionnés par des politiques économiques convergentes, des taux de change fixes mais ajustables sont apparus aux inventeurs du SME comme une garantie du succès du marché unique élément essentiel donc de la prospérité européenne.

Indépendamment de leur affiliation politique, les dirigeants français ont dans leur quasi-unanimité toujours été convaincus de la supériorité d'une organisation des marchés des changes. Valéry Giscard d'Estaing fut, avec Helmut Schmidt, le père du SME. François Mitterrand a plaidé pendant longtemps, au sein du groupe des sept grands pays industriels, le G7, en faveur d'une meilleure coordination des politiques de changes. Il l'a encore rappelé cette année à Tokyo. Edouard Balladur avait, alors qu'il était ministre des finances, entre 1986 et 1988, défendu une réforme du système monétaire international, préconisant *grosso modo* l'instauration d'un SME mondial. Il l'avait encore évoquée dans son discours de politique générale, début avril.

CETTE unanimité est propre à la France. En Europe, on n'en retrouve une semblable que dans un seul pays, la Grande-Bretagne, mais en faveur du système opposé. Les Britanniques sont viscéralement attachés au libre-échange non seulement en matière commerciale mais aussi sur le plan monétaire. Paris a de ce fait beaucoup de mal à trouver à l'étranger des alliés pour sa cause. Fière de son mark, l'Allemagne a toujours entretenu à cet égard une certaine ambiguïté.

Le SME, lorsqu'il fonctionnait bien, dans la seconde moitié des années 80, contribuait à rapprocher les points de vue. La stabilité relative y était perçue comme source de prospérité. Elle était en outre favorisée par la perspective de la monnaie unique, troisième pôle d'un système mondial à côté du dollar et du yen. Aujourd'hui, les troubles du SME conduisent à un durcissement des positions des uns et des autres.

M0146 - 0801 0 - 7,00 F



Bras de fer franco-allemand

par Erik Izraelewicz

En arrivant à Matignon, Edouard Balladur savait qu'il aurait, tôt ou tard, à aborder de front la question allemande. Depuis que le chancelier Helmut Kohl a décidé, seul ou presque, en 1989, des conditions, quasi impossibles à réaliser, de la réunification des deux Allemagnes, l'Europe, et en particulier l'Europe monétaire, est dans une situation riche de conflits permanents. Il s'agit de savoir qui paie pour cette absorption de l'ex-RDA par la RFA : les contribuables ou les emprunteurs allemands d'un côté, ou les partenaires de la CEE de l'autre. Aujourd'hui, plongée dans une profonde récession, la France a le sentiment d'avoir payé son écot. Les Allemands – Bonn et Francfort – le comprendront-ils? Derrière le soutien jusqu'ici indéfectible de la parité franc/mark, c'est l'enjeu de la partie de bras de fer qui oppose les deux pays dans la crise monétaire actuelle.

Avant même d'avoir été nommé premier ministre, Edouard Balladur avait eu, en février-mars dernier et comme François Mitterrand en mars 1983, ses « visiteurs du soir » (1). Plusieurs industriels et financiers « balladuriens » lui avaient alors suggéré d'engager, dès sa nomination à Matignon, une partie de bras de fer avec les Allemands.

Lire la suite page 11

(1) En mars 1983, des industriels et dirigeants socialistes venaient le soir à l'Elysée, pour tenter de convaincre le président François Mitterrand de sortir le franc du SME. On les a appelés les « visiteurs du soir ».



Lire également

L'offensive israélienne au Liban

Au septième jour de l'offensive israélienne contre le sud du Liban, l'artillerie a repris, samedi 31 juillet, ses bombardements, après cinq heures de calme relatif, tandis que l'aviation effectuait des raids contre des positions du Hezbollah pro-iranien dans la plaine orientale de la Bekaa. Peu avant, une source militaire israélienne avait fait état du tir, à l'aube, de plusieurs roquettes Katioucha sur le nord d'Israël. A Damas, où la Syrie discutait avec le Hezbollah et l'Iran des possibilités d'apaisement, un conseil ministériel de la Ligue arabe devait, pendant le week-end, appeler l'ONU à faire cesser les bombardements israéliens.

page 5

Le chômage témoin de la récession

Les chiffres catastrophiques du chômage de juin (44 000 demandeurs d'emploi supplémentaires, une progression de 1,4 %, un taux de chômage de 11,6 % de la population active). Ils constituent un très mauvais signe de l'aggravation de la récession en France. Les suppressions d'emplois se multiplient, les retours de chômeurs au travail s'amenuisent, les embauches sont insuffisantes et les formules de soutien à l'emploi s'effritent ou s'écroulent. Le marché du travail est presque atone.

page 14

Accord à Genève sur l'éclatement de la Bosnie-Herzégovine

La présidence bosniaque a accepté « provisoirement » la création d'une « Union » de trois Républiques

par Yves Heller

Les responsables musulmans, serbes et croates, réunis depuis mardi à Genève, se sont mis d'accord, vendredi 30 juillet, sur un projet constitutionnel prévoyant la création d'une « Union des Républiques de Bosnie-Herzégovine ». Ces Républiques seraient au nombre de trois, chapeautées par un pouvoir central dont les compétences se borneraient à la politique étrangère ainsi qu'au commerce extérieur. Les parties au conflit doivent encore se pencher sur la délimitation des frontières.

« Provisoire », « conditionnel » : le président bosniaque Alija Izetbegovic a multiplié les adjectifs pour relativiser le geste qu'il venait de faire, vendredi 30 juillet, à Genève sous la pression d'une communauté internationale impatiente d'en finir avec le conflit bosniaque. M. Izetbegovic a fini, en fin d'après-midi, par donner son accord à un projet constitutionnel présenté par les médiateurs internationaux et entérinant l'éclatement de la Bosnie-Herégovine, dont les trois « Républiques constitutives » ne seront réunies que par les liens lâches d'une « Union » au pouvoir central faible. Serbes et Croates ont, en revanche, applaudi à cet « accord » qui répond pour l'essentiel à leurs vœux.

Rien, toutefois, n'a encore été signé, et le plus dur reste à faire : dessiner les frontières des trois « Républiques » qui, même si le texte ne le dit pas explicitement, seront définies sur une base purement ethnique, c'est-à-dire sur un principe contre lequel les Musulmans se battent depuis plus d'un an. En milieu de journée, d'ailleurs, l'affaire paraissait entendue : le président Izetbegovic n'avait pas pris de gants pour affirmer publiquement le rejet par la présidence bosniaque des propositions qui lui étaient faites par les médiateurs, David Owen (pour la CEE) et Thorvald Stoltenberg (pour l'ONU).

Il s'agissait justement d'un projet... d'« Union », présenté par leurs auteurs comme une « synthèse » des desiderata des uns et des autres, supposé être à mi-chemin entre la fédération prônée par les Musulmans et la confédération défendue par les Serbes ainsi que par les Croates. Un projet que certains membres de la présidence collégiale bosniaque, refusant toute *« capitulation »*, n'hésitaient pas à qualifier d'*« inacceptable »*.

Lire la suite et nos informations pages 3 et 4

Chez les peintres

De Frank Stella à Roy Lichtenstein, une visite à six artistes majeurs américains

Après deux séries d'été consacrées, en 1991 et 1992, aux peintres français, nous consacrons six articles à six artistes américains. A travers eux, chaque semaine (dans *le Monde* du samedi daté dimanche-lundi), c'est une brève histoire de la peinture américaine qui sera retracée.

Jusqu'en 1945, la peinture du Nouveau Monde fait figure, en Europe, de parente pauvre. Puis vient l'explosion. En quelques années Gorky, Pollock, De Kooning, Rothko et Newman assurent la royauté universelle de l'expressionnisme abstrait, auquel la France est seule à demeurer rebelle. New-York détrône Paris. Secondée par la puissance économique des Etats-Unis, la peinture de la côte Est donne le ton. A la génération héroïque des années 40 succèdent celle du pop art, dont les maîtres se nomment Johns, Rauschenberg ou Lichtenstein, et celle du minimalisme, de Kelly et de Stella. Dès lors, le pli est pris. Le destin de l'art contemporain se joue à Soho et sur West Broadway.

Cette situation a duré un quart de siècle, jusqu'à l'apparition de nouveaux Européens, en Allemagne, en Italie, en Espagne ou en France – et jusqu'à la crise du marché. Aujourd'hui le titan doute et hésite, ayant perdu ses certitudes. L'heure des interrogations et des analyses est venue.

C'est à cet exercice que se sont livrés les six peintres américains auxquels nous avons rendu visite. Frank Stella, par qui nous commençons notre série, a remis en cause les fondements même de l'abstraction. Roy Lichtenstein a été l'un des fondateurs du pop art. Ellsworth Kelly a poussé à l'extrême la quête de la couleur et de la forme pures. Malcolm Morley est l'irrégulier par excellence, hostile depuis trente ans à toute école et à toute étiquette. Eric Fischl a rompu avec les avant-gardes et se dit peintre réaliste. Lydia Dona est l'une des figures de la nouvelle génération, celle qui veut reconstruire sur les ruines du passé.

PHILIPPE DAGEN

Lire page 9

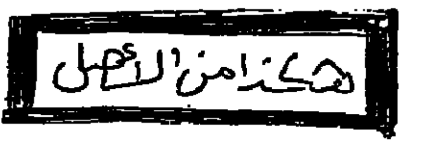
RADIO-TÉLÉVISION

Les avocats, ces héros

L'engouement des téléspectateurs américains pour les séries judiciaires ne s'est jamais démenti depuis près d'un demi-siècle. Histoire d'un genre.

Lire pages 16 et 17 dans notre supplément

A L'ÉTRANGER : Maroc, 8 DH; Tunisie, 850 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB; Canada, 2,25 $ CAN; Antilles/Réunion, 9 F; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA; Danemark, 14 KRD; Espagne, 190 PTA; G.-B., 85 p.; Grèce, 250 DR; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 400 L; Luxembourg, 46 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 3 FL; Portugal Cont., 190 PTE; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,40 $.



SUR LA ROUTE DES CROISADES

TURQUIE

Modernité triomphante, féodalité continuée et renouveau de l'islam : la Turquie d'aujourd'hui est aux prises avec cette réalité paradoxale. Konya, l'ancien Iconium des Byzantins, demeure l'une des places fortes du fondamentalisme religieux.

Chrétiens
Musulmans
Konya
500 km

12. – Konya l'appel des derviches

par Jean-Claude Guillebaud

Subitement, tout change. Le temps parfois brouille les cartes et bouleverse les lieux qu'il travaille comme on le fait d'une cire. Des pays naissent, des cultures, des références nouvelles... Entre Eskisehir (Dorylée) et Konya (Iconium), l'histoire turque a surchargé le chemin que nous suivons maintenant de projets accomplis et de forts symboles qui n'existaient pas au onzième siècle. Même à l'état de promesses comme en Europe. De sorte que cet effrayant désert asiatique où s'enfonça l'armée franque, épuisant ses forces jusqu'au seuil de la mort, n'en est plus un. Loin s'en faut. Cette fraction de l'itinéraire anatolien réunit même en un raccourci impeccable les trois composantes de ce qu'Ayberk, mon jeune guide, appelle la «synthèse turque» : modernité triomphante, féodalité continuée et islam renaissant.

Modernité triomphante?

C'était un absolu désert. Et quel désert! Sur ces contreforts du massif de l'Emir-dagh, puis ceux du Sultan-dagh, l'immense convoi de *«l'ost Notre-Seigneur»* s'étirait en ce mois de juillet 1097 dans une steppe sauvage et sèche, anéantie par la fournaise. Pas un point d'eau : les rares marais ou étangs de la région sont saumâtres. Pas une ville pour se ravitailler : les cavaliers seldjoukides de Kilidj Arslan qui fuyaient devant l'armée franque avaient pris soin de vider chaque cité de sa population, de boucher les puits et de crever les citernes. Seulement ce désert anatolien! Blanc, poussiéreux, vertigineux... Et, pendant des jours et des jours – sur près de 300 kilomètres, – une chaleur énorme qui chauffe à blanc les cottes de mailles et brouille l'horizon. *«Nous poursuivions les Turcs,* écrit l'Anonyme, *à travers les déserts et une terre dépourvue d'eau et inhabitable d'où nous eûmes du mal à sortir vivants. La faim et la soif nous pressaient de toutes parts, et nous n'avions presque rien à manger sauf les épines que nous arrachions et frottions dans nos mains. Là moururent la plus grande partie de nos chevaux.»*

L'armée elle-même côtoie la mort.

Cela va faire une année – déjà! – que les lourdes «batailles» franques et les foules qui les accompagnent se sont mises en route. Une année entière de souffrances et de fatigues, mais qui paraissent soudain peu de chose au regard de cette inhumaine traversée du désert en plein été oriental. Les chroniqueurs, toujours prompts à relever les analogies bibliques, notent que cette marche titubante de l'armée croisée dure très exactement quarante jours. Les chevaux de trait, comme les «destriers» réservés au combat, meurent les uns après les autres. *«Beaucoup des nôtres,* raconte Foucher de Chartres, *chargeaient leurs effets, leurs vêtements, leur pain sur des moutons, des chèvres, des cochons ou des chiens.»* On voit ainsi les fiers chevaliers francs mourant de soif, contraints d'enfourcher des bœufs *«en guise de destriers»*, et Foucher de Chartres ajoute qu'on *«aurait pu en rire, ou peut-être aussi en pleurer de pitié»*. Des femmes, dit encore le chroniqueur, accouchent prématurément sur le chemin, *«devant tout le monde»*, et sont contraintes d'abandonner leur enfant.

Trois beaux vers de *la Chanson d'Antioche* évoquent cette longue misère :

«Li seignor vont à pied dolent et aïré.
Lor cauces sont rompues, lor solier sont crevé
Dont lor saignent li pié. Teurement ont ploré.»

En fait, ces quarante jours de désert sont dévastateurs pour les effectifs des croisés, qui s'amenuisent sans cesse depuis le départ de Constantinople. Bien qu'il faille se méfier, en général, des indications chiffrées fournies par les chroniques d'époque, relevons celles d'Albert d'Aix. Pour une seule journée – *«un certain jour de sabbat»* – durant laquelle une tempête de sable a enveloppé les Francs de ses tourbillons ardents, plus de cinq cents personnes succombent *«au tourment de la soif»*. Raymond de Saint-Gilles lui-même, le puissant et solide comte provençal, est à ce point affaibli que l'évêque d'Orange lui administre l'extrême-onction.

La fin – provisoire – de ce calvaire n'interviendra qu'après Tyriaion (Ilghun), Laodicée (Jorgan-Ladhiq) et Iconium (Konya), que l'armée atteint aux alentours du 15 août.

En 1993, ce même désert est totalement conquis par les hommes. L'histoire d'un pays tout entier s'est bâtie dessus. Notre route, qui reprend le même itinéraire, traverse des étendues verdoyantes aux cultures tirées au cordeau. A perte de vue, des petits aqueducs d'irrigation en béton prémoulé quadrillent les champs. Nous doublons sans cesse des tracteurs et des machines agricoles modernes qui ne dépareraient pas nos campagnes. Betteraves, céréales, champs de fraisiers et bientôt vergers... Les cités où nous faisons halte – Derbent, Seyitgazi, Emiderg, Bolvadin, Aksehir – ne ressemblent plus à la fournaise inhabitée décrite par les chroniques médiévales ni même à cette «Turquie éternelle» évoquée avec une impavidité racoleuse par les prospectus.

Ce sont les villes moyennes d'une Anatolie bien plus occidentalisée qu'on ne l'imagine. Places proprettes sous les ombrages, écoliers en uniforme, antennes paraboliques sur les toits, militaires impeccables avec leurs tenues de sortie vertes et leurs casquettes plates... Magasins et boutiques sont au standard européen. On s'arrête, on parle. Ayberk est aussi curieux que moi et, visiblement, plus surpris encore de vérifier la modernité de son propre pays. Aux terrasses des cafés, avec les gens de rencontre, nos conversations débouchent immanquablement sur la question des immigrés turcs en Europe. Une grosse majorité d'entre eux viennent d'Anatolie. Mais, ici, on évoque leur sort avec moins d'apitoiement que d'envie. Revenus d'Allemagne ou de Belgique, ils se font construire de *«grandes maisons à trois étages»*, pour reprendre l'expression d'un notable d'Emirderg (21 000 habitants). Et il n'est pas rare, ajoute-t-il, qu'ils retournent en Europe pour financer la construction d'une *«deuxième maison»* réservée à la location.

Des maisons? Cette omniprésence des chantiers de construction ajoute à cette forte impression de modernisation accélérée. Chaque ville, petite ou moyenne, que nous traversons est littéralement ceinturée par des cités nouvelles, immeubles neufs, bouquets de grues ou échangeurs routiers. Comme si, depuis une dizaine d'années, une deuxième Turquie surgissait à côté de l'ancienne. Spectaculaires mais prévisibles dans la grande périphérie d'Istanbul, ces chantiers pharaoniques sont plus inattendus dans ce cœur profond de l'Anatolie.

Ils rendent d'autant plus étrange ce spectacle archaïque éternellement recommencé, ce «détail» répété à l'identique sur des centaines de kilomètres de campagne et qui «tire l'œil». Je veux parler de ces rangées de femmes en costume traditionnel – longues étoffes vives flottant jusqu'à terre, foulards et sandales – qui font dans les champs des taches colorées. Réparties en escouades, elles grattent, sarclent, remuent la terre comme il y a dix siècles pour le compte de quelques grands propriétaires latifundiaires. Ceux-là mêmes que dénoncent les marxistes kurdes du PKK. Des camions amènent ces femmes, toutes debout et serrées épaule contre épaule dans la benne poussiéreuse, puis les ramènent le soir dans leur village.

Le spectacle est d'un autre temps, d'un autre pays. Ces femmes à l'échine courbée au milieu des canaux d'irrigation, au pied même des tracteurs flambant neufs sont aussi saugrenues qu'un collage. Qu'on imagine dans nos plaines de la Beauce ou du Berry des milliers de paysannes en fichu, glanant les épis de blé au bord des autoroutes...

Modernité triomphante et féodalité continuée : la «synthèse» turque, c'est aussi cela.

Mais pas seulement. Lorsque l'armée franque à bout de forces sort enfin du désert le 15 août 1097 et pénètre dans les riches pâturages d'Iconium (l'actuelle Konya), l'Anatolie demeure encore, dans ses profondeurs, une vieille terre grecque et byzantine. L'installation conquérante des Turcs Seldjoukides venus des steppes asiatiques dans ces provinces de Lynandos ou de Tharse anatolique date alors d'une vingtaine d'années à peine. Dévasté par les combats et les pillages, déserté par une partie de ses habitants, le pays est à l'époque parsemé d'amphithéâtres romains, d'églises et de citadelles orthodoxes, de monastères. Par milliers... Ce sont les pierres et les chapiteaux sculptés de ces édifices bientôt démolis que les Turcs réutiliseront pour bâtir leurs mosquées et leurs propres places fortes.

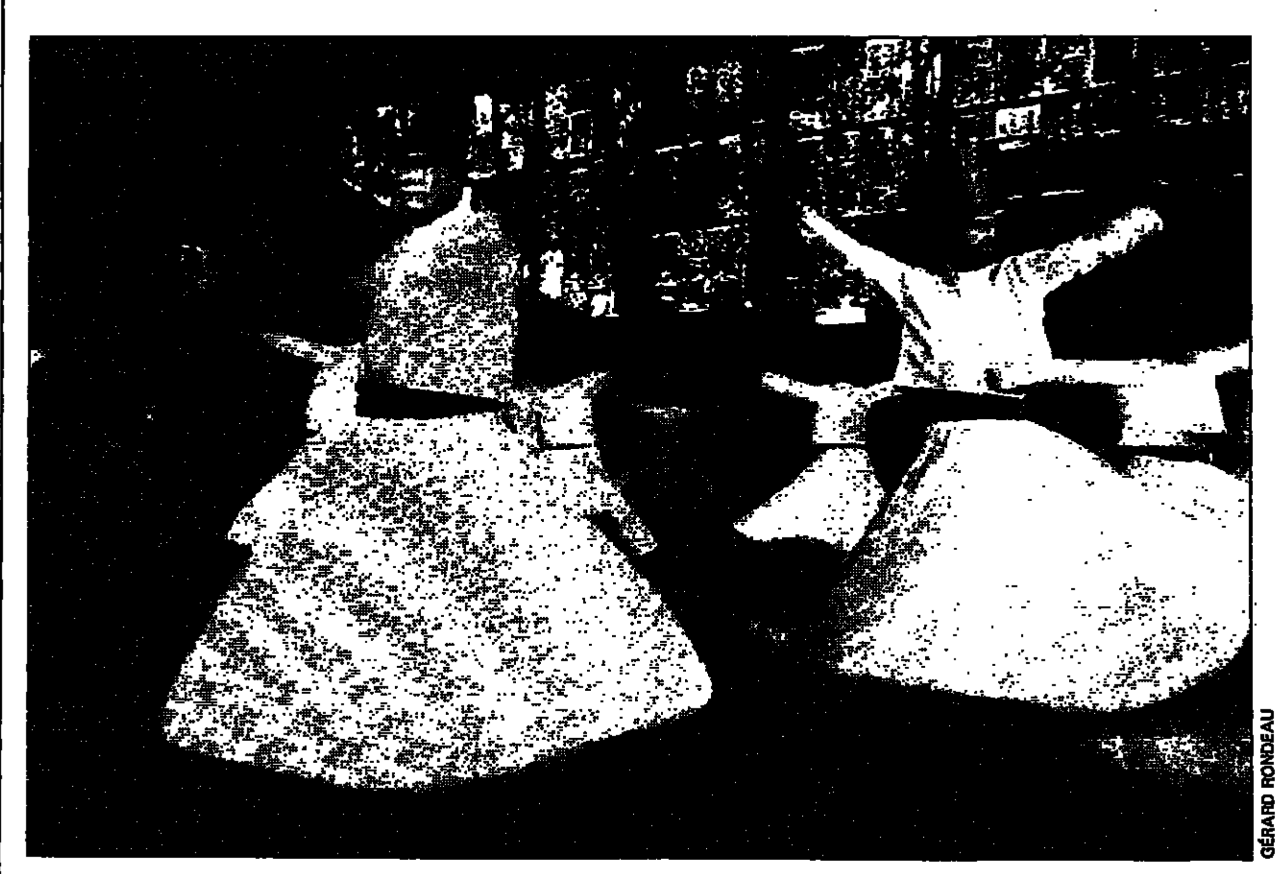
Toutes celles que nous visitons portent témoignage de cette transmutation du byzantin au seldjoukide, du christianisme à l'islam. Ainsi, à Seyitgazi, cette splendide mosquée-forteresse construite sur une colline en 1207 par la mère du sultan Alaadin Keykubat. Sur les remparts comme sous les porches ou dans les cours intérieures, des inscriptions byzantines subsistent sur les blocs de pierre réutilisés.

Cette terre aujourd'hui, à l'évidence, et plus encore qu'aucune autre, est devenue celle de l'islam turc. C'est la troisième composante de la «synthèse». Un islam plus austère, plus rigoureux, plus conservateur que dans le reste du pays. Mes compagnons de voyage, Ayberk et Yilmas, tous deux stanbouliotes et modérément musulmans, ne me dissimulent pas l'indéfinissable appréhension qu'ils ressentent à l'idée de faire étape à Konya. Cette province qui fut celle des grands mystiques soufis et des derviches figure aujourd'hui celle du fondamentalisme et du nationalisme.

L'islam, ici, renaît et s'affiche. De façon spectaculaire. Pas une ville traversée où nous ne comptions deux, trois, cinq mosquées nouvelles en construction. Pas une halte et pas une promenade sans que nous ne tombions, dans les cinq minutes, sur un stand, une vitrine, des affiches islamistes au prosélytisme très vigoureux. Dans le dédale du bazar d'Ilgin, par exemple, à côté des étals de livres pieux et d'albums pour enfants racontant la vie des saints de l'islam, des affiches évoquent en termes très durs la démission de l'Europe en Bosnie. Quant aux commentaires recueillis, ils font agressivement référence aux... croisades. *«L'Europe,* disent-ils, *retrouve le vieil esprit de Croisade. Si elle laisse assassiner les habitants de Bosnie, c'est parce qu'il s'agit de musulmans.»*

Insensiblement, à l'approche de Konya, le nombre de femmes et de jeunes filles voilées augmente. On n'aperçoit plus guère de publicités suggestives à la mode occidentale. Dans les kiosques, les revues érotiques, qui sont assez nombreuses en Turquie, se font inexistantes ou très discrètes. Dans certaines petites villes que nous traversons, on ne voit carrément plus aucune femme sur les trottoirs.

L'atmosphère est changée. Cette Turquie-là n'est plus tout à fait kémaliste.



GÉRARD RONDEAU

Konya, la ville des derviches où l'on vénère encore le premier d'entre eux, Yunus Emre.

La municipalité de droite a fait interdire les maisons de passe et les prostituées slaves

Voici Konya. Ayberk, cette fois, est ouvertement furieux. Sur la grande place Alaadin-Tepesi, qui est au centre de la ville, nous avons voulu boire un verre d'ayran (yaourt liquide) à l'ombre d'une terrasse dont les parasols arborent les couleurs de Coca-Cola. Le serveur nous a promptement délogés en nous désignant le panneau : *Aileye Mahsustur* (réservé aux familles). Un coin, très à l'écart, est réservé aux célibataires, qu'il est exclu de voir attablés à proximité des femmes. *«Ce serait impensable à Istanbul,* gronde Ayberk, *ou, alors, je ne me gênerais pas pour envoyer paître le serveur.»* Bien des intellectuels stanbouliotes retrouvent les mêmes accents lorsqu'ils parlent de Konya. Ils disent s'y sentir «oppressés».

Konya, grande cité conservatrice, siège de «l'Université seldjoukide», demeure fidèle à sa réputation. La municipalité de droite y a fait interdire les maisons de passe et les prostituées slaves venues, comme ailleurs en Turquie, de l'ex-URSS. La plupart des librairies où nous entrons sont aux mains des islamistes. Dans les rues du centre, une voiture munie de haut-parleurs invite bruyamment les habitants à un grand meeting de la Milli Gençlik Vakfi (Fondation de la jeunesse nationaliste). Mais ce strict conservatisme et cette rigueur islamique de Konya ne sont pas le produit d'un accident électoral. Et ils ne datent pas d'hier. C'est un héritage de l'Histoire. La ville fut, de 1076 à 1080, puis de nouveau en 1097, la première capitale de l'Empire seldjoukide. Elle fut surtout, dès le début du XIIIe siècle, la patrie d'adoption des grands mystiques et philosophes turcs venus de l'Horasan (dans l'actuel Afghanistan). Le plus célèbre d'entre eux, celui dont le destin impressionnait Maurice Barrès, fut Mevlâna Celâleddin, que tous les textes d'aujourd'hui appellent *«le grand savant»*.

Tout dans la ville – mosquées, musées, miniatures, tombeaux – parle de lui et transmet son enseignement. Et comment rester insensible aux splendeurs du Mesnevi, cet immense poème de 25 618 distiques persans qui est l'œuvre maîtresse de Mevlâna?

«Ne reste pas sans amour pour ne pas mourir
Et meurs dans l'amour pour demeurer vivant.»

Ou encore :

«Ecarte donc la lettre, la voix, la parole... Je désire parler avec toi sans leur présence.» Découvrant ces richesses-là, évoquant avec des Turcs l'autre grande figure vénérée à Konya, celle du grand derviche et philosophe Yunus Emre, je repense aux exclamations naïves des chroniqueurs francs du haut Moyen Age, qui, désignant leurs adversaires seldjoukides, parlent de *«ces peuples barbares»*, de *«cette race d'excommuniés»* ou de *«la gent mescréant»*. Pour les croisés qui s'avancent maintenant vers les montagnes du Taurus et de l'Anti-Taurus, il est évident que les cavaliers turcs qu'ils chassent devant eux sont des primitifs analphabètes dont seule une prompte conversion pourrait assurer le salut.

Or des mystiques aussi subtils et savants que Mevlâna, Yunus Emre ou Ghazali sont justement contemporains de l'époque des Croisades. Ghâzali est mort en 1111 (an 505 de l'hégire), soit en plein apogée des royaumes francs de Palestine. Mevlâna est né quant à lui en 1201, près d'un siècle avant l'expulsion définitive des Francs (1292) de Terre sainte. Les écrits de ces grands penseurs étaient donc lus, leur enseignement était largement répandu dans le monde musulman à l'époque des Croisades.

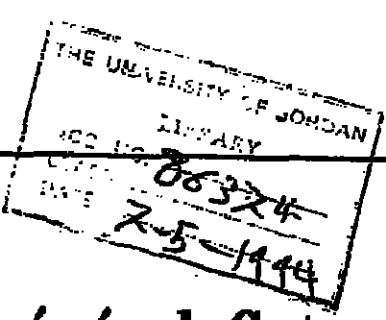
Eux, des «barbares»?

La méconnaissance de l'autre, l'absolue fatuité ethnocentrique que l'Histoire verra si souvent à l'œuvre dans les siècles à venir, sont déjà contenues tout entières dans ce prodigieux «malentendu». L'ignorance épaisse des soldats francs face à l'islam n'annonce-t-elle pas la balourdise meurtrière des conquistadores devant l'Inca Atahualpa au XVIe siècle, le dédain obtus de l'Europe coloniale face à l'Asie de Confucius au XIXe, ou encore le crétinisme actuel de ces touristes *yankees* interrogeant leurs guides au sujet des minarets d'Istanbul : *«Est-ce que ça symbolise des fusées spatiales?»* Cela fut dit!

Ce soir-là, bien sûr, nous reparlons encore du renouveau de l'islam turc. Et des inquiétudes qu'il peut légitimement inspirer. Un peu plus tard cependant, dans ma chambre de l'hôtel Hüma, je relis longuement des pages de cette «littérature du Divan» dont Mevlâna Celâleddin fut l'un des grands auteurs. C'est maintenant la pleine nuit et l'heure de la dernière prière. Subitement, les innombrables minarets de la ville s'éveillent et se répondent en une sorte de canon à mille voix dont les cadences très lentes se répercutent de quartier en quartier. Je m'accoude longuement à la fenêtre. L'endroit ne se prête ni aux émerveillements convenus ni aux niaiseries orientalistes. Mais que dire de ces milliers d'appels dans la nuit, sinon qu'ils sont plus troublants que les discussions de la journée?

Et pathétiquement beaux. ■

PROCHAIN ÉPISODE : ANTIOCHE (TURQUIE), DES SEMELLES DE VENT



ÉTRANGER

Le conflit dans l'ex-Yougoslavie

Le général Cot prépare les plans d'un éventuel retrait de la FORPRONU

Douze parlementaires français ont rendu visite, deux jours durant, aux « casques bleus » de Bosnie et de Krajina. Ils ont rencontré à Zagreb le nouveau « patron » de la FORPRONU, le général Jean Cot, qui élabore, comme c'est de son devoir leur a-t-il expliqué, un éventuel retrait de la force « onusienne ».

ZAGREB

de notre envoyé spécial

Moins d'un mois après son arrivée à la tête des 26 000 « casques bleus » de la FORPRONU en ex-Yougoslavie, le général français Jean Cot est obsédé par l'éventualité d'un retrait du dispositif « onusien », si besoin était.

Evitant d'user du mot *« retraite »*, il a passé en revue ce qu'il appelle lui-même les *« scénarios catastrophes »* devant douze parlementaires français (1) qu'il a reçus à Zagreb et que le ministère de la défense avait invités, mercredi 28 et jeudi 29 juillet, pour voir de près l'installation de son propre contingent en Krajina du Sud et en Bosnie, soit quelque 6 340 hommes au total. *« On a trop fait dans le rose*, a confié le général Cot. *Mon métier est de prévoir le pire »*, à commencer par l'élaboration de plans de regroupement des unités si leur sécurité était en question.

Depuis Gracac, en Krajina du Sud, où ils ont pu assister à un redéploiement du bataillon français au plus proche de la ligne éventuelle du front, et dans la « poche » de Bihac, où Ejub Topic, le jeune président de l'Assemblée de la province, en a profité pour réclamer la présence d'un second bataillon *« face à l'agression serbe »*, les parlementaires n'ont pas caché leurs craintes que – devant une situation qui se détériore – *« il y ait une perte de face permanente »* de l'ONU, pour reprendre une expression d'Aymeri de Montesquiou.

« C'est extrêmement vexant, constate Guy Teissier, *de voir à la télévision nos soldats du régiment de Fréjus partir en courant, à Sarajevo, sous le feu de Serbes qui testent ainsi les nouveaux arrivants. »* A quoi le général Ceccaldi, chef d'état-major de la FORPRONU et, en même temps, le « patron » des éléments français, réplique que *« c'est frustrant et humiliant pour nous »*. Et de rappeler le propos permanent de son supérieur, le général Cot, pour qui *« l'ONU ne doit pas être une chèvre attachée à son piquet, mais doit savoir riposter »*.

Au demeurant, le général Cot dénonce, en termes fort peu diplomatiques, tout à la fois *« l'empilement immodéré des résolutions »* de l'ONU, *« la tripartition »* du territoire avec *« la haine accumulée dans chaque camp »* face à *« une ambition des Nations unies qui est de montrer que ces peuples-là ne sont pas faits pour être parqués et déracinés »*, ou encore *« l'effet Ponce Pilate des pays »* – autres que la France – dont il attend toujours les renforts pour l'exécution de la résolution 836.

« Bref, dit-il, *nous sommes tous ici des Pénélope. Si certains dirigeants sont prêts à affamer leurs populations, je ne suis pas là, moi, pour pratiquer le chantage à l'aide alimentaire, ni pour faire la guerre aux Serbes ou aux Croates. On retarde les conflits. On ménage les discussions. Le premier des pays* [parmi les trente-quatre Etats fournisseurs de « casques bleus » en ex-Yougoslavie] *qui voudrait quitter le navire aurait un effet d'entraînement et, si c'était un pays déterminant pour le processus de paix, je ferais connaître mon sentiment. »*

« Il faudra les écraser »

En cas de retrait de la FORPRONU, le général Cot concède à Michel Poniatowski qu'il lui faudra préparer *« des regroupements intermédiaires pour la sécurité de nos hommes »* et ne pas hésiter à partir. Et si jamais, dans la « poche » de Bihac, par exemple, où il est très populaire, le bataillon français est empêché de quitter ses cantonnements parce que des Musulmans bosniaques se couchent devant les blindés, *« il faudra les écraser »*, répond en aparté le général Cot à son interlocuteur, dans un style plus militaire que diplomatique.

Aujourd'hui, cependant, les « casques bleus » français sont davantage préoccupés par *« la lenteur, la bureaucratie quasi à la soviétique et les procédures contraignantes de l'ONU »* dans le domaine qui les concerne le plus : la logistique de tous les jours, où c'est *« le carcan juridique et administratif »* des Nations unies qui fait la loi. Tout l'art est alors de savoir *« court-circuiter »* un soutien « onusien » qui prend son temps et qui est rigide en s'adressant *« pour les extras »* directement à la base arrière, en France. Lesdits extras expliquent que le ministère français de la défense prévoit d'y être de sa poche, en 1993, pour l'équivalent de 2 692 millions de francs.

A Gracac, le commandant Larroque observe que l'ONU, au début, ne concédait qu'un demi-litre d'eau potable par jour et par homme : depuis, il lui a fallu revenir à des estimations plus réalistes. De même, c'est à la France d' « offrir » à ses « casques bleus » un gilet pare-balles à 11 000 francs pièce et un casque en kevlar à 3 300 francs. Le capitaine Chassac rapporte que le contingent kényan vient tout juste, en plein mois chaud de juillet, de recevoir des casquettes fourrées, qui auraient été plus utiles l'hiver dernier. *« Il y a un an et demi*, ajoute-t-il, *nous avions souhaité des « télés » pour le moral et le confort de nos hommes, qui sont souvent dans des postes isolés. C'est la France qui a dû jouer les Père Noël. »*

Dans son école transformée en fortin, à Bosiçi (en Krajina du Sud), le capitaine Rieutsch sait qu'il faut attendre six mois pour que sa demande de changer les pneus usés de sa P4 Peugeot – la Jeep française – soit finalement honorée par l'ONU. Chaque dimanche, il prélève 200 francs sur sa cassette pour acheter sur pied aux paysans du cru le mouton avec lequel les « casques bleus » de sa compagnie feront leur méchoui.

« L'hiver qui vient est l'ennemi », a prédit le général Cot aux parlementaires français. *« Pour la population, il peut se passer des catastrophes et, même, ces catastrophes sont déjà enclenchées. C'est depuis longtemps qu'il fallait préparer, payer et mettre en place l'approvisionnement et les stocks alimentaires »*, ajoute-t-il. A ceux des élus qui s'inquiètent de ce que *« Musulmans, Serbes et Croates puissent s'étriper »*, il réplique d'un ton vif : *« Parlons-en, de l'efficacité, des rouages, de l'influence et des mafias ! »*, au sein de l'ONU. *« J'y ai débarqué*, dit-il, *comme sur la Lune. »*

Et si, par hasard, ses interlocuteurs entretenaient quelque illusion, le « patron » français des 26 000 « casques bleus » se fait encore plus rude et il conclut, en prenant soin de ne pas prononcer le nom de son prédécesseur, le général Philippe Morillon – qui pourrait avoir un poste de conseiller militaire spécial auprès de Boutros Boutros-Ghali, – mais en pensant sûrement à son destin probable : *« La reconstruction de l'ONU ? En partant à la retraite, ce n'est pas ce que je prendrais comme job. »*

JACQUES ISNARD

(1) Les cinq sénateurs étaient : Xavier de Villepin (CDS, Français de l'étranger), Yves Guéna (RPR, Dordogne), François Abadie (MRG, Hautes-Pyrénées), Michel Poniatowski (PR, Val d'Oise) et Roland Bernard (PS, Rhône). Les sept députés étaient : Guy Teissier (UDF-PR, Bouches-du-Rhône), Alain Moyne-Bressand (UDF-PR, Isère), Pierre Favre (UDF-PR, Gironde), Aymeri de Montesquiou (UDF-Rad, Gers), François Guillaume (RPR, Meurthe-et-Moselle), Elisabeth Hubert (RPR, Loire-Atlantique) et Maurice Dousset (UDF-PR, Eure-et-Loir).

□ **Les sanctions contre la Yougoslavie sont contraires aux droits de l'homme, estime un ancien directeur de la DST.** – L'application des sanctions décidées par l'ONU contre la Yougoslavie (Serbie et Monténégro) *« est contraire aux droits de l'homme »*, a déclaré à Belgrade Yves Bonnet, député UDF de Cherbourg, et ancien directeur de la surveillance du territoire (DST), le service français de contre-espionnage. Pendant sa visite de quatre jours à Belgrade, très largement couverte par les médias yougoslaves, M. Bonnet a été reçu notamment par le président yougoslave Zoran Lilic et plusieurs ministres. Il a également rencontré Radovan Karadzic, le leader des Serbes de Bosnie-Herzégovine. Selon M. Bonnet, qui a récemment créé un groupe d'amitié entre la France et la nouvelle Yougoslavie au Parlement, *« on est en train de faire un procès politique à la Yougoslavie »*. – *(AFP.)*

Près de 500 réfugiés bosniaques vont être expulsés de Croatie

Près de 500 réfugiés bosniaques accusés, vendredi 30 juillet, par le ministère croate de l'intérieur, *« d'activités subversives »*, doivent être expulsés de Croatie. Selon des témoignages, certains des expulsés vers la Bosnie sont pourtant régulièrement enregistrés comme réfugiés.

ZAGREB

de notre correspondant

Menacée de sanctions internationales pour son implication dans le conflit bosniaque mais ayant accueilli jusqu'à présent des centaines de milliers de réfugiés de la Bosnie-Herzégovine voisine, la Croatie semble désormais prendre moins de gants.

La police croate a effectué, jusque devant l'ambassade de Bosnie à Zagreb et dans des camps de réfugiés, des rafles de Bosniaques. Plusieurs dizaines de personnes, accusées *« de séjour illégal et d'activités subversives »* par le ministère de l'intérieur, ont été mises, vendredi 30 juillet, dans des bus pour être expulsés vers la Bosnie-Herzégovine, sans possibilité d'appel. Pourtant, plusieurs d'entre eux semblent être régulièrement enregistrés par l'Office gouvernemental pour les réfugiés de Croatie.

Echange contre des prisonniers

A Zagreb, au centre sportif de Pescenica, où les réfugiés sont détenus en transit, les policiers croates prétendent qu'il *« n'y a pas de réfugiés ici »* et être présents car *« le bar est moins cher qu'au centre-ville »*. Ils interdisent aux journalistes l'accès au premier étage, où l'on a pu apercevoir des réfugiés et des matelas. Les policiers admettent ensuite qu'une centaine de réfugiés ont été détenus ici jeudi, avant d'être conduits en bus *« vers le sud de la Croatie »*. Près de 80 personnes sont encore détenues dans le centre sportif, reconnaissent-ils. *« Ce ne sont pas des réfugiés, ils ont violé les lois croates »*, explique finalement le chef des policiers.

La mère de l'un des réfugiés musulmans, arrêtés jeudi alors qu'ils faisaient la queue devant l'ambassade de Bosnie à Zagreb, raconte une tout autre version. Montrant la carte de réfugié de son fils, valable jusqu'à la fin août, elle explique qu'elle est venue apporter ce document dès six heures du matin, mais que son fils a tout de même été emmené vers la Bosnie.

Un policier lui a expliqué qu'il s'agissait d'échanger son fils et ses compagnons d'infortune contre des Croates de Bosnie, prisonniers des forces musulmanes. Selon des sources diplomatiques occidentales, d'autres réfugiés, en situation régulière, ont aussi été embarqués dans des bus dont la destination finale n'est pas connue.

Dans un communiqué publié vendredi après-midi, le ministère croate de l'intérieur a finalement reconnu avoir procédé, pour des *« raisons de sécurité »* et lors d'une *« opération de routine »* appelée à se renouveler, à 1 490 arrestations d'étrangers. Près de 500 de ces réfugiés sont jugés coupables par la police *« d'activités illégales »*, selon ce communiqué. 75 % seraient des Musulmans et 25 % *« des Croates ou autres »*, précise le communiqué.

Peter Galbraith, l'ambassadeur américain à Zagreb, s'est inquiété de l'expulsion de réfugiés vers une zone de guerre. Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, qui semble se contenter de la version de la police croate, pourrait être désormais chargé de vérifier la régularité des expulsions. Cet incident intervient alors que la Croatie a été récemment accusée de complicité dans des exactions commises par les forces croates de Bosnie-Herzégovine. A la mi-juillet, la Croatie a notamment pris, sur une île dalmate, des civils musulmans arrêtés à Mostar, en Herzégovine, et déportés par les forces croates bosniaques (*le Monde* du 24 juillet).

Pourtant, avant que les deux alliés d'hier ne se retournent l'un contre l'autre en Bosnie centrale, où ce sont les Musulmans qui chassent les Croates des territoires qu'ils prennent par la force, la Croatie a longtemps et massivement accueilli des réfugiés musulmans, alors que nombre de pays occidentaux, notamment la France, ne délivrent des autorisations de séjour qu'au compte-gouttes.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

Accord à Genève

Suite de la première page

Les Musulmans – la communauté la plus importante de la République, avec près de 44 % de la population bosniaque – ont toujours cherché, contrairement aux Serbes et aux Croates, à faire de la Bosnie-Herzégovine un Etat unitaire, pluri-ethnique et souverain. Or, il s'avère, au vu du projet sur lesquels les responsables des trois communautés ont finalement donné leur accord verbal de principe, que la Bosnie-Herzégovine sera partagée en trois entités ethniques aux liens surtout symboliques.

De plus, cette « Union » se voit privée d'un attribut majeur de souveraineté : le droit de posséder une force armée. Plus étrange encore, le pouvoir central est organisé sur un mode collégial à présidence tournante, qui rappelle fortement une expérience malheureuse, dont le conflit bosniaque est directement issu, à savoir l'organisation étatique d'une fédération qui eut pour nom... Yougoslavie.

Retournement spectaculaire

Alors, pourquoi ce retournement spectaculaire d'Alija Izetbegovic ? En premier lieu, il est soumis, depuis longtemps, à une pression énorme de la part des pays occidentaux pour qu'il accepte enfin une solution agréée par les deux autres communautés.

C'est ainsi qu'à deux reprises, pratiquement à un an d'intervalle, au printemps 1992 puis en mars 1993, le président Izetbegovic a accepté d'apposer sa signature sur un texte concocté par les négociateurs internationaux, avant que ces différents plans – dits Carrington-Pinheiro et Vance-Owen – ne terminent comme les cessez-le-feu, c'est-à-dire par un déferlement renouvelé de violence sur le terrain. Le premier de ces projets découpait la Bosnie-Herzégovine en « cantons », le deuxième en « régions ». Dans les deux cas, il fallut « tordre le bras » à la direction musulmane pour qu'elle signe, avant qu'elle ne se rétracte.

D'autre part, la présidence bosniaque, formée de douze membres musulmans, serbes et croates, est profondément divisée sur les concessions à faire pour sortir de la guerre. Et Alija Izetbegovic se voit obligé de naviguer entre les « durs », hostiles à tout compromis sur l'unité de la République, et ceux qui poussent au contraire pour que Sarajevo « lâche du lest ».

Il est significatif que Mile Akmadzic, un Croate, ait considéré vendredi à Genève que l'accord constitutionnel était *« une grande victoire pour la paix »*. Il est vrai que le président de Croatie, Franjo Tudjman, venait d'exprimer sa *« satisfaction »*. M. Izetbegovic s'est, quant à lui, réfugié derrière une future décision de son Parlement. Celui-ci devra se prononcer sur le projet d' « Union », a-t-il souligné, et seule son approbation vaudra accord de Sarajevo. Enfin, sur le terrain, si les Musulmans ont perdu énormément de territoires dans le nord et l'est de la Bosnie, tombés aux mains des Serbes avec toutes les horreurs que l'on sait, si Sarajevo est à bout, les forces musulmanes ont actuellement le vent en poupe en Bosnie centrale, où elles chassent les forces croates, ainsi que les civils.

Oraison funèbre

L'aspect de cette région, à population mixte et octroyée aux Croates par le plan Vance-Owen, a radicalement changé depuis juin, depuis que les unités musulmanes ne cessent de gagner du terrain, ne laissant aux Croates que quelques enclaves, comme Vitez, Jepce, Kiseljak ou Vares.

Mais il suffit, pour connaître les véritables bénéficiaires du projet de Genève, de mesurer l'enthousiasme des Serbes. La déclaration de Radovan Karadzic, le chef des Serbes bosniaques est, à cet égard, éloquente : *« Probablement à partir de demain ou d'après-demain, aucun des peuples de l'ancienne Bosnie-Herzégovine n'aura à mourir, car il n'aura plus de motif pour mourir »*. On ne pouvait plus belle oraison funèbre pour la Bosnie-Herzégovine défunte. Quant au président de Serbie, Slobodan Milosevic, il a parlé de *« grand succès »* et de *« plus grand pas jamais effectué vers la paix depuis le début de la guerre »*. L'accord global pourrait être signé dans les tout prochains jours, a-t-il estimé, avant d'exprimer l'espoir que les sanctions imposées à Belgrade seraient rapidement levées...

Parallèlement à « l'accord constitutionnel » de Genève, les chefs des forces musulmanes, serbes et croates ont, à l'issue de huit heures de négociations à l'aéroport de Sarajevo, conclu un accord de cessez-le-feu censé assurer le libre passage des convois humanitaires en Bosnie-Herzégovine. Une précédente tentative de trêve, qui aurait dû entrer en vigueur dès vendredi midi, avait, comme toutes les autres, fini dans le sang.

YVES HELLER



Le projet constitutionnel d'« Union des Républiques de Bosnie-Herzégovine »

Le projet constitutionnel d'« Union des Républiques de Bosnie-Herzégovine », accepté, vendredi 30 juillet à Genève, dans ses grandes lignes par les trois belligérants bosniaques, prévoit trois Républiques constitutives chapeautées par un gouvernement commun aux faibles pouvoirs.

Cet accord n'est que la simple ossature d'une Constitution avec un minimum de garanties permettant aux trois peuples constituants – les Musulmans, les Serbes et les Croates – de *« vivre ensemble »*, indique-t-on de sources diplomatiques. Cet accord n'entrera en vigueur qu'après entente sur les cartes et sur des annexes concernant des garanties sur les droits de l'homme.

Il ne comprend que des changements secondaires par rapport au texte de synthèse présenté jeudi par les médiateurs David Owen (CEE) et Thorvald Stoltenberg (ONU). L'un des changements négociés vendredi remplace les majorités qualifiées (de 60 % à 80 %) par un droit de veto de chaque République. En effet, le Parlement de l'Union, composé de cent-vingt députés désignés pour un tiers par chacune des trois législatures des Républiques, *« peut adopter à la simple majorité des lois de la compétence de l'Union »*.

A la tête de l'Union, une présidence collégiale, composée des présidents des trois Républiques, sera dirigée alternativement par l'un de ces derniers pour une période de quatre mois : *« La présidence prendra ses décisions par consensus. »* Un tour de rôle annuel est aussi prévu pour le premier ministre du « conseil des ministres » de l'Union. Le nombre des ministres n'est pas mentionné, mais il est prévu que *« le premier ministre et le ministre des affaires étrangères devront être de différents peuples »*.

Le texte de onze pages mentionne explicitement pour seules compétences de l'Union les affaires étrangères, le commerce extérieur et *« le fonctionnement des institutions communes et d'autres fonctions »* voulues par le Parlement.

Démilitarisation complète

Tous les autres pouvoirs sont dévolus aux Républiques. Ce dispositif, dit-on à Genève, concerne les transports et communications, mais les domaines financiers n'ont pas été spécifiés à cause du peu de temps consacré à la négociation. Il n'est fait mention que d'un budget commun, financé par les Républiques ou, le cas échéant, par certaines taxes.

« Aucune République constituante ne pourra quitter l'Union sans l'accord préalable de toutes les Républiques. » En cas de contestation, le Conseil de sécurité de l'ONU tranchera. *« Ni les Républiques unies de Bosnie-Herzégovine, ni aucune des Républiques constitutives ne conserveront de forces militaires »*, prévoit le texte, qui stipule que *« toutes les forces existantes seront progressivement désarmées et démobilisés sous la supervision des Nations unies et de la Communauté européenne »*.

Les frontières des Républiques constitutives, annexées au document, ne pourront être modifiées que par une commission composée de cinq membres nommés par le secrétaire général des Nations unies. Il n'y aura pas de contrôles au passage entre les trois Républiques. Le document, qui admet la double citoyenneté, prévoit que le citoyen d'une République *« peut être citoyen d'une République en même temps que de l'Union »*.

Il garantit la libre circulation des biens et des personnes par les frontières *« où que ce soit »* et le droit de tous à recevoir compensation pour le « nettoyage ethnique ». Tous les citoyens ont libre accès aux bâtiments de l'Union à Sarajevo, à la mer par le port de Neum, sur l'Adriatique, et à la rivière Sava.

« Chacune des Républiques constituantes devra adopter sa propre Constitution » démocratique qui prévoiera un organe législatif élu, un chef de l'exécutif, ainsi qu'un pouvoir judiciaire indépendant. Les premières élections dans chaque République seront supervisées par l'ONU et la CEE.

Le projet prévoit également la mise en place de trois cours de justice : une Cour suprême, une Cour constitutionnelle et une Cour des droits de l'homme, selon une procédure préservant la diversité de leur composition. – *(AFP.)*

EUROPE

Le conflit dans l'ex-Yougoslavie

Les Etats-Unis étudieraient l'éventualité de raids aériens sur Sarajevo

Tandis que François Léotard affirmait vendredi 30 juillet à Washington que la FORPRONU « n'est pas là pour défendre Sarajevo », des fuites du département d'Etat américain faisaient état de consultations des Etats-Unis avec leurs alliés sur d'éventuelles interventions aériennes en Bosnie.

Par ailleurs, après l'attaque contre des « casques bleus » espagnols qui a fait un mort et 17 blessés vendredi, Alain Juppé a demandé une réunion des Douze « pour manifester sa solidarité avec l'Espagne », le Conseil de sécurité de l'ONU a « entrepris des consultations » et le secrétaire général a condamné « avec force ce crime odieux ». M. Boutros-Ghali, auquel, selon son porte-parole, il appartient de prendre la décision d'éventuelles représailles, ne l'a pas fait ; il a souligné « le besoin urgent de trouver une solution politique au conflit ».

Dans une lettre adressée aux Occidentaux, le leader des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, a « regretté » que l'attaque perpétrée dimanche dernier contre des « casques bleus » français à Sarajevo soit venue « par erreur du côté serbe ».

WASHINGTON

correspondance

En dépit de l'accord verbal annoncé à Genève sur les grandes lignes d'un projet de règlement pour la Bosnie, l'administration Clinton n'a pas démenti les informations selon lesquelles elle se préparerait à d'éventuelles interventions aériennes qui iraient au-delà de la protection des « casques bleus ».

Le président américain veut apparemment se mettre à l'abri du reproche de passivité ou de résignation que lui adresse une partie de la classe politique, recrutant non seulement parmi les républicains de l'opposition, mais aussi parmi les démocrates. Plusieurs dizaines de membres du Congrès ont ainsi renouvelé leurs pressions sur Bill Clinton après les violents bombardements dont Sarajevo a été récemment la cible.

Le président Clinton n'a annoncé publiquement que son intention de mettre à exécution les engagements qu'il avait pris dans le strict cadre des résolutions du Conseil de sécurité, à savoir la protection aérienne par l'OTAN des « casques bleus » déployés en Bosnie, dès lors que la FORPRONU en ferait la demande.

Mais un responsable du département d'Etat, qui a souhaité garder l'anonymat, a indiqué au *Washington Post* que les Etats-Unis menaient des *« consultations urgentes »* depuis jeudi avec la France et la Grande-Bretagne sur l'éventualité de raids aériens qui auraient en particulier pour objet de mettre un terme au siège de Sarajevo par les milices serbes.

« L'ONU décide, l'OTAN exécute »

D'autres fonctionnaires du département d'Etat ont indiqué vendredi que Warren Christopher n'excluait pas de faire escale en Europe pour évoquer ce sujet, ces jours prochains, sur le chemin qui doit le conduire au Proche-Orient. Plusieurs journaux américains, s'appuyant sur les déclarations de ces fonctionnaires anonymes, reprenaient vendredi la thèse selon laquelle la détermination américaine s'opposerait ainsi à la pusillanimité européenne.

Le ministre français de la défense, François Léotard, en visite à Washington, a refusé vendredi de commenter l'information selon laquelle auraient lieu des « consultations urgentes ». *« Nous ne pensons pas que de telles discussions doivent se tenir à deux ou à trois »*, a-t-il simplement déclaré, tandis qu'au Quai d'Orsay on démentait qu'elles aient eu lieu.

M. Léotard a déclaré pour sa part que les « casques bleus » en Bosnie ont une mission à caractère humanitaire, qu'ils *« ne sont pas en situation de guerre »* contre les Serbes et que la FORPRONU *« n'est pas là pour défendre Sarajevo »*. *« Ce n'est pas un dispositif qui vise à empêcher l'agression »*, a-t-il insisté.

Le ministre français a rappelé à ses interlocuteurs américains que le recours à la force par l'aviation occidentale s'inscrivait dans le cadre de la résolution 836. *« L'ONU décide, l'OTAN exécute »*, a-t-il dit. Quant à d'éventuelles opérations pour la défense des « zones de sécurité », elles devraient, selon le ministre français, être précédées d'une consultation politique, d'abord entre Européens, puis avec les Américains, et le commandement des forces de l'ONU devrait participer étroitement à celle-ci.

HENRI PIERRE

« Radio-Bateau », antenne haute

A BORD DU « DROIT DE PAROLE » EN ADRIATIQUE

de notre envoyé spécial

Quand on s'appelle *Droit de parole*, rien n'est plus frustrant que de se taire pour obéir à d'autres droits. Aussi tout l'équipage de ce bateau, affrété par l'association française du même nom, a-t-il vécu comme une délivrance, jeudi 29 juillet, la reprise des émissions vers l'ex-Yougoslavie de « Radio-Brod » (Radio-Bateau), un mois après leur interruption.

Une plainte déposée par les autorités fédérales de l'ex-Yougoslavie avait conduit Saint-Vincent et Grenadine à menacer de retirer son pavillon au *Droit de parole*. Au nom du droit international et maritime, qui prohibe les radios « au large », ni la France ni l'Italie ne voulaient risquer d'accorder le leur (*le Monde* du 16 juillet). Sao Tome allait venir à la rescousse, quand les lettres de soutien d'autorités des Nations unies ou de la Commission européenne (qui subventionne l'opération) ont fait fléchir Saint-Vincent : l'Etat des Antilles a renouvelé, pour trois mois seulement, son autorisation de naviguer. Le *Droit de parole* a donc pu réappareiller de Bari, replacer dans les eaux internationales, en face de Dubrovnik, son mât de 50 mètres bardé d'antennes.

Sans aucune terre en vue, l'Adriatique semble apathique. Un bruit de mouette, une corne de brume... enregistrés, suivis d'une chanson des Clash (*Lover's Rock*), et « Radio-Brod » émet à nouveau. Dzevad Sabljakovic, le rédacteur en chef de la station, lève le pouce d'allégresse pour ce *« retour sur les ondes, et sur les eaux »*. Le mois de silence et d'incertitude a été dur pour le moral, même s'il a amené un peu de repos et quelques têtes nouvelles. Il montre en riant son tee-shirt rayé où s'inscrit *« Boat People Survival »* : *« Je n'ai jamais cru que la radio pouvait s'arrêter. On a continué à préparer les programmes, et la nouvelle équipe est encore plus soudée. »*

Appels des correspondants, diffusion de messages de réfugiés cherchant des proches, bulletins d'information, musique.... « Radio P-Brod » a vite repris un rythme rôdé depuis avril. *« Le journalisme n'est pas une mission, c'est une profession : soyons professionnels »*, avance la brune Ines Sabalic, venue de Zagreb, comme éloge de cette persévérance. *« L'important, c'est de continuer cette radio »*, lâche dans sa barbe Konstantin Jovanocvic, vétéran de Sarajevo. Et Dzevad, son ex-collègue de Serbie, ne dit pas autre chose en parlant *« d'entretenir les valeurs qu'a créés ce bateau. Ici, c'est ma maison, c'est ma nation »*.

Ingérence informative

La première victoire du droit de parole, c'est cette équipe (dix-sept personnes, dont huit journalistes) venue de tous les Etats de l'ex-Yougoslavie. *« C'est un choix, pas le bateau de quelques excentriques »*, assure Inès. Et Goran Vesic, venu en renfort de Split, où il a fondé une petite agence d'informations, s'avoue *« yougonostalgique »* en parlant de cette communauté, même s'il sait que l'avenir ne l'autorise pas à être *« yougofuturiste »*.

La deuxième victoire, la plus chérie, c'est l'information pluraliste, elle aussi venue de partout grâce aux correspondants qui n'ont pas cessé leurs appels. Cette information libre, denrée en voie de raréfaction dans une région déchirée, ils savent que le public l'attend, là-bas derrière l'horizon dans les montagnes du Monténégro et de Bosnie.

Alors, après un mois à ronger son frein, malgré les difficultés, la pénurie de sources et parfois de moyens (une subvention française promise est toujours bloquée), l'équipe s'accroche. « Radio-Brod » persiste dans son ingérence informative, un devoir qui se heurte pour l'instant au droit, et que seul pourrait conforter une résolution des Nations unies. Sur une « île déserte » très branchée, l'équipe du *Droit de parole* fait flotter l'honneur d'une voix libre, sans autres armes que ses micros et sa volonté.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

A TRAVERS LE MONDE

ALBANIE

Vingt mille personnes manifestent contre le gouvernement à Tirana

Plus de 20 000 personnes ont manifesté vendredi 30 juillet pendant deux heures à Tirana contre le gouvernement albanais et contre l'arrestation de Fatos Nano, leader du Parti socialiste (ex-PTA, communiste), principale formation de l'opposition albanaise. M. Nano est accusé par la justice albanaise d'avoir détourné pour environ sept millions de dollars d'aide humanitaire italienne alors qu'il était premier ministre. Il a rejeté ces accusations. Le chef de la police de Tirana, Safet Stafa, a déclaré à l'AFP que des interpellations avaient eu lieu, sans en préciser le nombre.

M. Nano ayant été arrêté vendredi sous l'accusation de détournement de fonds et d'abus de pouvoir, le rassemblement s'est transformé en manifestation contre son arrestation et contre le gouvernement du président Sali Berisha, les participants criant *« A bas la dictature »*, *« Libérez Nano »*, *« La police avec nous »*. – *(AFP.)*

NIGÉRIA

Plus de dix mille personnes ont fui Lagos

Plus de dix mille personnes ont fui Lagos au cours des derniers jours pour se réfugier dans leur région d'origine, en raison des tensions qui règnent dans le pays depuis l'annulation de l'élection présidentielle du 12 juin, ont indiqué, vendredi 30 juillet, diverses compagnies de transports. A l'inverse, de nombreux membres des communautés yorouba et ibo – du Sud – ont quitté les Etats nordistes de Kano, Katsina, Niger et Sokoto. Le général Ibrahim Babangida devait tenir samedi une réunion avec les représentants des deux partis autorisés et les membres de la Commission électorale nationale (NEC).

Les récents contacts entre le Parti social-démocrate et la Convention nationale républicaine indiquent que le départ des militaires, le 27 août – date fixée il y a sept mois par le président Babangida – est désormais leur objectif commun. – *(AFP, Reuter.)*

TURQUIE : près du site d'Ephèse

Un attentat à la bombe fait dix-huit blessés dont cinq touristes

ISTANBUL

de notre correspondante

L'explosion d'une bombe, dissimulée sous des détritus à Kusadasi, une ville située au bord de la mer Egée, a blessé dix-huit personnes, dont cinq touristes étrangers vendredi 30 juillet en début de soirée. Cette station touristique, située à proximité des ruines d'Ephèse, est fréquentée par de nombreux visiteurs étrangers chaque année. Aucune des personnes blessées ne l'a été grièvement.

Ce nouvel incident a une fois de plus rappelé les avertissements lancés à plusieurs reprises par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Dans une lettre adressée aux diplomates étrangers et à la presse à Athènes, la branche locale de l'aile militante du PKK, l'ERNK, a déclaré la côte ouest de la Turquie *« une zone de guerre et une région d'opérations militaires »*. Le communiqué, publié le 22 juillet, avertissait tous les touristes se rendant dans les sites touristiques d'Istanbul, Izmir, Kusadasi, Bodrum et Marmaris, des *« risques et périls »* inhérents à une zone où des opérations militaires sont en cours.

Les autorités turques ont récemment procédé à plusieurs arrestations dans la région égéenne où vit une importante communauté kurde. Alors que l'aile militante du PKK, l'ERNK, est à l'œuvre à l'ouest du pays, la branche armée, l'ARGK, poursuit ses propres opérations dans l'Est anatolien. Jeudi soir, un autocar a été intercepté dans la province de Sivas, une région située hors de la zone d'action traditionnelle du PKK. Les combattants auraient enlevés un touriste autrichien âgé de quarante ans ainsi qu'un officier de la gendarmerie turque. L'incident n'a pas été revendiqué et la disparition du touriste n'a pas été confirmée.

Un journaliste du quotidien *Turkish Daily News* s'est rendu dans la Bekaa libanaise pour négocier avec la direction du PKK la libération de Pierre Fix, Michel Coudray, Robert Audoin et Fernand Haron, les quatre otages français enlevés samedi dernier près de Tatvan, ainsi que de David Rowbottom et Tania Miller, un jeune couple enlevé il y a quatre semaines. Selon le quotidien, le comité central du parti se réunira au cours du week-end pour évaluer la possibilité de libérer les six prisonniers.

Au cours d'une entrevue accordée au journaliste turc, un haut responsable du PKK, le commandant Cemil Bayik a précisé que *« les êtres humains ne sont pas la cible de notre campagne contre le tourisme. »* Le PKK espère priver la Turquie des revenus du tourisme *« utilisés pour financer la sale guerre »* dans le Sud-Est anatolien.

Ces divers incidents ne font qu'ajouter aux difficultés du premier ministre Tansu Ciller, confronté par ailleurs à une vague de grèves et de manifestations de fonctionnaires ainsi qu'à la démission soudaine vendredi du gouverneur de la banque centrale, Rusdu Saracoglu, considéré depuis six ans comme un garant de la stabilité financière de la Turquie.

NICOLE POPE

ITALIE : les obsèques des victimes de la via Palestro

La foule ovationne les juges milanais

Sous un soleil de plomb, la capitale lombarde a vécu, vendredi 30 juillet, une journée de deuil et de recueillement à l'occasion des obsèques des victimes de l'attentat de mardi soir dans la via Palestro.

MILAN

de notre envoyé spécial

Dès le début de la matinée, des centaines de personnes font la queue devant le palais Marino, siège de la municipalité, pour aller rendre un dernier hommage aux cinq victimes dans une chapelle ardente installée là.

De temps à autre, la foule s'écarte pour laisser passer une grosse Fiat amenant une notabilité nationale : tour à tour le président du Sénat, Giovanni Spadolini, le président de la République, Oscar Luigi Scalfaro, seront accueillis sur le perron par le maire de Milan, Marco Formentini. En attendant, les personnes qui font la queue expliquent aux nombreux touristes venus contempler le Théâtre de la Scala tout proche les raisons de cette agitation inhabituelle.

A 5 heures, la plupart des boutiques baissent leur rideau, suivant le souhait de la municipalité et des principales organisations politiques et sociales. Maintenant, c'est sur la place du Dôme que plusieurs milliers de personnes sont rassemblées et applaudissent, à la mode italienne, les catafalques des trois pompiers et du gardien de la paix qui font leur entrée dans ce majestueux édifice religieux. Le cinquième, celui de Driss Moussafir, le Marocain sans domicile fixe tué alors qu'il dormait sur un banc de jardin public avait été porté à la mosquée de Segrate.

Ces obsèques ont été l'occasion pour les Milanais de manifester une fois de plus leur appui aux juges qui mènent la lutte anticorruption. L'arrivée dans le Dôme des magistrats Saverio Borelli, Antonio Di Pietro et Gherardo Colombo, principaux protagonistes de l'opération « Mains propres », est saluée par des applaudissement et des cris les invitant à poursuivre leur tâche sans faillir. Oscar Luigi Scalfaro aura droit lui aussi à sa part d'ovations. La messe des morts a été dite par l'archevêque de Milan, le cardinal Carlo Maria Martini, qui a lu un message du pape exprimant sa *« profonde solidarité »* avec les victimes.

LUC ROSENZWEIG

□ **Bettino Craxi quitte l'Italie.** – L'ancien président du conseil socialiste Bettino Craxi, mis en cause par les anciens dirigeants du groupe Ferruzzi dans le cadre de l'enquête sur la corruption des hommes politiques par le cartel chimique Enimont, a quitté vendredi 30 juillet l'Italie pour Hammamet en Tunisie, sans indiquer de date de retour. – *(AFP, Reuter.)*

GRANDE-BRETAGNE

La Haute Cour de Londres a rejeté le recours déposé contre le traité de Maastricht

La Haute Cour de Londres a rejeté vendredi 30 juillet le recours déposé par un lord conservateur demandant d'invalider le processus de ratification du traité de Maastricht suivi par la Grande-Bretagne.

Les trois juges ont estimé à l'unanimité que le processus avait été conforme à la tradition constitutionnelle britannique, contrairement à ce qu'affirmait lord William Rees-Mogg, *ancien* rédacteur en chef du *Times*. Les avocats de ce dernier n'ont pas encore décidé s'ils feraient appel de cette décision de la Haute Cour. Dans l'affirmative, la Cour d'appel de Londres serait saisie début août et la Chambre des lords trancherait en dernière instance en septembre.

Le processus parlementaire britannique sur la loi de ratification a été clos le 23 juillet, avec le vote d'une motion de confiance déposée par le premier ministre, John Major, approuvant l'exemption obtenue par la Grande-Bretagne sur le chapitre social du traité. Lord William Rees-Mogg dénonçait le fait que le Parlement n'ait pas examiné le texte du traité complet, avec tous ses protocoles. Il estimait que certains aspects du traité, non soumis aux Communes et aux Lords, transféraient *« illégalement »* vers Bruxelles certains pouvoirs nationaux. – *(AFP.)*

EN BREF

□ **L'Ethiopie et l'Erythrée ont signé un accord de coopération.** – Les présidents éthiopien et érythréen, Meles Zenawi et Issayas Afeworki, ont signé à Addis-Abeba un accord prévoyant une plus large coopération entre les deux pays dans les domaines économique, politique et social, a rapporté vendredi 30 juillet la radio éthiopienne. Les deux dirigeants sont notamment convenus d'autoriser un usage commun des ports érythréens de Massaoua et Assab. Ancienne province éthiopienne, l'Erythrée a accédé à l'indépendance le 24 mai. – *(AFP.)*

□ **BRÉSIL : arrestation d'un quatrième suspect après l'assassinat de huit enfants des rues.** – Un quatrième suspect a été arrêté, vendredi 30 juillet, dans l'affaire de l'assassinat de huit enfants des rues, le 23 juillet à Rio de Janeiro, a indiqué la police brésilienne . Jurandir Gomes da França, qui possède un commerce dans la banlieue-dortoir de Planicie-Fluminense, a été reconnu par plusieurs enfants ayant survécu au massacre comme le conducteur d'un des deux véhicules utilisés par les assassins. Le juge Ernesto Ferreira a placé lundi 26 juillet en détention provisoire trois policiers soupçonnés d'avoir participé à l'assassinat des mineurs et qui avaient été arrêtés après avoir été reconnus par des témoins. – *(AFP.)*

□ **ÉTATS-UNIS : deux frères exécutés au Texas.** – Un homme a été exécuté par injection vendredi 30 juillet au Texas moins d'un mois après son frère. Tous deux avaient été condamnés pour le meurtre d'un automobiliste qui s'était arrêté sur une route pour les aider à réparer leur voiture. Danny Harris est mort peu après minuit au pénitencier de Hunstville. Son frère, Curtis Harris, avait été exécuté le 1er juillet. Danny Harris était âgé de dix-huit ans quand, en 1978, lui et son frère, alors âgé de dix-sept ans, avaient battu à mort, à l'aide d'un démonte-pneu, Timothy Merka, vingt-sept ans, qui s'était arrêté sur une petite route du sud-est du Texas pour les aider à réparer leur voiture en panne. – *(Reuter.)*

□ **NICARAGUA : le général Humberto Ortega dénonce un plan américain visant la « chute » du gouvernement de Mme Chamorro.** – Les conditions mises par le Sénat américain à la fourniture d'une aide au Nicaragua font partie *« d'un plan de déstabilisation »* pour provoquer *« la chute totale »* du gouvernement de Violeta Chamorro, a estimé, vendredi 30 juillet à Managua, le chef de l'Armée populaire sandiniste, le général Humberto Ortega. Le Sénat américain a interdit, mercredi 28 juillet, au gouvernement de verser au Nicaragua une aide de 103 millions de dollars prévue pour l'année fiscale en cours, à moins qu'il puisse notamment assurer qu'aucun haut fonctionnaire nicaraguayen n'a de liens avec le terrorisme international, et en particulier avec l'attentat du World Trade Center à New-York. – *(AFP.)*

□ **MOZAMBIQUE : l'envoyé spécial de l'ONU critique à nouveau le gouvernement.** – Pour la deuxième fois, l'envoyé spécial des Nations unies, Aldo Ajello, a critiqué le gouvernement mozambicain, vendredi 30 juillet, pour avoir attaqué la Résistance nationale du Mozambique (RENAMO, opposition armée), en représailles à des violations présumées du cessez-le-feu. M. Ajello a également annoncé qu'il avait pu persuader le chef de la RENAMO, Afonso Dhlakama, de revenir à la table des négociations, qu'il a quittée jeudi. A la suite des accords de paix d'octobre dernier, les deux parties sont censées élaborer une nouvelle loi électorale. – *(AFP.)*

□ **VIETNAM : arrestations de bouddhistes.** – Selon le Comité Vietnam pour la défense des droits de l'homme (25, rue Jaffeux, 92230 Gennevilliers, tél : 47-93-10-81), des arrestations massives de bouddhistes ont eu lieu dans plusieurs régions du Vietnam depuis mai dernier tandis que la presse officielle mène une campagne contre le nouveau chef de l'Eglise bouddhiste unifiée, Thich Huyen Quang, en résidence surveillée. Le Comité Vietnam a demandé au ministre français des affaires étrangères, Alain Juppé, d'intervenir auprès de Hanoï pour que des visas soient accordés aux avocats français chargés de défendre les bouddhistes emprisonnés.

PROCHE-ORIENT

Parallèlement à une réunion de la Ligue arabe

La Syrie négocie avec le Hezbollah et l'Iran les conditions d'un arrêt des bombardements

DAMAS

de notre envoyée spéciale

L'ampleur des bombardements israéliens au Liban, qui se poursuivaient samedi 31 juillet pour la septième journée consécutive, a dramatisé les contacts tous azimuts qui se sont engagés à Damas pour tenter de ramener le calme. Réuni d'urgence à la demande du Liban, un conseil ministériel de la Ligue arabe s'est ouvert vendredi soir, parallèlement aux entretiens que les dirigeants syriens avaient engagés dès le début de la journée avec les chefs du Hezbollah libanais – dont son secrétaire général cheikh Hassan Nasrallah –, et le ministre iranien des affaires étrangères, Ali Akbar Velayati.

Discutée d'abord avec la Syrie, l'offre faite officiellement par Cheikh Nasrallah d'arrêter les tirs de roquettes contre le nord d'Israël sous conditions a été entérinée par Téhéran. C'est sur cette base que Damas a tenté d'obtenir l'appui des Etats-Unis pour un cessez-le-feu, qui pouvait être suivi d'un certain retrait du Hezbollah du Liban du sud, au profit de l'armée libanaise. La Syrie, qui avait transmis cette offre dès jeudi à Washington, avait fait valoir qu'on ne pouvait demander au Hezbollah d'arrêter ses tirs, alors qu'Israël bombardait sans retenue les villages du sud du Liban mais qu'une simultanéité dans l'arrêt des opérations était envisageable.

La Syrie, que l'étendue de l'opération israélienne inquiète visiblement – d'autant qu'on considère ici qu'elle bénéficie du soutien tacite des Etats-Unis – aurait reçu sur ce point l'appui de Téhéran. De sources concordantes, on affirme qu'il n'y a pas dans cette affaire de divergences entre les deux pays. Mais, contrairement aux exigences d'Israël, appuyé par Washington, il n'est pas question d'accepter un quelconque désarmement du Hezbollah, même si celui-ci pourrait devoir, à l'avenir, mieux coordonner son rôle avec l'Etat libanais.

Les dirigeants syriens, dit-on de source libanaise, soutiennent la revendication du gouvernement de Beyrouth pour un rôle accru de l'armée libanaise au sud du Liban et auraient insisté sur ce point lors de leurs conversations avec M. Velayati. Celui-ci, qui, selon une source iranienne, est venu à Damas *«de sa propre initiative, apporter son soutien à la position syrienne»*, devait avoir samedi de nouveaux entretiens avec le ministre syrien des affaires étrangères et les dirigeants du Hezbollah, toujours présents dans la capitale syrienne.

Beyrouth réclame un soutien arabe

Principal concerné dans cette affaire puisqu'il en est la victime, le Liban tente pour sa part d'obtenir à Damas le soutien des Arabes, à la fois sur le plan politique, par l'envoi à New York d'une délégation ministérielle arabe qui plaiderait sa cause au Conseil de sécurité, et sur le plan matériel, pour assurer le retour rapide des réfugiés.

Prenant la parole à l'ouverture de la réunion de la Ligue arabe, le premier ministre libanais Rafic Hariri a clairement réaffirmé la position de son gouvernement, qui, a-t-il dit, *«œuvre pour la paix et n'a jamais été favorable à la politique des katiouchas»*.

Mais *«la résistance à l'occupation est un droit légitime»*, a-t-il ajouté, en soulignant toutefois que son gouvernement *«donne la priorité à la reconstruction et au développement»*. Pour M. Hariri, les opérations israéliennes visent à *«déstabiliser le Liban, empêcher sa reconstruction et à faire pression sur sa position dans les négociations de paix»*. *«L'armée libanaise assume ses responsabilités en défendant le sud du pays»*.

Elle *«serait à même de se déployer sur tout le territoire libanais, si les pays arabes lui apportaient son aide»*, a encore dit M. Hariri. Il a enfin demandé aux pays arabes leur *«participation pour assurer le retour des réfugiés ayant fui les raids israéliens et des aides pour ramener la vie dans les villages détruits»*.

Le secrétaire général de la Ligue arabe, Esmat Abdel Meguid, a pour sa part exigé le retrait inconditionnel de l'Etat juif du Liban et invité le Conseil de sécurité de l'ONU à prendre *«des mesures immédiates et efficaces»* pour stopper les raids et les bombardements et à *«assumer ses responsabilités pour contraindre Israël à appliquer la résolution 425»*.

Il n'est pas sûr toutefois que le Liban obtienne grand chose de cette réunion, pour laquelle ne se sont déplacés que sept ministres des affaires étrangères (Maroc, Syrie, Liban, Koweït, Egypte, Soudan et Yémen). Des divergences se font déjà jour sur la nature du lien à établir entre la situation au Liban et le processus de paix au Proche-Orient, et, sur le plan matériel, les premières réactions arabes ont été plutôt timides.

Il ne fait pas de doute que l'implication du Hezbollah pro-iranien dans cette affaire n'incite pas des pays comme l'Egypte et l'Arabie Saoudite par exemple à beaucoup de soutien. En séance à huis clos, M. Hariri a dû répondre sèchement aux allusions du ministre égyptien des affaires étrangères sur les appuis extérieurs – en clair iraniens – de la résistance libanaise.

Celle-ci est *«nationale et légitime»*, a-t-il rétorqué. On n'est pas loin de penser au Caire, et sans doute à Ryad, que le Liban et la Syrie récoltent les fruits de leur soutien aux intégristes, et qu'après tout il faut profiter de cette affaire pour y mettre fin et poursuivre les négociations de paix. Damas ne l'entend pas de la même oreille, et même si personne n'envisage, à ce stade, d'arrêter les négociations de paix, celles-ci peuvent difficilement reprendre dans ce climat de violences. Les Arabes, qui devaient reprendre samedi leurs travaux, devraient se contenter, une fois de plus, d'un appel à l'ONU qui ne les engagerait pas à grand chose.

FRANÇOISE CHIPAUX

□ **IRAK : les pilotes américains s'étaient trompés de cible.** – Confirmant une information publiée par le *New York Times*, un responsable du gouvernement américain a indiqué, vendredi 30 juillet, que les deux pilotes qui avaient tiré la veille sur des batteries anti-aériennes irakiennes (*le Monde* du 31 juillet) avaient commis une méprise. Ils ont pris à tort de simples radars de surveillance pour des radars de visée, beaucoup plus menaçants, a indiqué ce responsable, qui n'a pas voulu être nommé. Le Pentagone a néanmoins officiellement réaffirmé que les pilotes avaient, conformément aux ordres en vigueur, ouvert le feu pour assurer leur propre défense. L'Irak pour sa part a officiellement protesté, dans une lettre au secrétaire général de l'ONU. – *(AFP, Reuter.)*

Israël poursuit son offensive dans le sud du Liban

Réuni en séance extraordinaire vendredi soir 30 juillet, comme il le fait tous les jours depuis le déclenchement de son offensive contre le Liban, le gouvernement israélien a ignoré une proposition faite quelques heures plus tôt par le Hezbollah pro-iranien, de cesser sous condition les tirs de roquettes contre les localités de haute Galilée. *«L'opération se poursuit. Ils* [le Hezbollah] *doivent nous assurer qu'ils ne vont plus lancer aucune katioucha»*, a déclaré Oded Ben-Ami, porte-parole du ministère de la défense. Parallèlement, la police libanaise indiquait qu'une colonne de chars et de soldats israéliens s'était avancée en direction de la bordure nord de la *«zone de sécurité»* contrôlée par l'Etat juif dans cette région.

Dans le même temps, des dizaines de chars et de blindés et un grand nombre de transports de troupes venus d'Israël pénétraient dans cette zone et se postaient dans la région de Marjayoun, siège du quartier général israélien dans le secteur central de cette zone. Dans la soirée, l'armée israélienne bombardait toujours par intermittence plusieurs localités, tandis que l'aviation survolait la région sans effectuer de raids. Selon le dernier bilan fourni par la police libanaise, l'offensive israélienne a fait plus de 128 morts et 520 blessés en une semaine.

De son côté, le Hezbollah a tiré vendredi soir trois roquettes sur le nord d'Israël. Dans un communiqué publié quelques heures plus tôt, le secrétaire général de cette formation, cheikh Hassan Nasrallah, avait affirmé que *«l'arrêt des tirs de roquettes contre les colonies de peuplement ne pourrait se faire que s'il était mis fin totalement et définitivement aux agressions israéliennes et aux bombardements barbares de la population»* du Liban.

A New-York, le secrétaire général de l'ONU a dénoncé vendredi des mises en garde *«inacceptables»*, adressées par l'Etat juif à la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL), qui se trouve, souligne-t-il, *«pratiquement immobilisée»* par les bombardements israéliens. Dans une lettre adressée au Conseil de sécurité, Boutros Boutros-Ghali se dit *«particulièrement préoccupé»* par ces mises en garde, qui avertissent les «casques bleus» qu'ils seraient pris pour cible dans leur zone de déploiement, s'ils n'obéissaient pas à certaines consignes.

Depuis le début de l'offensive israélienne, les contingents népalais, irlandais et finlandais de la FINUL ont été directement touchés. A Helsinki, l'ambassadeur d'Israël a été convoqué par le ministre des affaires étrangères qui lui a indiqué que la Finlande envisageait de retirer au cours du week-end ses troupes stationnées au Liban sud, si Israël ne mettait pas fin à ses attaques.

Même s'il aurait souhaité voir cesser les bombardements avant son arrivée au Proche-Orient, le secrétaire d'Etat américain Warren Christopher a maintenu la tournée qui devrait le conduire la semaine prochaine en Egypte, en Israël, en Syrie et en Jordanie.

Le Djihad islamique en Palestine, une organisation palestinienne pro-iranienne, active dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza, a adressé vendredi un *«dernier avertissement au grand Satan américain»*, prévenant que *«tous les Américains dans les Etats du Proche-Orient»* seraient pris pour *«cibles de nos attaques»*, si Washington ne réussissait pas à mettre un terme aux bombardements israéliens dans un délai expirant dimanche 1er août à 16 heures GMT. – *(AFP, Reuter.)*

AFRIQUE

TOGO : un entretien avec l'opposant

«Les conditions ne sont pas réunies» pour mettre fin à son exil

estime Gilchrist Olympio

Gilchrist Olympio, candidat à l'élection présidentielle dont le premier tour a été fixé au 25 août, estime que son retour au Togo n'est pas envisageable dans l'immédiat car *«pour le moment, les conditions de sécurité ne sont pas réunies»*. Pourront-elles l'être en moins d'un mois? *«Personnellement, je ne le crois pas»*, nous a-t-il déclaré vendredi 30 juillet à l'occasion d'un bref passage à Paris.

«Je serai en Afrique dans quelques jours, nous allons voir ce qui se passe, nous préférons attendre», affirme l'éternel rival du président Gnassingbé Eyadéma, qui n'est pas retourné dans son pays depuis l'attentat dont il a été victime en mai 1992. Les milieux officiels français l'ont, dit-il, *«vivement encouragé à participer à l'élection»*.

Outre l'insécurité, plusieurs obstacles pourraient néanmoins le contraindre à renoncer. Une polémique est engagée à propos des certificats médicaux joints à son dossier de candidature. Selon un membre du collège médical de la commission électorale, ceux-ci ne seraient pas valables, faute d'avoir été émis au Togo.

M. Olympio a d'autre part appris la semaine dernière qu'un mandat d'arrêt avait été lancé contre lui – en mai dernier, – dans le cadre de l'enquête sur la tentative d'attentat du 25 mars contre le président Eyadéma. *«Je l'ai appris par les médias!*, s'insurge M. Olympio, pour lequel ces obstacles ont pour origine le fait que *Eyadéma est convaincu que nous avons une grande audience dans le pays.»* Depuis, le directeur général de la police a annoncé la suspension du mandat d'arrêt. Mais, affirme M. Olympio, *«juridiquement, on ne lève pas provisoirement un mandat d'arrêt, il ne peut y avoir qu'un non-lieu»*.

Interrogé sur la multiplicité des candidatures de l'opposition, M. Olympio estime qu'*«il faut considérer le premier tour comme des primaires»*. *«Nous avons soixante-six partis au Togo et nous ne savons pas ce que chacun représente en termes d'audience»*, plaide-t-il. Pour lui, l'accord de Ouagadougou – entre l'opposition et la mouvance présidentielle – est *«mauvais»*.

Mais *«dans la mesure où il y a des gens sur le terrain pour assurer la sécurité et la transparence, nous sommes prêts à aller aux élections»*. Dix gendarmes français, quarante militaires burkinabés et soixante-dix militaires français, chargés de contrôler le cantonnement des militaires togolais dans les casernes pendant le processus électoral, sont déjà arrivés dans le pays.

«Voyons comment les choses vont évoluer, affirme M. Olympio, dont le combat contre M. Eyadéma dure depuis 1963, date du meurtre de son père, le président Sylvanus Olympio, dont le général-président s'est autrefois vanté, *vous savez, des fois l'histoire se répète; en 1958 mon père n'avait pas de droits civiques, il ne pouvait pas quitter Lomé... il a quand même gagné les élections»*.

MARIE-PIERRE SUBTIL

AFRIQUE DU SUD

Le gouvernement prend des mesures contre la violence politique

Le ministre sud-africain de la loi et de l'ordre, Hernus Kriel, a dévoilé, jeudi 29 juillet, toute une série de mesures destinées à endiguer l'escalade de la violence politique qui, pour l'année 1993, a déjà fait 1 423 victimes.

Une somme équivalente à 34 millions de francs doit être mise à la disposition des communautés victimes de violences, en vue d'encourager des initiatives de paix locales. Les effectifs de la police seront augmentés de quelque 13 500 hommes, grâce à diverses mesures telles que le recrutement et le rappel de réservistes. Une autre somme, d'environ 60 millions de francs, contribuera à l'amélioration des conditions de vie et de travail des policiers. – *(Intérim.)*

OCÉANIE

LOIN DES CAPITALES

Ayers Rock, «cœur rouge» des antipodes

AYERS ROCK

de notre envoyé spécial

Dans cet hôtel élégant, au bout du bout du monde, au cœur du cœur de l'Australie, les chambres haut de gamme ont la vue *«sur le rocher»*. Rien de plus naturel. N'est-il pas, ce fameux *«rocher»* – altier, envoûtant, immémorial – l'unique objet du voyage, l'impérieux prétexte du plus beau des détours? Sans lui, et ses sœurs de pierre, les *«Olga»* toutes proches, aux silhouettes d'éléphants, quel étranger viendrait se perdre au *«centre rouge»* de l'île-continent?

Ayers Rock est, avec l'opéra de Sydney, la plus célèbre carte postale des antipodes. Deux emblèmes, deux images extrêmes de l'Australie : là-bas, les fières voiles de béton défiant le Pacifique, l'orgueil de l'homme bâtisseur, l'éclat de l'Océan propice à l'hédonisme d'un pays si jeune ; ici, la certitude massive du rocher géant, l'aridité sauvage du *«bush»* qui incite au mysticisme, la splendeur austère d'un pays si vieux. Du haut du Rock, six millions de siècles nous contemplent.

Cette idole des géologues, aux mensurations magnifiques, est le plus grand monolithe sur Terre : large de deux kilomètres et demi, long de quatre, haut de trois cent cinquante mètres. Sans oublier sa circonférence : plus de neuf kilomètres. Chaque soir, ce Gulliver minéral s'offre en spectacle. Quand l'horizon s'embrase, l'ocre muraille vire à l'orange puis au rouge sang. L'incendie creuse ses veines d'ombre, émouvantes comme les rides d'une vieille actrice.

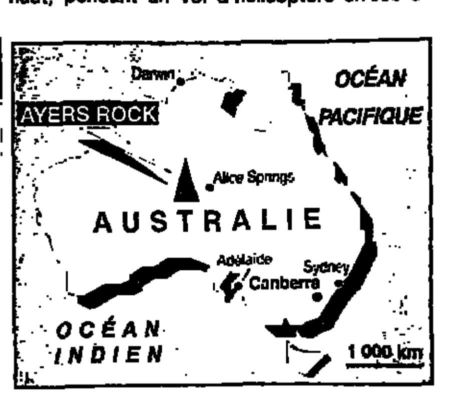
D'une année sur l'autre, quelque 280 000 touristes viennent admirer cette pourpre féerie, immuable et éphémère. Les plus nombreux sont japonais, de très loin. Exploitant au mieux ce riche filon, la plupart des guides locaux manient avec agilité la langue nippone. A l'exemple de Matthew et Béatrice, deux étudiants passés par une université de l'Archipel. Interprète en japonais : à coup sûr, un métier d'avenir en Australie.

Après le dîner, vient l'heure d'un autre spectacle. A la belle étoile, au sens fort du terme. Dans la nuit transparente, un astronome enthousiaste prête son télescope au visiteur ébahi. Au fond de la lunette magique, dansent planètes et constellations, brille la Croix du Sud – celle qui orne le drapeau australien – et scintille à l'infini la voie Lactée, cette *«milky way»* au nom anglais si velouté. Ici, nous assure-t-on, l'air est si pur que l'œil voit dix fois plus net qu'à Sydney. C'est à l'observatoire de Ayers Rock qu'on contempla le mieux, en 1986, la comète de Halley.

Le rocher doit son nom à l'hommage que son découvreur, William Christie Gosse, voulut rendre, en 1873, à un politicien aujourd'hui oublié – Sir Henry Ayers, – qui sera premier ministre de l'Australie du Sud. L'explorateur anglais était parti d'Alice Springs trois mois plus tôt, à la tête d'une caravane aux chameaux lourdement bâtés. L'année d'avant, Ernest Giles avait échoué de peu. Ayant aperçu au loin les *«Olga»* – qu'il baptisa ainsi en l'honneur d'une reine du Wurtemberg, – il dut faire demi-tour, faute de pouvoir franchir les dangereux marécages du lac Amedeus, à cinquante kilomètres seulement du Rock.

Le site sacré des aborigènes

Le mastodonte se laisse admirer sous tous les angles : d'en face, de préférence à l'aurore et au crépuscule ; d'en bas, en compagnie de jeunes *«rangers»* aussi doués pour commenter les peintures rupestres que pour détecter les traces des kangourous qui viennent boire la nuit au pied du rocher ; d'en haut, pendant un vol d'hélicoptère arrosé au



champagne ; de loin, sur une Harley Davidson ou au fond d'une limousine blanche avec chauffeur en uniforme. Et, pour parfaire l'extase, beaucoup l'escaladent. Une ascension fort rude où l'on s'aide d'une chaîne fixée au sol, voire, comme certains touristes japonais, d'une paire de gants blancs pour mieux assurer ses prises.

L'exercice ne plaît guère aux Anangu, ce peuple aborigène qui, depuis toujours, tient le rocher – qu'il nomme Uluru – pour son principal site sacré. Uluru est le lieu de ses plus chères légendes, celle du Liru, le mauvais serpent, ou du Kuniya, le python, qui peuplent le bestiaire mythique du *«Temps du rêve»*, l'équivalent aborigène des premiers chapitres de la Genèse.

Uluru, où convergent les empreintes des ancêtres, et où rôdent les mânes de la plus vieille culture du monde parvenue jusqu'à nous, et décrite avec tant de bonheur par l'écrivain Bruce Chatwin dans son mémorable *«Chant des pistes»*. Gardiens et maîtres de l'*«outback»* – la brousse australienne – depuis vingt mille ans, les aborigènes sont de nouveau, depuis octobre 1985, les propriétaires légaux d'Ayers Rock, des *«Olga»* et du parc national alentour. Un patrimoine touristique qu'ils ont aussitôt loué au gouvernement fédéral.

Au beau milieu du plus sec des continents, Uluru veille sur une terre rouge et aride, où les réservoirs d'eau sont mieux gardés que les banques de Sydney ; un univers de reptiles et d'épineux, où l'herbe reine, la spinifex – si dure qu'elle porte le nom du porc-épic – abrite le trou du goanna, le lézard géant ; un monde où les cacatoès à huppe rose ornent parfois le feuillage du gommier et où, providence du nomade, certains pruniers donnent un fruit richissime en vitamines.

Depuis six mille ans, les dingos, chiens devenus sauvages, traînent leur dégaine étique dans ces solitudes. Sous prétexte qu'ils aiment un peu trop les moutons, les plus vieux compagnons des aborigènes furent les souffre-douleur de l'homme blanc, au point qu'on accusa à tort l'un d'eux, en 1980, d'avoir dévoré un bébé à Ayers Rock. L'affaire défraya longtemps la chronique judiciaire australienne.

Le rocher veille aussi sur tous les fantômes de la brousse, proches ou lointains, ceux des *«bushrangers»* du siècle dernier, ces bandits de grand chemin dont l'ancêtre Ned Kelly fut le premier héros – malheureux – des *«Australos»* : il finit au bout d'une corde, un jour de 1883, dans la prison de Melbourne.

A Alice Springs, c'était l'époque pionnière où les femmes des futurs notables découvraient les joies du tennis tropical, en pantalons légers et larges chapeaux. Les vrais héros d'aujourd'hui sont au volant de leurs *«road trains»*, ces interminables *«trains de la route»* – un camion tirant trois remorques – qui avalent la Stuart Highway, du nord au sud du pays. Dopés aux amphétamines, et à la musique *«country»*, ils jettent à peine un regard vers la route qui conduit à Ayers Rock et foncent, foncent vers Adelaïde ou Darwin. Loin de l'étrange rocher, loin du cœur rouge de l'Australie.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

SOCIÉTÉ

L'enquête sur la tentative de subornation de témoin après le match Valenciennes-Olympique de Marseille

L'ancien ministre Jacques Mellick témoin-surprise de Bernard Tapie

Jacques Mellick, ancien ministre socialiste et maire de Béthune (Pas-de-Calais), a été entendu par le juge d'instruction Bernard Beffy, vendredi 30 juillet, dans le cadre de l'enquête sur la tentative de subornation de témoin dont aurait fait l'objet l'ancien entraîneur de Valenciennes Boro Primorac de la part du président de l'OM Bernard Tapie.

L'ancien ministre socialiste Jacques Mellick, maire de Béthune (Pas-de-Calais), est le témoin-surprise que Bernard Tapie, président de l'Olympique de Marseille, gardait en réserve pour contredire les accusations de Boro Primorac, l'ex-entraîneur de Valenciennes. Ce dernier affirme en effet avoir rencontré le président de l'OM, le 17 juin, à 15 heures, au siège parisien du groupe Bernard Tapie Finances (BTF), avenue de Friedland. M. Tapie lui aurait alors proposé un arrangement pour *«porter le chapeau»* dans l'affaire du match Valenciennes-Marseille et dire que c'est en fait le club nordiste qui avait tenté de négocier un match nul. M. Tapie a toujours réfuté ces accusations assurant qu'il n'avait pas rencontré M. Primorac, le 17 juin, à 15 heures, comme celui-ci le prétend. Refusant de préciser son emploi du temps de l'après-midi du 17 juin, le président de l'OM avait déclaré, le 7 juillet, qu'il gardait une *«surprise»*.

Il a attendu trois semaines pour la dévoiler. M. Tapie assure aujourd'hui que, le 17 juin à 15 heures, il était dans ses bureaux en compagnie de Jacques Mellick, maire socialiste de Béthune, ancien ministre de la mer et ancien secrétaire d'Etat à la défense. Cette information, révélée par *le Point* dans son édition du 31 juillet, a été confirmé au *Monde* par M. Mellick, samedi matin : *«J'avais effectivement rendez-vous avec Bernard Tapie le 17 juin. Je suis arrivé sur sur place un peu après 14 h 30. M. Tapie nous a rejoint dix ou quinze minutes plus tard. Il arrivait de l'extérieur. Notre réunion s'est achevée vers 15 h 30. Je n'ai jamais croisé M. Primorac. Je n'ai pas évoqué ce rendez-vous plus tôt car je ne voulais pas que l'on fasse l'amalgame avec l'affaire Testut, une société installée à Béthune.»*

L'enquête sur la tentative de subornation de témoin, menée par le juge d'instruction Bernard Beffy, déjà en charge des investigations sur le match VA-OM, a donc connu un nouveau rebondissement, vendredi 30 juillet. Le magistrat s'est rendu à Béthune pour entendre M. Mellick, à titre de témoin. M. Tapie a confirmé à l'Agence France-presse son entrevue avec le maire de Béthune : *«Ce jour-là, j'avais rendez-vous à 14 h 30 avec Jacques Mellick. Il s'agissait d'organiser une tournée politique dans le Pas-de-Calais.* (...) *Auparavant, j'avais déjeuné à TF1 avec Charles Villeneuve. Contrairement à ce qui a été dit jusqu'à présent, j'ai quitté TF1 en fait vers 14 h 35 et, dix minutes plus tard, je suis arrivé à BTF. Mais mon rendez-vous avec Jacques Mellick était à 14 h 30 et la réunion a commencé sans moi, Mellick, accompagné de son attaché parlementaire, discutant avec un de mes collaborateurs, Jean-Pierre Deck. Je les ai rejoints et notre réunion a duré jusqu'à 15 h 25.»* Interrogé sur les raisons de son silence sur ce point depuis trois semaines, le président de l'OM a expliqué : *«Primorac ayant déjà changé au moins deux fois de version, j'ai voulu le laisser venir et s'enferrer. Maintenant, en tous cas, les choses sont claires...»*

Des excuses aux magistrats

Claire, cette affaire ne l'est pas encore totalement pour les enquêteurs, en particulier en ce qui concerne le «timing» précis des événements. Un élément pourrait permettre de savoir si, oui ou non, l'ancien entraîneur de Valenciennes s'est bien rendu au siège de BTF. Il affirme qu'au cours de l'entretien qu'il aurait eu avec M. Tapie celui-ci aurait reçu un appel téléphonique du nouvel entraîneur de l'OM, Marc Bourrier . L'hôtel où se trouvait ce jour-là M. Bourrier n'étant pas équipé d'un standard informatisé permettant de répertorier tous les appels et leur destinataire, les enquêteurs ont demandé aux Télécoms d'effectuer des recherches, ce qui est possible techniquement. Les résultats de ces recherches ne sont pas encore connus.

En marge de ces développements, Me Pelletier, l'avocat de Jean-Pierre Bernès, directeur général de l'OM au moment des faits, a demandé au procureur général de la Cour de cassation, Pierre Truche, de présenter à la chambre criminelle de la Cour de cassation une requête en dessaisissement du tribunal de Valenciennes *«dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice»*.

Enfin, M. Tapie a adressé, jeudi 29 juillet, une lettre au garde des sceaux, dans laquelle il exprime ses *«regrets»* et présente ses *«excuses les plus sincères»* aux magistrats pour avoir comparé les méthodes de la justice française à celles de la Gestapo dans un entretien à *VSD* (*le Monde* du 15 juillet). A la suite de ces déclarations, le garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, avait déposé plainte contre le président de l'OM. Dans un communiqué publié vendredi, l'Union syndicale des magistrats (USM-majoritaire) estime que *«le changement d'attitude de M. Tapie constitue une victoire pour l'honneur des magistrats»*. La chancellerie n'a pas encore fait savoir si la plainte déposée par M. Méhaignerie serait ou non retirée.

Ph. Br.

Après le suicide d'un commissaire à Paris

Une information est ouverte pour «tentative d'extorsion de fonds et coups et blessures volontaires»

D'une balle dans la tête tirée avec son arme de service, le commissaire Mathieu Moracchini s'est suicidé, mardi 27 juillet vers 3 heures du matin devant le commissariat de police du douzième arrondissement de Paris où il était le chef-adjoint de la 4e division de police judiciaire. La mort du commissaire a conduit le parquet de Paris à confier au juge d'instruction Janine Drai, mercredi 28 juillet, deux informations judiciaires afin de dissiper les zones d'ombre entourant ce suicide.

Ouverte pour «recherche des causes de la mort», la première de ces procédures est habituelle : il s'agit simplement de confirmer la thèse d'un suicide qui ne fait guère de doute. Diligentée pour «tentative d'extorsion de fonds et coups et blessures volontaires», la seconde met en cause, a posteriori, la vie privée d'un fonctionnaire de police qui traversait de graves problèmes familiaux. Cette dernière enquête devra notamment dénouer les fils d'une affaire dans laquelle le commissaire Moracchini se retrouve aux côtés d'une ancienne prostituée et d'un journaliste se prétendant victime d'une extorsion de fonds.

Chroniqueur hippique dans un quotidien parisien, Thierry Léger affirme en effet avoir été menacé, le 21 juillet à Paris, par trois hommes qui l'ont enlevé pendant quelques heures à bord d'un véhicule de police. Le journaliste, qui a déposé plainte, déclare avoir alors été contraint de signer des chèques par les trois ravisseurs. Sur l'un des chèques, M. Léger indique avoir reconnu l'écriture de l'une de ses amies, une ancienne prostituée avec laquelle il avait un contentieux financier.

Or, il semble que le commissaire était, depuis peu, proche de cette femme. En outre, le signalement donné par le journaliste de l'un des membres du trio correspond d'assez près à la description du commissaire. Apprenant par des collègues que la plainte de M. Léger risquait de le mettre en accusation, le commissaire aurait alors décidé de mettre fin à ces jours afin d'éviter le scandale.

E. In

Le financement de la campagne électorale du maire de Lyon

Pierre Botton a été confronté au PDG de la SDEI à propos d'études fictives

LYON

de notre bureau régional

Pierre Botton a, de nouveau, été convoqué, vendredi 30 juillet, par le juge Philippe Courroye pour une confrontation de quatre heures avec Marc-Michel Merlin, PDG de la Société de distribution des eaux intercommunale (SDEI), filiale de la Lyonnaise des eaux, mis en examen il y a quelques mois pour abus de biens sociaux. Le magistrat voulait des explications sur la nature des sommes versées régulièrement par la SDEI à M. Botton, accusé de recel dans cette partie du dossier. Ce dernier aurait perçu, à raison de règlements mensuels de 177 900 francs, puis de 355 800 francs à partir de 1990, un total de 3,7 millions de francs. Devant le juge, les deux hommes auraient, aux dires de leurs avocats, maintenu leurs positions. Selon M. Merlin, son entreprise, qui cherchait alors à s'implanter dans l'agglomération lyonnaise, a rémunéré une série d'études, plus ou moins approfondies, sur le marché de l'eau à Istanbul et dans les pays de l'Est. Pour M. Botton, ces fonds n'étaient en fait qu'un moyen de financer les campagnes électorales de son beau-père, Michel Noir, maire de Lyon.

□ **Trois patrouilleurs de surveillance pour la marine nationale.** – Le ministère de la défense a passé commande aux Constructions mécaniques de Normandie, à Cherbourg, de trois patrouilleurs de service public, spécialisés dans la surveillance et l'assistance en mer dans la zone des 200 milles (où s'exercent les droits nationaux de pêche et d'exploitation des fonds). Deux de ces navires seront livrés par Cherbourg en 1995 et 1996. Le troisième le sera en 1995 par les chantiers Leroux et Lotz, à Lorient. Le contrat porte sur une somme globale de 250 millions de francs et représente quelque 300 000 heures de travail pour les deux chantiers.

□ **Rectificatif.** – Nathalie Duhamel, qui a signé une lettre sur la Bosnie dans la rubrique «Au courrier du *Monde*» du 31 juillet, appartient à l'AICF, Action internationale contre la faim (et non «contre la guerre»)

Le Monde

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du *Monde* »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE S.A.
Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cros,
Membres du comité de direction :
Jacques Guiu.
Isabelle Tsaïdi.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia
75902 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Télex MONDPUB 634 128 F
Téléfax : 46-62-98-73. - Société filiale
de la SARL *le Monde* et de Médias et Régies Europe SA.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE

Imprimerie
du « Monde »
12, r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex: 261.311F

Commission paritaire des journaux et publications, no 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Fermeture de la dernière mine de fer en Lorraine

L'ultime descente des «gueules jaunes»

HAYANGE

de notre envoyée spéciale

Arnault a dix ans. Il est né à Hayange, *«le berceau du fer»*, proclament partout les pancartes. Contrairement à son père et à son grand-père, il ne sera pas mineur. Le minerai lorrain, la «minette», n'existe plus. Le dernier site d'extraction français vient de fermer. Sur son grand vélo, vendredi 30 juillet, il a suivi le dernier défilé des «gueules jaunes» de Lormines.

Comme chaque matin, ils sont une centaine à s'être rendus aux aurores au carreau du Perrotin à Moyeuvre, mais ils ne sont pas descendus au fond. Ici, la culture ferrifère a plus de quatre cents ans. C'est en 1565 qu'à quelques kilomètres, à Tréhemont, la première poignée de minerai a été extraite. Dans le bassin de Briey, il y a plus de 20 000 retraités des mines, et tout le monde a un ancien mineur dans son entourage, tant il est vrai que, depuis les années 60, les fermetures de sites se sont multipliées.

En 1976, 24 000 tonnes de minerai orangé remontaient chaque jour. Lors du dernier foudroyage, le 22 juin, il n'en est sorti que 500 tonnes, juste assez pour remplir une vingtaine de chargeuses de livraison symboliques que les «gueules jaunes» sont allées déverser, vendredi, devant les hauts-fourneaux de l'usine sidérurgique. Quand le délégué CGT eut prononcé son discours – *«Non les mineurs ne sont pas vaincus, ils sont encore debout. Notre lutte a des vertus, elle porte en elle l'espoir»*, – tous sont retournés au fond pour y partager un dernier repas, *«à l'abri des journalistes qui veulent nous faire un enterrement de première classe»*.

Voici plus d'un an, sept cents personnes travaillaient encore à Lormines, la filiale minière d'Usinor-Sacilor. Au début du mois, elles n'étaient plus que 322. *«Le repli*, explique Yves Thomas, le directeur général de Lormines, *a été décidé en juin 1991 pour faire face aux nouvelles demandes plus fortes en fonte dite «hématite» (produite à partir des minerais australiens, brésiliens ou africains riches en fer et pauvres en phosphore) qu'en fonte dite «phosphoreuse», celle du bassin lorrain»*.

Un plan social a été signé par la CFDT et la CGC, mais pas par la CGT, largement majoritaire. *«Le syndicat*, explique Jean Markun, représentant CGT au comité central d'entreprise, *a refusé de signer car une expertise du cabinet Secafi-Alpha – que nous avons commandée dans le cadre du droit d'alerte – a démontré que ce plan industriel n'était pas urgent.»* Il a néanmoins négocié les conditions de départ des salariés, notamment des congés de reconversion et des mesures de «portage» pour les employés totalisant vingt-cinq ans d'ancienneté. *Mutés dans* d'autres entreprises d'Usinor-Sacilor jusqu'en décembre 1999, ils pourront néanmoins conserver le statut de mineur, qui assure la retraite après trente années de travail.

«Perclus de rhumatismes»

Au café où ils se sont réunis une dernière fois après la manifestation, les «gueules jaunes» critiquent ces mesures. Certains d'entre eux resteront à Moyeuvre le temps d'y assurer la remise en état de la mine avant sa restitution à l'Etat. Toutefois, l'abandon du site pose de nombreux problèmes aux collectivités locales, en raison du coût à venir de l'exhaure, le pompage de l'eau des bassins hydrauliques, jusqu'ici assumé par la société d'exploitation minière.

Nicolas exprime son amertume : *«A trente-six ans, on est perclus de rhumatismes à cause du taux d'humidité de 98 % dans la mine et on a de nombreux problèmes de dos. Qui voudra de nous?»*, s'interroge-t-il. Comme la plupart de ses camarades, il avoue : *«Le plus dur est de ne plus être un mineur. Ici, c'était quelqu'un de considéré pour sa force, mais aussi pour son salaire, supérieur à celui de tous les autres travailleurs»*.

Au souvenir de la grève mythique de Trieux en 1963, durant laquelle les hommes avaient occupé la mine durant soixante-dix-neuf jours, les cœurs se serrent. René, médaille d'or de la mine pour y avoir peiné pendant quarante ans, évoque comme le bon temps l'époque où tout appartenait à la famille de Wendel, dont les deux châteaux entourent la cité minière de Jœuf ; l'époque où les puits, comme les cités minières, portaient le nom des enfants de cette famille : Ségolène, Anne ou Pauline. Avant de se séparer, les «gueules jaunes» de Lormines ont entonné le chant des mineurs : *«Ils sont venus de toute la Lorraine ; au fond, au jour. Poursuivons le combat.»*

FLORENCE DUTHEIL

PARIS EN VISITES

LUNDI 2 AOUT

«L'île de la Cité, naissance de Paris, vieilles maisons de chanoines», 10 h 30, 2, rue d'Arcole (Paris autrefois, L.-A. Lavigne).

«Cités d'artistes et jardins secrets de Montmartre», 11 h 15, 14 h 45 et 17 h 45, au pied du funiculaire (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

«L'île Saint-Louis, quartier de la noblesse de robe au dix-septième siècle», 14 h 30, métro Pont-Marie (M.-C. Lasnier).

«Hôtels du Marais spécialement ouverts. Passages, ruelles insolites, jardins, plafonds et escaliers inconnus», 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (I. Hauller). «Le village des Batignolles et la Cité des fleurs», 15 heures, sortie métro Rome (D. Bouchard).

«L'Hôtel-Dieu, l'ancêtre *des* hôpitaux parisiens, et la médecine autrefois», 15 heures, entrée de l'Hôtel-Dieu, côté parvis de Notre-Dame (L.-A. Lavigne).

«Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges», 15 heures, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

«La basilique de Saint-Denis. Les sépultures des rois de France», 15 heures, entrée de la basilique (Paris et son histoire).

Avec l'arrêt de son unité de concentration du minerai d'uranium

Le Limousin perd sa vocation minière

LIMOGES

de notre correspondant

La SIMO (Société industrielle des minerais de l'Ouest) a fermé officiellement, samedi 31 juillet, son unité de concentration d'uranium de Bessines-sur-Gartempe (Haute-Vienne). Plus discrètement que la Lorraine mais en même temps, le Limousin voit la fin de sa vocation minière. Les derniers tonnages extraits d'ici l'arrêt total, dans un ou deux ans, seront traités plus au nord, dans l'unité de concentration Total-Compagnie minière France, de Jouac (Haute-Vienne) .

Projet de stockage

La SIMO, filiale à 100 % de la COGEMA, la branche industrielle du CEA, a traité en trente ans 15 millions de tonnes de minerai. Dans les années 70, au plus fort de l'essor du nucléaire civil, elle employait 220 salariés ; elle était descendu à moins de 100 dernièrement et ne fonctionnait qu'à 10 % de sa capacité. Plus globalement, l'activité uranifère en Limousin, qui a occupé jusqu'à 1 200 salariés voici dix ans, n'en emploie plus que 300.

Les bâtiments en contact direct avec le minerai radioactif (silos de stockage, ateliers de préparation, fabrication de l'acide sulfurique, décanteurs) vont être démontés et détruits. La COGEMA envisage néanmoins de rester présente sur le site en y regroupant divers services et laboratoires actuellement disséminés en Haute-Vienne. Elle a aussi un projet de stockage d'oxyde d'uranium à faible radioactivité (ramené de Pierrelatte), de thorium et de sels de mercure. L'ensemble de ces plans pourrait maintenir une centaine d'emplois.

Mais les mouvements écologistes et bon nombre d'élus s'opposent à ces projets qui leur semblent entériner pour la région un rôle de poubelle de l'industrie nucléaire. Face à ce front du refus, Jean Syrota, PDG de la COGEMA, avait envisagé, au début de l'année, la politique du tout ou rien : ou bien le Limousin accepte les projets de stockage, ou bien l'entreprise se retire totalement.

GEORGES CHATAIN

SOCIÉTÉ

En utilisant des gènes « suicides »

Des chercheurs français obtiennent des résultats encourageants dans le traitement du cancer par thérapie génique

Une équipe de chercheurs dirigés par le professeur David Klatzmann (laboratoire de biologie et génétique des pathologies immunitaires, hôpital de la Pitié, Paris) a réussi à traiter des métastases hépatiques chez l'animal en ayant recours à une nouvelle méthode de thérapie génique à base de gènes « suicides ». Ces travaux, publiés dans le dernier numéro de la revue américaine *Proceedings of the National Academy of Sciences* (1), laissent espérer des progrès en matière de traitement du cancer et du sida.

Parmi les techniques de thérapie génique actuellement expérimentées aux Etats-Unis et en Europe, il en est une qui semble promise à un bel avenir : la thérapie par gènes « suicides ». Très schématiquement, il s'agit d'introduire dans les cellules à traiter – tumorales ou infectées par un virus – des séquences génétiques assurant la production d'une protéine toxique, capable de tuer la cellule traitée.

Plusieurs équipes, en particulier celles de G. B. Elion (université de Durham) et de Michael Blaese (National Cancer Institute, Bethesda) aux Etats-Unis et celle du professeur David Klatzmann (hôpital de la Pitié, à Paris), ont réussi à démontrer l'intérêt de cette technique aussi bien pour traiter des tumeurs expérimentales chez l'animal que, *in vitro*, pour protéger les cellules immunitaires contre la dissémination du virus du sida.

La plupart des gènes suicides actuellement expérimentés sont des gènes responsables de la fabrication d'enzymes capables « d'empoisonner » la cellule. Parmi ces enzymes, c'est la thymidine kinase du virus de l'herpes (HSV1-TK) qui a été la plus utilisée.

Essai clinique

En 1992, dans un article publié par la revue américaine *Science*, l'équipe de Michael Blaese avait annoncé qu'en travaillant sur des tumeurs cérébrales de rats induites expérimentalement, elle avait réussi, au moyen d'injections intra-tumorales, à obtenir une régression des tumeurs traitées. Dans onze cas sur quatorze, la tumeur avait même pu être éradiquée.

Ces résultats furent jugés à ce point probants que le Recombinant Advisory Comitee (RAC) américain a autorisé récemment la réalisation d'un essai clinique de phase I chez huit patients atteints d'une tumeur maligne du cerveau (glioblastome cérébral). Les premiers résultats de cet essai devraient être rendus publics à la fin de l'année. Pour sa part, l'équipe du professeur David Klatzmann, à laquelle collabore le professeur Didier Houssin (laboratoire de recherche chirurgicale de la faculté de Cochin-Port Royal), a, en suivant une stratégie analogue, réussi à traiter des métastases hépatiques expérimentales chez l'animal.

Là encore, les résultats semblent prometteurs et laissent espérer une mise en œuvre prochaine de ce type de thérapie génique, non seulement dans le traitement de certains cancers, mais également de certaines maladies virales comme le sida.

En effet, l'équipe du professeur Klatzmann a réussi à montrer – *in vitro* et au prix d'un protocole extrêmement compliqué – qu'il est possible de protéger les lymphocytes T (les globules blancs infectés en priorité par le virus VIH) contre la dissémination du virus du sida. Le professeur Klatzmann devrait débuter dans quelques mois un essai clinique de phase I chez des malades cancéreux au stade terminal. Cet essai, destiné à vérifier la bonne tolérance du traitement, pourrait également permettre de se faire une première idée de son efficacité éventuelle chez l'homme.

FRANCK NOUCHI

(1) « Regression of established macroscopic liver metastases after in situ transduction of a suicide gene » par M. Caruso, Y. Panis, S. Gagandeep, D. Houssin, J-L. Slazmann et D. Klatzmann.

Les difficultés d'une « opération pilote » pour les jeunes à Saint-Ouen

Quartiers d'été

C'est une histoire de vacances en banlieue, de jeunes livrés à eux-mêmes, d'ouvriers amateurs de pétanque et de tennis. Que des administrations irresponsables et un animateur surexcité s'en mêlent, et le mélange devient détonant. Le résultat est là : comme chaque jour de ce mois de juillet finissant, près de quatre-vingts enfants et adolescents venus par autocar de Saint-Denis, La Courneuve, Stains et Neuilly-sur-Marne prennent possession du vaste terrain de sport attenant à l'usine GEC-Alsthom de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis). Un havre de paix ouvrant sur la Seine, dans ce quartier voué aux industries. Six hectares de verdure partagés entre un terrain de football, des courts de tennis, et une centaine de jardins ouvriers où s'épanouissent arbres fruitiers et potagers.

Les jeunes ne sont pas venus pour biner les carrés de salades, mais pour taper dans un ballon ou une balle de tennis. Encadrés par deux adultes de bonne volonté mais sans expérience, les adolescents divaguent, certains investissent les courts de tennis en terre battue avec des chaussures à crampons, d'autres s'intéressent aux productions fruitières des jardinets. Pour compléter le tableau, quelques salariés d'Alsthom, adhérents de la Société sportive amicale (SSA) de l'usine, s'adonnent au jeu de boules sous les acacias, au tennis ou au jardinage. L'atmosphère est électrique. Certains courts réservés par des membres du club sont occupés par les jeunes, donc inaccessibles. On murmure des histoires de terrains vandalisés, de voitures malmenées, de vols de pommes se terminant à coups de cailloux.

Entre les prolétaires en « joggings » et les gosses, d'origine africaine pour la plupart, l'incompréhension couve, même si elle reste inexprimée : *« Personne n'est contre le fait qu'ils viennent jouer ici, mais à condition d'être encadrés un minimum »*, remarque un joueur de pétanque, tandis que le gardien du terrain constate que *« les mômes ne sont pas méchants »*.

Labyrinthes administratifs

Cette situation illustre une « politique de la ville » erratique et mal assumée. Le terrain d'Alsthom-Saint-Ouen avait en effet été choisi, en 1991, pour une « opération été » à destination des jeunes banlieusards qui ne partent pas en vacances. Conduite par le cabinet du ministre de la ville de l'époque, Michel Delebarre, l'expérience avait été saluée comme exemplaire. Par convention, le ministère de la ville s'engageait à subventionner une association créée pour l'occasion, « Espace-Sport-Insertion-Jeunes » (ESIJ) en échange de la mise à disposition par son président, Hervé Picard, des courts de tennis couverts d'Alsthom-Saint-Ouen, dont il assure la gestion en tant que responsable de la société « Paris-Tennis ».

Mais l' « opération pilote » fut sans lendemain : la valse des ministres de la ville, à partir de mai 1992, fit se perdre le dossier dans les labyrinthes administratifs, tandis qu'Hervé Picard, survolté par ce *« lâchage »*, tentait de négocier le renouvellement de sa convention. Il l'obtint en 1992 après en avoir référé au premier ministre. Mais pas en 1993, après un nouveau bouleversement du paysage politico-administratif.

Sur place, les jeunes habitués, aidés par M. Picard, sont revenus quand même, prenant leurs quartiers d'été avec leurs ballons, leurs raquettes, et leurs mauvaises habitudes. *« Si je les lâche, il y aura du vilain »*, menace, hors de lui, M. Picard qui fait le siège des administrations. *« S'il fallait attendre que l'Etat bouge, on ne ferait rien »*, renchérissent les animateurs improvisés qui, sur le terrain, tentent de maîtriser la situation. Pendant ce temps, les responsables se renvoient poliment la balle. Au cabinet de Simone Veil, ministre de la ville, on connaît par cœur ce calamiteux dossier. On assure qu' *« aucun de ces jeunes n'est sous la responsabilité de l'Etat »*, que leur encadrement *« doit être assuré par leurs communes d'origine »*, que *« des tractations sont en cours »*. Aboutiront-elles avant que n'explose le petit concentré de mal des banlieues qui se vit chaque après-midi sur l'herbe de Saint-Ouen ?

PHILIPPE BERNARD

SPORTS ÉQUESTRES : les championnats d'Europe de saut d'obstacles

La France obtient la médaille de bronze par équipes

La Suisse a remporté, vendredi 30 juillet à Gijon (Espagne), le titre de champion d'Europe de saut d'obstacles par équipes. Elle devance la Grande-Bretagne et la France emmenée par Eric Navet, tenant du titre dans l'épreuve individuelle.

GIJON

de notre envoyée spéciale

Une barre qui cède sous le sabot du cheval de l'Allemand Franke Sloothaak, et puis un refus. Ce coup de théâtre, survenu sur les deux derniers obstacles de la deuxième et dernière manche de l'épreuve par équipes des championnats d'Europe, a ruiné les espoirs des Allemands, favoris de l'épreuve et en tête à l'issue de la première manche. La France, alors quatrième, pouvait soudain espérer une médaille de bronze. Elle l'a obtenue au terme d'une compétition de cinq heures disputée entre ombre et soleil, dans un vent frisquet, usante pour les nerfs car elle devait de surcroît décider de la qualification des vingt meilleurs pour l'épreuve individuelle de dimanche.

« Cette médaille de bronze est le fruit d'un travail de fond, alors que les Allemands parient sur des victoires éclair », a commenté l'entraîneur national, Patrick Caron, en rappelant que *« depuis huit ans, notre pays décroche au moins une médaille lors des championnats du monde, d'Europe ou des Jeux olympiques »*.

A Gijon, la France tentait un pari risqué. Si les quatre cavaliers – Hubert Bourdy, Michel Robert, Hervé Godignon et Eric Navet – étaient ceux qui avaient terminé troisièmes aux Jeux olympiques de Barcelone en 1992, deux de leurs montures étaient alignées pour la première fois dans un grand rendez-vous. *Twist du Vallon*, monté par Hervé Godignon, a commencé sa carrière au Grand prix de Rome il y a trois mois seulement, et *Sissi de la Lande* n'est montée par Michel Robert que depuis six mois. *« C'est une bonne préparation pour les championnats du monde 1994*, a expliqué Patrick Caron. *Les hommes sont là mais nous devons trouver une relève pour les chevaux. Twist est un cheval très puissant, mais il lui faudra encore beaucoup de séances de dressage. »*

Vingt et unième du classement individuel, le couple Hervé Godignon-*Twist* sera absent de l'épreuve individuelle dimanche. Deux Français restent parmi les vingt cavaliers retenus : Michel Robert, deuxième du classement général à l'issue des épreuves éliminatoires, et Eric Navet sixième. Avec *Quito de Baussy*, ce dernier tentera dimanche de conserver son titre de champion d'Europe enlevé il y a deux ans à La Baule. Ultime camouflet pour les Allemands, le champion olympique Ludger Beerbaum n'a pas été retenu pour la finale.

BÉNÉDICTE MATHIEU

REPÈRES

ÉDUCATION

François Bayrou défend les langues régionales

François Bayrou, ministre de l'éducation nationale et président du conseil général des Pyrénées-Atlantiques, a marqué, vendredi 30 juillet, l'intérêt qu'il porte à la défense des cultures et langues régionales, à commencer par la langue basque. Recevant très symboliquement au Parlement de Navarre, à Pau, l'Académie de la langue basque, le président du gouvernement basque espagnol et le représentant du président du gouvernement de Navarre, François Bayrou a indiqué qu'il ne voyait pas *« au nom de quel élitisme celui qui se bat pour la réintroduction des humanités classique, déclarerait que le latin et le grec sont un trésor et que la langue qui les précéda ne mérite pas un effort semblable »*. *« La langue basque n'a-t-elle pas résisté à la romanisation et à l'envahissement de toutes les grandes langues dominantes ? »*, a-t-il précisé. François Bayrou a donc réaffirmé son soutien aux écoles bilingues ou basques comme les Ikastolas. Le ministre avait été mis en minorité par son conseil général, le 28 juin, qui avait refusé une subvention destinée à la fédération des Ikastolas. – *(Corresp.)*

SANTÉ

Epidémies de choléra à Djibouti et en Afghanistan

Le choléra a fait son apparition à Djibouti, où près de 1 200 cas de diarrhée aiguë auraient été décelés, causant la mort de cinquante personnes, selon Médecins sans frontières (MSF). L'épidémie menacerait 300 000 à 400 000 habitants, soit les deux tiers de la population de la capitale. Une équipe d'urgence a été envoyée sur place par MSF, et devrait rester trois mois pour installer des aménagements sanitaires, afin de prévenir une nouvelle épidémie. Une équipe médicale de l'armée française devait arriver à Djibouti, samedi 31 juillet.

Médecins sans frontières a également envoyé du matériel et une équipe dans le nord de l'Afghanistan, à Mazar-e Charif, pour répondre à l'épidémie de choléra qui menace depuis fin juin. Des abris, du matériel médical, des médicaments et des réservoirs d'eau ont été acheminés dans cette ville proche du Tadjikistan, où treize personnes sont mortes depuis le 18 juillet, et où quarante à soixante cas nouveaux sont décelés chaque jour. Le matériel de MSF est également destiné à un camp de réfugiés tadjiks, à quelques kilomètres de Mazar, où 25 000 personnes vivent dans des conditions d'hygiène favorables à l'éclatement de l'épidémie.

CARNET DU Monde

Décès

– Mme Maurice Adda,
son épouse,
Jean-Luc et Françoise Adda,
Chantal Adda-Menou et Hervé Menou,
Didier Adda,
ses enfants,
Florence, Gaëtan et Yann,
ses petits-enfants,
Les familles Adda et Cicile,
Ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice ADDA,
docteur vétérinaire,

survenu le 26 juillet 1993, dans sa soixante-quinzième année.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité le 28 juillet, à Trévières (Calvados).

Le Coudray,
14140 Prêtreville.

– Nicole et Jean Guigou,
Christiane et José Khaïda,
Robert et Josette Jullien,
ont l'immense douleur de faire part du décès de

Mme Roger JULLIEN,
née Marie-Louise Didier,

survenu le 29 juillet 1993, à Briançon.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu à Briançon, le samedi 31 juillet.

9, rue Durand-Benech,
92260 Fontenay-aux-Roses.
54, boulevard Victor-Hugo,
06000 Nice.
9, avenue du Général-de-Gaulle,
05100 Briançon.

– Bayeux. Dunkerque. Mosles.

M. Alain Lecornu,
Valérie, François, Marianne et Frédéric Bonnin,
ses enfants,
Baptiste,
son petit-fils,
Sa famille,
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Alain LECORNU,
née Françoise Brisset,

survenu le 29 juillet 1993, à l'âge de soixante et un ans.

Ses obsèques seront célébrées le lundi 2 août, à 15 heures, en la cathédrale de Bayeux, sa paroisse.

L'inhumation aura lieu à Mosles, dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue Bourbesneur,
14400 Bayeux.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence

– On nous prie d'annoncer le décès de

Mme François NAUD,
née Marie-Françoise Raoul,
diplômée de biologie moléculaire,

survenu le 29 juillet 1993.

Les obsèques auront lieu le mardi 3 août, à 15 h 45, en l'église Saint-Louis-de-Montfort, à Saint-Herblain (Loire-Atlantique), suivies de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière de la Bouteillerie, à Nantes.

François Naud,
son mari,
Cécile, Grégoire et François-Xavier,
ses enfants,
Mme Simone Raoul,
sa mère,
Dominique Raoul,
sa sœur,
Et toute la famille,
en font part dans la peine.

19, impasse de Tananarive,
44800 Saint-Herblain.

Remerciements

– Mme Raul Gardini
et ses enfants,
Eleonora Gardini,
Ivan Francesco Gardini,
Maria Speranza Gardini,
très touchés des marques de sympathie reçues après la disparition tragique de

M. Raul GARDINI,

tiennent à exprimer tous leurs remerciements.

Une cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu à Ravenne, le lundi 26 juillet 1993.

Via Massimo-d'Azeglio, 10,
48100 Ravenne (Italie).

Anniversaires

– *Le* 1er août 1991,

Mathieu.

Nous pensons tous à lui.

– Le 31 juillet 1992, à l'âge de quarante et un ans,

Uziel PÉRÈS

nous quittait tragiquement.

Gardons le souvenir de cet ami merveilleux.

CARNET DU MONDE
Renseignements : 40-65-29-94
Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques	100 F
Abonnés et actionnaires	90 F
Communicat. diverses	105 F
Thèses étudiants	60 F

AGENDA

THÉÂTRE

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62). Le Premier : 17 h et 22 h.

ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-06-36-02). L'Eloge de la folie : 18 h et 21 h.

BATEAU-THÉATRE LA MARE AU DIABLE-RIVE GAUCHE (40-46-90-72). Sur le dos d'un éléphant : 21 h, dim. 17 h.

BERRY-ZÈBRE (43-57-51-55).Dim. Les Champêtres de joie : 20h30. Tiens bon! : 21h.

BOBINO (43-27-75-75). Le Pied à l'étrier : 21 h.

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Les Zappeurs : 20 h 15. Le Graphique de Boscop : 21 h 30.Dim. Nous sommes tous des lapin à six pattes : 20h. Dany Boon : 21h15. Artus de Penguern : 22h30.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire-Rousseau : 19 h et 21 h 30.

COMÉDIE-FRANCAISE SALLE RICHELIEU (40-15-00-15). Le Prix Martin : 20 h 30.

CRYPTE SAINTE-AGNÈS (EGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31). La Lettre : 18 h 30. Le Cid : 20 h 30, dim. 17 h 30.

DAUNOU (42-61-69-14). Le Canard à l'orange : 21 h, dim. 15 h 30.

ESPACE MARAIS (48-04-91-55). L'île des esclaves : 19 h, dim. 15 h. Feu la mère de madame : 20 h, dim. 18 h. La Mouette : 21 h.Dim. Le Mariage de Figaro : 16h.

FONTAINE (48-74-74-40). Comédie d'amour : 20 h.

GRAND EDGAR (43-35-32-31). Le Système Ribadier : 20 h.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30.

JARDINS DU PALAIS-ROYAL (40-28-40-33). Malasangre : 19 h.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. Eté 86 chez les Pujols : 20 h. Le Jardin des cerises : 21 h 30. Théâtre rouge. Les Dix Commandements : 18 h. Ah! Si j'avais un nom connu, vous verriez comme je serais célèbre : 20 h. Personne n'est parfait : 21 h 30.

MADELEINE (42-65-07-09). Atout coeur : 21 h, dim. 15 h 30.

MATHURINS (42-65-90-00). En attendant les bœufs : 20 h 30, dim. 15 h.

MÉTAMORPHOSIS (42-61-33-70). Tonnelle d'été : 15 h. Le Miroir des songes : 21 h, dim. 15 h.

MICHODIÈRE (47-42-95-22). Les Palmes de M. Schutz : 17 h et 20 h 30, dim. 16 h.

UVRE (48-74-42-52). Pendant que vous dormiez : 20 h 45, dim. 15 h.

PALAIS DES GLACES (PETIT SALLE) (42-02-27-17). Bruno Lugan : 20 h 30.

PRÉ-CATELAN, JARDIN SHAKESPEARE (42-27-39-54). Embrassons-nous, Folleville! : 15 h et 18 h 30. Le Voyage de M. Perrichon : 16 h 30 et 20 h 30.

RANELAGH (42-88-64-44). Messieurs les ronds-de-cuir : 20 h 30.

RENAISSANCE (42-08-18-50). La Java des mémoires : 16 h et 21 h.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Une aspirine pour deux : 20 h 45.

SOUS CHAPITEAU (PARC DE LA VILLETTE) (40-03-75-75). Lear Elephants : 21 h.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). Improvizafond : 20 h 30. Didier Bénureau : 22 h.

THÉATRE DÉJAZET (48-87-52-55). Elie Kakou : 20 h 30.

THÉATRE DE DIX-HEURES (46-06-10-17). Les Jeunes Pères : 20 h 30. Rien ne sert de dormir, faut s'lever l'matin : 22 h.

THÉATRE D'EDGAR (42-79-97-97). Union libre : 20 h 15. Les Sacrés Monstres : 22 h.

THÉATRE GRÉVIN (42-46-84-47). Charité bien ordonnée : 21 h.

THÉATRE MAUBEL-MICHEL GALABRU (42-23-15-85). Western-solo : 20 h, dim. 15 h. Eternel Tango : 21 h.

THÉATRE MONTORGUEIL (42-36-38-56). Arène. Le Retour de M. Leguen : 20 h 30.

THÉATRE DE NESLE (46-34-61-04). Le Théâtre de Brel : 19 h.

THÉATRE DU TAMBOUR-ROYAL (48-06-72-34). Dom Juan : 15 h et 20 h 45.

TOURTOUR (48-87-82-48). L'Heure espagnole : 19 h. Les Rendez-vous : 20 h 30. Le rêve était presque parfait : 22 h.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Chopella : 21 h.

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

SAMEDI

L'Espionnage, un genre impur : l'Œil du monocle (1962), de Georges Lautner, 14 h 30 ; Notre homme Flint (1966, v.o. s.t.f.), de Daniel Mann, 16 h 30 ; Arabesque (1966, v.o. s.t.f.), de Stanley Donen, 19 h ; Top Secret (1983, v.o.), de Jim Abrahams, David Zucker et Jerry Zucker, 21 h.

DIMANCHE

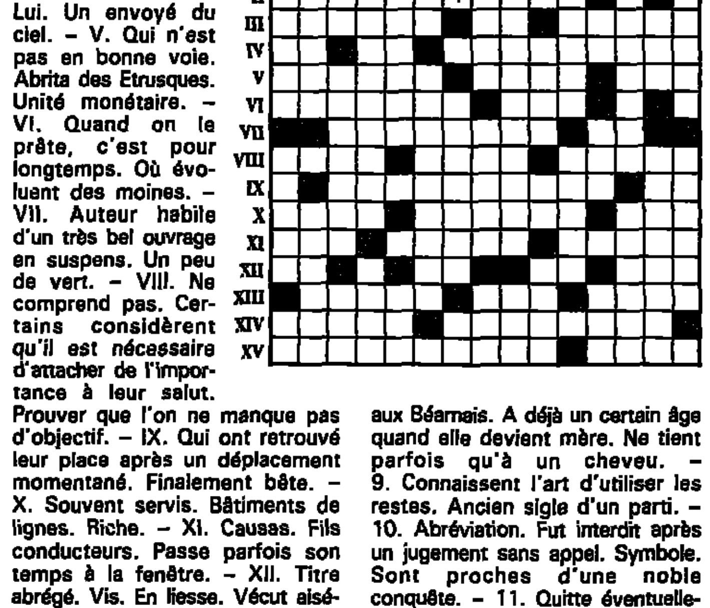
L'Espionnage, un genre impur : les Barbouzes (1964), de Georges Lautner, 14 h 30 ; Une ravissante idiote (1964), d'Edouard .Molinaro, 16 h 30 ; les Russes ne boiront pas de Coca Cola? (1968, v.o. s.t.f.), de Luigi Comencini, 19 h ; Top Secret (1983, v.o. s.t.f.), de Jim Abrahams, David Zucker et Jerry Zucker, 21 h.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6095

HORIZONTALEMENT

I. Avec ses restes, on peut toujours faire des boulettes. Pour se reposer dessus, il faut qu'elle soit solide. Fait partie du paysage biterrois. – II. Marques de fidélité. – III. Au pied d'un chêne. Un disque qui fut longtemps à la mode. On peut se reposer sur eux les yeux fermés. – IV. Pronom. Lui. Un envoyé du ciel. – V. Qui n'est pas en bonne voie. Abrita des Etrusques. Unité monétaire. – VI. Quand on le prête, c'est pour longtemps. Où évoluent des moines. – VII. Auteur habile d'un très bel ouvrage en suspens. Un peu de vert. – VIII. Ne comprend pas. Certains considèrent qu'il est nécessaire d'attacher de l'importance à leur salut. Prouver que l'on ne manque pas d'objectif. – IX. Qui ont retrouvé leur place après un déplacement momentané. Finalement bête. – X. Souvent servis. Bâtiments de lignes. Riche. – XI. Causas. Fils conducteurs. Passe parfois son temps à la fenêtre. – XII. Titre abrégé. Vis. En liesse. Vécut aisément. – XIII. Risquent parfois de passer inaperçus. Ne put cacher sa corruption. Un trait suffit à le rendre beau. – XIV. Animal, il comprend les femmes. Se manifeste au moindre souffle. – XV. N'arrêtent pas de bêcher. Se couche sur le foin par une belle journée de juin.



VERTICALEMENT

1. Quatre sous un bouquet. Certains n'hésitent jamais à les battre. Point solide sur fonds mouvants. – 2. Texte dans lequel quelques points ont été volontairement oubliés. Prendre ses responsabilités. – 3. Marche parfois sur la tête. Leurs branches et leurs rameaux se multiplient au-dessous du tronc. Un fardeau pour les Anciens. – 4. Font que des militaires en retraite sont «cassés». L'œuvre de la dernière main. – 5. Pétries. Lettres de dénonciation. – 6. Réélus à gauche. Immobilisées sur un banc. – 7. Sont l'objet d'une citation. Partie du monde. – 8. Plat, il plaît aux Béarnais. A déjà un certain âge quand elle devient mère. Ne tient parfois qu'à un cheveu. – 9. Connaissent l'art d'utiliser les restes. Ancien sigle d'un parti. – 10. Abréviation. Fut interdit après un jugement sans appel. Symbole. Sont proches d'une noble conquête. – 11. Quitte éventuellement une femme dès qu'il est trompé. Font parfois apparaître quelques bosses jusque-là négligées. – 12. A moitié noir. Organe de la «presse». Sans suite. – 13. La place du chef. Sut se montrer convaincant. – 14. Indien. Démolir en bêchant. – 15. Il sait faire valoir ses droits. Réconciliés.

Solution du problème n° 6094

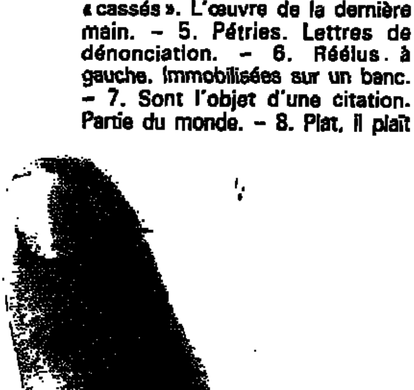
Horizontalement

I. Elision. – II. Saône. Aho. – III. Cm. Sajou. – IV. Aéra. La. – V. MN. Ili. AM. – VI. Otan (Nato). Tapa. – VII. Tar (rat). Serin. – VIII. Ebène. Aod. – IX. Ultime. Ni. – X. Réédite. – XI. SS. Seule.

Verticalement

1. Escamoteur. – 2. Lamentables. – 3. Io. Arêtes. – 4. Sn. Ain. Nid. – 5. Ies. Semis. – 6. Alite. Eté. – 7. Naja. Ara. Eu. – 8. Ho! Apion. – 9. Gourmandise.

GUY BROUTY



CINÉMA

LES FILMS NOUVEAUX

AU BÉNÉFICE DU DOUTE. (*) Film américain de Jonathan Heap, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Gaumont Hautefeuille, 6e (36-68-75-55) ; George-V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; v.f. : Bretagne, 6e (36-65-70-37) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-65-70-18) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95 ; 36-65-70-45) ; Mistral, 14e (36-65-70-41) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

BIG MAN. Film britannique de David Leland, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 ; 36-65-70-43) ; Le Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

COEUR SAUVAGE. Film américain de Tony Bill, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; George-V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-65-70-18) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95 ; 36-65-70-45) ; Les Montparnos, 14e (36-65-70-42).

KALAHARI. Film américain de Mikael Salomon, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; Gaumont Hautefeuille, 6e (36-68-75-55) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16 ; 36-65-70-82) ; v.f. : Rex (le Grand Rex), 2e (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95 ; 36-65-70-45) ; Mistral, 14e (36-65-70-41) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40 ; 36-65-70-47) ; Pathé Wepler II, 18e (36-68-20-22).

PANIC SUR FLORIDA BEACH. Film américain de Joe Dante, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (36-68-75-55) ; Gaumont Hautefeuille, 6e (36-68-75-55) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (36-68-75-55) ; Gaumont Gobelins *bis*, 13e (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55) ; Montparnasse, 14e (36-68-75-55) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55) ; Pathé Wepler, 18e (36-68-20-22).

ROI BLANC, DAME ROUGE. Film russe de Serguei Bodrov, v.o. : Reflet Médicis II (ex Logos II), 5e (43-54-42-34).

SIDEKICKS. Film américain d'Aaron Norris, v.o. : Gaumont Marignan-Concorde, 8e (36-68-75-55) ; v.f. : Gaumont Les Halles, 1er (36-68-75-55) ; Gaumont Opéra, 2e (36-68-75-55) ; Gaumont Gobelins, 13e (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55) ; Montparnasse, 14e (36-68-75-55) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55) ; Pathé Wepler, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

LE SYNDICAT DU CRIME 2. (*) Film Hongkong de John Woo, v.o. : Gaumont Kinopanorama, 15e (43-06-50-50 ; 36-68-75-55).

UN JOUR SANS FIN. Film américain de Harold Ramis, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-68) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40 ; 36-65-70-81) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40 ; 36-65-70-44) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95 ; 36-65-70-45) ; Mistral, 14e (36-65-70-41) ; Pathé Clichy, 18e (36-68-20-22).

LES EXCLUSIVITÉS

L'ADVERSAIRE (Ind., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

ALARME FATALE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26 ; 36-65-70-67) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16 ; 36-65-70-82) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-65-70-18) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95 ; 36-65-70-45) ; Mistral, 14e (36-65-70-41) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40 ; 36-65-70-47) ; Pathé Clichy, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

AMANTS (Esp., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36).

ANGLE MORT (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26 ; 36-65-70-67) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-68) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40 ; 36-65-70-81) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40 ; 36-65-70-44).

ANTONIA & JANE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

L'ARBRE, LE MAIRE ET LA MÉDIATHÈQUE (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).

ARIZONA DREAM (A.-Fr., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26 ; 36-65-70-67) ; Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) ; Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

BAD LIEUTENANT (**) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Utopia, 5e (43-26-84-65).

BASIC INSTINCT (**) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71 ; 36-65-72-05) ; UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50 ; 36-65-70-76).

LA BATAILLE DE SALAMMBO (Fr.) : La Géode, 19e (40-05-80-00).

BEAUCOUP DE BRUIT POUR RIEN (Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; Gaumont Opéra - ex-Impérial, 2e (36-68-75-55) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-68) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-73) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15 ; 36-68-75-55) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40 ; 36-65-70-88) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16 ; 36-65-70-61) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; Montparnasse, 14e (36-68-75-55).

BEIGNETS DE TOMATES VERTES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50 ; 36-65-70-76).

BENNY & JOON (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (36-68-75-55) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-72) ; George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-65-70-18) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95 ; 36-65-70-45) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40 ; 36-65-70-47).

BEST OF THE BEST 2 (**) (A., v.f.) : Les Montparnos, 14e (36-65-70-42).

BLADE RUNNER-VERSION INÉDITE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

C'EST ARRIVÉ PRÈS DE CHEZ VOUS (*) (Bel.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

CHUTE LIBRE (*) (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74).

COMMENT FONT LES GENS (Fr.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30 ; 36-65-70-62).

LES COPAINS D'EDDIE COYLE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30 ; 36-65-70-62).

LA CRISE (Fr.) : UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50 ; 36-65-70-76).

CUISINE ET DÉPENDANCES (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

LES DÉCOUVREURS (A.) : La Géode, 19e (40-05-80-00).

DES JOURS ET DES NUITS DANS LA FORÊT (Ind., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

LA DISPARUE (*) (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (36-68-75-55).

DRACULA (*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

L'ENFANT LION (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26 ; 36-65-70-67) ; Rex, 2e (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-72) ; George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 ; 36-65-70-84).

LES EPICES DE LA PASSION (Mex., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Le Balzac, 8e (45-61-10-60) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60).

EPOUSES ET CONCUBINES (Fr.-Chin., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

FANFAN (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (36-68-75-55) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55) ; Miramar, 14e (36-65-70-39) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55).

FIORILE (It., v.o.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34).

GRANDEUR ET DESCENDANCE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26 ; 36-65-70-67) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55).

HENRY V (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

LES HISTOIRES D'AMOUR FINISSENT MAL... EN GÉNÉRAL (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

HOOK (A., v.f.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

IMPITOYABLE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

JAMBON JAMBON (*) (Esp., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-73) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40 ; 36-65-70-81) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40 ; 36-65-70-44) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

LE JEUNE WERTHER (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

JIMI HENDRIX AT WOODSTOCK (A., v.o.) : Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88).

LA LEÇON DE PIANO (Austr., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (36-68-75-55) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-73) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40 ; 36-65-70-81) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16 ; 36-65-70-61) ; v.f. : Gaumont Opéra - ex-Impérial, 2e (36-68-75-55) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33) ; Gaumont Gobelins, 13e (36-68-75-55) ; Montparnasse, 14e (36-68-75-55).

LOUIS, ENFANT ROI (Fr.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

MA SAISON PRÉFÉRÉE (Fr.) : Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (36-65-70-38).

MAD DOG AND GLORY (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (36-68-75-55).

MADE IN AMERICA (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40 ; 36-65-70-81) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; Miramar, 14e (36-65-70-39).

MAMAN J'AI ENCORE RATÉ L'AVION (A., v.f.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

MOI IVAN, TOI ABRAHAM (Fr., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 ; 36-65-70-43).

MY OWN PRIVATE IDAHO (*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09).

NIAGARA, AVENTURES ET LÉGENDES (A.) : La Géode, 19e (40-05-80-00).

NOM DE CODE : NINA (*) (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; v.f. : Gaumont Opéra - ex-Impérial, 2e (36-68-75-55).

LA NUIT SACRÉE (Fr.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) ; Le Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LES NUITS FAUVES (*) (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50 ; 36-65-70-76).

L'ODEUR DE LA PAPAYE VERTE (vietnamien, v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15 ; 36-68-75-55) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13e (36-68-75-55) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (36-65-70-38).

L'ŒIL DE VICHY (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Reflet Médicis I (ex Reflet Logos I), 5e (43-54-42-34).

L'ŒIL ÉCARLATE (Fr.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

ORLANDO (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

PASSION FISH (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26 ; 36-65-70-67) ; George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74).

PETER'S FRIENDS (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40 ; 36-65-70-81) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

POSSE, LA REVANCHE DE JESSIE LEE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (36-68-75-55) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55) ; Miramar, 14e (36-65-70-39) ; Pathé Wepler II, 18e (36-68-20-22).

PROPOSITION INDÉCENTE (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; v.f. : Les Montparnos, 14e (36-65-70-42).

QIU JU UNE FEMME CHINOISE (Chin., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

4 NEW-YORKAISES (A., v.o.) : Gaumont Hautefeuille, 6e (36-68-75-55) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (36-68-75-55) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88).

RED ROCK WEST (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) ; George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74).

RESERVOIR DOGS (**) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Utopia, 5e (43-26-84-65).

RETOUR A HOWARDS END (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

ROBOCOP 3 (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-65-70-18) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13e (36-68-75-55).

SANTA SANGRE (**) (Mex., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

SISTER ACT (A., v.o.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (42-56-52-78 ; 36-68-75-55) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

SNIPER (A., v.o.) : Gaumont Marignan-Concorde, 8e (36-68-75-55) ; v.f. : Bretagne, 6e (36-65-70-37) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40 ; 36-65-70-44) ; Gaumont Gobelins, 13e (36-68-75-55) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55).

LE SOUPER (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

SWING KIDS (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (36-68-75-55) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23 ; 36-68-75-55) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-65-70-18) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33) ; Gaumont Gobelins, 13e (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55) ; Montparnasse, 14e (36-68-75-55) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55) ; Pathé Wepler II, 18e (36-68-20-22).

LE SYNDICAT DU CRIME 1 (*) (Hong Kong, v.o.) : Le Balzac, 8e (45-61-10-60).

TALONS AIGUILLES (Esp., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71 ; 36-65-72-05) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

THE CRYING GAME (*) (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) ; Cinoches, 6e (46-33-10-82).

THELMA ET LOUISE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LES TORTUES NINJA 3 (A., v.f.) : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (36-68-75-55) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-65-70-18) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95 ; 36-65-70-45) ; Mistral, 14e (36-65-70-41) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55) ; Pathé Wepler II, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

TOUS LES MATINS DU MONDE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

TOUT ÇA POUR ÇA (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-72) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (36-68-75-55) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16 ; 36-65-70-82) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-65-70-18) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33) ; Gaumont Gobelins bis, 13e (36-68-75-55) ; Montparnasse, 14e (36-68-75-55) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40 ; 36-65-70-47) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16 ; 36-65-70-61) ; Pathé Clichy, 18e (36-68-20-22).

TRACES DE SANG (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-68) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16 ; 36-65-70-82) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95 ; 36-65-70-45) ; Mistral, 14e (36-65-70-41).

UNE BRÈVE HISTOIRE DU TEMPS (Brit.-A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

VERSAILLES RIVE GAUCHE (Fr.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

LES VISITEURS (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26 ; 36-65-70-67) ; Gaumont Opéra, 2e (36-68-75-55) ; Rex, 2e (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-72) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23 ; 36-68-75-55) ; Gaumont Gobelins, 13e (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55) ; Les Montparnos, 14e (36-65-70-42) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16 ; 36-65-70-61) ; Pathé Wepler II, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

LES SÉANCES SPÉCIALES

ALPHA BRAVO (A., v.f.) : Cinaxe, 19e (42-09-34-00) 19 h.

ATTACHE-MOI! (Esp., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71 ; 36-65-72-05) 20 h.

L'AVVENTURA (It., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 18 h 15.

BLUE VELVET (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 0 h 05.

BOYZ'N THE HOOD (*) (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) 16 h.

BRAINDEAD (néo-zélandais, v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 0 h 25.

CASABLANCA (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 21 h.

CERCLE DE FEU (A.) : La Géode, 19e (40-05-80-00) 19 h, 21 h.

LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT (Fr.-Brit., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71 ; 36-65-72-05) 16 h 10.

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44) 17 h.

LE FESTIN NU (*) (Brit., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) 18 h.

INDOCHINE (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 21 h.

LABYRINTHE DES PASSIONS (Esp., v.o.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) 22 h.

MALCOLM X (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) 19 h.

PEPI, LUCI, BOM ET AUTRES FILLES DU QUARTIER (Esp., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71 ; 36-65-72-05) 18 h 30.

SCHTONK! (All., v.o.) : Studio 28, 18e (46-06-36-07) 17 h, 19 h, 21 h.

STORMBOY (Austr., v.f.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) 16 h 30.

THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71 ; 36-65-72-05) 22 h 30.

UNE VIERGE SUR CANAPÉ (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 21 h.

CHEZ LES PEINTRES

Frank Stella, l'invasion de l'espace

Deux étages de fatras, un formidable désordre dispersé dans un espace immense – Stella a pour atelier une ancienne salle de ventes, hangar long et haut fermé par une porte de fer, tout près de Washington Square. La façade, décrépie comme il convient afin de détourner l'attention des voleurs, est ornée d'une collection de tags qui ne doivent rien au maître des lieux. Au rez-de-chaussée, des assistants chargent on ne sait quoi dans une camionnette. D'autres transportent des cartons et un autre encore un plumeau.

Stella est au premier étage, celui de l'atelier lui-même, en haut d'un escalier de fer. Dans le coin salon – si l'on peut dire – un canapé effondré et des fauteuils crevés qui vomissent leurs entrailles. Partout, des tables et des planches sur des tréteaux, partout des maquettes et des reliefs qui tordent leurs membres de ferraille, partout des plans déroulés, des Polaroïds oubliés et des dossiers. Débordant d'un sac, s'éboulant en avalanches chamarrées sur le parquet, des chapeaux de plage en mousse, des voilettes, des coupons de tissus à raies, à pois, à ramages et à carreaux.

Flegmatique, ironique, le peintre prévient : *« Promenez-vous un moment. Mais faites attention à vos pieds et à votre tête. »* La tête, des tubes, des filins, des poulies et les bords tranchants des plaques qui composent les frises multicolores fixées aux murs la menacent, si nombreux, si serrés qu'il convient de marcher lentement et de se couler entre sculptures hérissées et bas-reliefs barbelés. Des flaques de colle menacent d'engluer les pieds du visiteur imprudent, des câbes menacent de s'enrouler autour de ses chevilles et l'entraver. L'aluminium, le cuivre et le fer entrelacent partout leurs fils et leurs bandelettes en pièges, nasses, tresses et filets.

Jungle tropicale

Après quelques instants, la métaphore banale d'une jungle tropicale s'impose. Les caoutchoucs, les plastiques, les polystyrènes, les mousses moulées, tout ce qui se plie, se tord, se noue et s'enchevêtre suggère la croissance affolante des lianes et des mousses. Cette végétation souple et molle prolifère et recouvre les débris les plus variés, vieilles mécaniques récupérées, bouts de bois et de contreplaqués, tout ce qui se soude et se fond, ruines de moteurs et de meubles que l'on croirait rongées par la rouille comme une carcasse d'avion tombé dans la forêt.

Par endroits, des objets intacts s'entassent, pots de couleurs, pinceaux, outils. Ce chaos traversé, un escalier branlant se découvre. Il descend au rez-de-chaussée vers ce qui se veut peut-être une réserve mais ressemble à un cimetière d'aéronefs démantibulés abandonnés sous la poussière – autre comparaison, plus conforme à l'époque.

Aucune énumération ne peut épuiser l'extravagance du capharnaüm. L'air sent tour à tour la sciure, la colle, l'acétone, la peinture et le brûlé. Un photographe méticuleux s'efforce de disposer des projecteurs afin de prendre des clichés d'une sculpture, et un assistant de Stella – mais combien y en a-t-il au total, tous identiques, jeunes gens athlétiques en blue-jean décoloré et chemisette ? – s'applique à le seconder. Dans un coin, un couple de collectionneurs japonais, allégorie vivante de la stupeur, tente de converser avec Stella. Le téléphone anéantit ses efforts avec une odieuse régularité. Un marteau piqueur à l'œuvre dans la rue scande le spectacle – la grande parade du peintre-démiurge.

Au centre de cet opéra bouffe, Frank Stella, l'œil ironique derrière les lunettes, le cigare éteint, les baskets dénouées, semble jouir d'en être l'auteur et l'acteur principal, comme si sa réussite la plus achevée, son œuvre la plus démesurée n'était autre que cet atelier follement rococo et théâtral. De quoi parle-t-il, du reste, quand les Japonais, le téléphone, le marteau piqueur et le photographe autorisent une conversation point trop décousue ? Il parle avec ferveur, sinon avec rage, de ses entreprises actuelles d'architecte et de décorateur.

Pour Dresde, il a conçu un projet titanesque de réaménagement du centre et rêvé de construire dans un parc une bibliothèque, un restaurant, un lieu d'exposition et une orangerie. Le projet a suscité des oppositions acharnées, le gouvernement provincial de Saxe résiste et Stella refuse d'écouter les objections de ces fonctionnaires qu'il juge parfaitement timorés et conventionnels.

Pour Paris – ce fut son premier projet architectural, – il avait imaginé un pont qui aurait sauté la Seine à Bercy, un pont ultrabaroque dont les courbes et les audaces ont effarouché. Au Canada, il a triomphé plus aisément et poursuit la métamorphose d'un théâtre à Toronto. Il y aura des frises sur les murs des couloirs et du foyer – ce sont elles dont on charge ce matin des éléments pour les transporter sur place.

Il a d'autres idées, qui le captivent. *« Je travaille d'un projet à l'autre, sans interruption. »* Le dernier en date : une maquette toute de courbes enchaînées, sans un seul angle droit, variation compliquée sur le thème de la spirale et de l'hélice. *« Voilà pourquoi je m'intéresse aux chapeaux de plage en mousse. Parce que si on les étire, ils dessinent une structure hélicoïdale, la structure de la chapelle.*

– Une chapelle ?

– Oui. Si elle est construite, ce sera mon Ronchamp... J'ai conçu une structure vide, à l'intérieur de laquellex il ne resterait plus qu'à loger des pièces. Ce serait possible : tout a été conçu avec l'aide d'ingénieurs. Je travaille ainsi. Il faut que sculpture et architecture se rencontrent. Grâce au savoir des ingénieurs, une sculpture se transforme en geste architectural. Les moyens techniques ne manquent pas. Au contraire. Les limites sont bien plus souvent mentales que techniques.

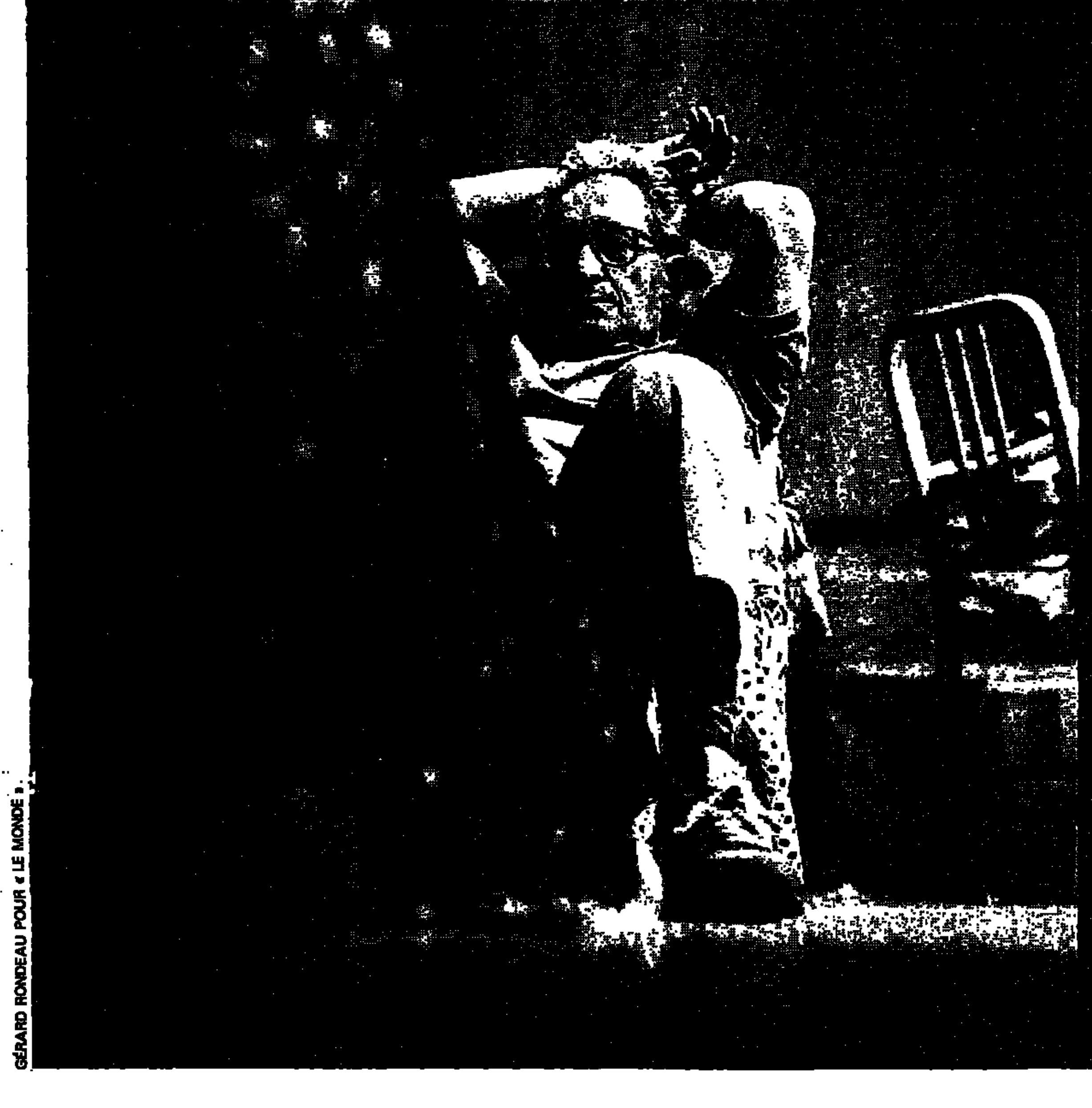
» Il n'en a pas toujours été de même. Gaudi, qui est un artiste de la dimension de Picasso : en dépit de sa capacité de métamorphose, a été limité par la tyrannie des commanditaires, de l'économie et des procédés dont il pouvait se servir. Mais aujourd'hui, ce serait plutôt l'inverse : il faut mettre l'architecture à la hauteur de ce que les ingénieurs savent faire. »

Est-ce à dire qu'il se veut désormais architecte plutôt que peintre ? *« Mais c'est logique. De la peinture à la sculpture, de la sculpture à l'architecture, le cheminement est sans rupture. Il suffit de songer à Raphaël, à Michel-Ange, à Bernin ou à Pierre de Cortone. A la Renaissance, les arts étaient associés. Pourquoi ne le seraient-ils plus de nos jours ? Il me semble qu'il faut travailler dans l'idée d'un art total, d'une logique qui réunisse toutes les disciplines et qui autorise à glisser de l'une à l'autre, comme les artistes de la Renaissance le faisaient sans cesse »* .

L'Italie et l'Amérique

Rêve, chimère colorée de nostalgie, regret d'un temps qui n'est plus, qui ne peut plus être ? Stella se refuse à la résignation. A l'inverse, il croit reconnaître les indices d'une similitude entre l'Italie du seizième siècle et l'Amérique de son temps.

« Ma façon de procéder, d'un tableau à une sculpture ou à un projet architectural a une autre raison, une raison américaine. Ici, en Amérique, il est habituel de travailler dans la dispersion, la diversité – dans plusieurs directions. Autrement dit : l'artiste travaille dans un cercle très large en essayant de l'élargir encore et d'en sortir. Les Européens procèdent à l'opposé : le long d'un axe unique, de façon monodirectionnelle, très raisonnée, très dirigée. Aux Etats-Unis, il faut qu'il y ait du mouvement, beaucoup de mouvements, même s'ils ne servent à rien, même s'ils n'ont aucune raison. Il y a une formule pour cela : « keep moving », *rester en mouvement. Tout ce qui naît de cette activité constante ne marche pas, mais n'importe, il faut continuer, se développer. Pas besoin d'approbations, pas besoin d'encouragements. Nous travaillons sans garantie ».*


GÉRARD RONDEAU POUR « LE MONDE »

Ces propos pourraient passer pour un éloge sans réserve ni mesure de l'Amérique, sinon pour une profession de foi : moi, Frank Stella, artiste américain sans cesse en mouvement, fidèle à l'utopie des pionniers... La correction intervient aussitôt, d'une violence inattendue, court accès de mauvaise humeur : *« Ceci étant, il ne faut pas se faire d'illusion. En Amérique, être artiste n'a aucun sens. L'art ne rencontre qu'indifférence – la crise actuelle ne cesse de le vérifier. La notion de culture est à peu près Inconnue. Regardez les journaux. Dans les journaux français, dans* le Monde, *la culture a sa place, au moins 10 %, non ? Dans le* New York Times, *elle a une place ridiculement petite, 0,5 % ou quelque chose de cet ordre.*

» En Europe, être artiste a un sens. Aux Etats-Unis, ce n'est ni un métier ni une position acceptée dans la société. Les écoles d'art n'ont aucun impact. Il n'existe rien qui puisse se comparer à l'école des Beaux-Arts, aucune institution artistique solide. Dans ce pays, les écoles d'art ne servent qu'à ceux qui ont des problèmes d'éducation, on les y inscrit faute de pouvoir les inscrire dans une université convenable. C'est désastreux. Seuls les architectes échappent à ce mépris. »

L'attaque, sans nuance, peut paraître étrange, dite par un artiste universellement connu, et d'abord dans son pays natal. Lui-même, l'ayant prononcée, revient tout aussitôt à sa première idée, celle du « *keep moving* ». *« Il en va ainsi dans tous les champs de la création, avec les matériaux, avec les couleurs : il faut que le changement soit permanent, partout. Dans la fonderie, par exemple : je réagis aux hasards du métal, aux détails qui me sont donnés par la chance. Mon atelier est ainsi : une bibliothèque de formes et de matériaux dans laquelle je peux puiser.*

» Il me semble que la notion de rebond est essentielle dans l'art. Je veux qu'une peinture crée les conditions de la suivante, qu'elle soit un bon outil, qu'elle me soit utile, en somme. Pas seulement expressive, mais utile – c'est le mot. En ce sens, le minimalisme, mes premières peintures noires, tout cela qui est loin de moi désormais, m'ont été utiles. Elles m'ont donné une première structure sur laquelle j'ai pu construire. Elles m'ont donné tout à la fois confiance et une base pour la suite.

» C'est sur cette base que j'ai pu continuer à travailler. La géométrie, l'usage des lignes droites et des angles droits, c'était autant de façons de me créer des structures pour la suite. Mes peintures d'alors, ce sont des tableaux, bien sûr, mais ce sont aussi les fondations d'une structure. A mes yeux, c'est là évidemment le plus important. »

Le téléphone n'interrompt plus son monologue – un assistant est commis pour répondre à sa place. Le photographe installe ses lumières seul. Le couple de collectionneurs a disparu on ne sait où, dans on ne sait quel recoin du labyrinthe. Il ne reste plus que Frank Stella, s'animant, parlant de plus en plus vite et d'un ton péremptoire, sans qu'il soit besoin de le questionner ou de relancer la conversation. Plus qu'une réponse à une question, il s'explique avec lui-même.

« Il s'agit de trouver une image, il s'agit en vérité de savoir comment fixer l'image et lui donner une structure pour qu'elle soit plus convaincante. Si l'on n'y prend garde, les images s'évanouissent et disparaissent. Il vaut éviter qu'elles s'anéantissent ainsi – les fixer donc, leur assurer durée et stabilité. L'exemple le plus simple, c'est Mona Lisa : une image qui ne s'efface pas.

» Le mieux est de réfléchir à partir de l'art ancien. J'ai souvent procédé de la sorte. Un jour, j'ai été invité à faire une conférence à Harvard, je devais parler de moi. J'ai choisi de parler de l'art ancien. C'était mieux. Dans les tableaux anciens – chez Caravage – qu'y a-t-il ? La picturalité et la réalité à la fois. Et c'est ce qu'il faut obtenir aujourd'hui dans l'abstraction. »

« L'idée d'un art total »

« Pictorial » et *« real »* : il esquisse aussitôt une théorie de l'art qui serait fondée sur les impératifs complémentaires exprimés dans ces deux adjectifs. *« L'art ancien définit un espace pictural qui donne vie à l'image. De la sorte, elle suscite des sensations, elle communique des sensations qui ne peuvent provenir d'ailleurs, qui lui sont propres. A sa façon, l'abstraction doit elle aussi donner une expérience picturale propre qui ne peut être obtenue autrement.*

» Pour la réalité – dans l'art du passé, c'est celle de l'expression psychologique, de l'impact psychologique qui est obtenu par le sujet, les figures, la narration... Dans l'abstraction, faut-il parler d'impact psychologique ? Plutôt d'un sens de l'intelligence et du geste intériorisé dans l'œuvre. Kandinsky, Mondrian, Malevitch – et encore Pollock et Newman – ont atteint cette réalité-là. Grâce à eux, l'abstraction exerce à son tour un impact, elle suscite des sentiments. Leurs peintures ont cette intensité qui garantit la picturalité et la réalité de leur art, alors qu'il est abstrait. Leurs œuvres sont claires, évidentes – c'est un merveilleux moment. Elles sont à la fois picturales et réelles.

» Je viens de ce passé. Entre Caravage et de Kooning se trouvent mes références, tout ce que j'avais en moi à mes débuts. L'expressionnisme abstrait a été un grand moment de l'art, celui avec lequel j'ai grandi, pour m'en détacher ensuite naturellement. »

– Pour vous opposer à lui...

– Pas pour m'opposer à lui, pour m'opposer à une rhétorique qui était en train de se développer. Mes peintures noires n'étaient pas dirigées contre l'expressionnisme abstrait. Du reste, Gottlieb les a approuvées d'abord. Il est vrai qu'il les a désapprouvées ensuite... Et puis comment pourrait-on dire que j'ai rompu avec l'expressionnisme asbtrait ? »

A travers le dédale des tréteaux et des boîtes en carton, il s'avance vers des sculptures métalliques de retour de la fonderie. *« Ces sculptures... mais c'est de l'expressionnisme abstrait en trois dimensions, tout simplement ! Ce serait absurde de prétendre le contraire. Ce serait tout aussi absurde de m'accuser de revenir en arrière, vers les années 50. Et si les gens ont ce sentiment, et bien, ça ne me gêne pas... Regardez les, regardez le modelé... Et la structure : un cube. »* Il en désigne une. Il jubile, heureux de découvrir une preuve nouvelle qui renforce sa démonstration. *« Elle tient dans un cube, c'est involontaire, je ne m'en aperçois que maintenant. Un cube... C'est moi, ça, ma particularité, cette manière de construire. On dirait un building, ce pourrait être tout aussi bien une idée d'architecture.*

» Vous voyez bien : il n'y a pas de rupture. Tout est logique, d'un moment à un autre, d'un matériau à un autre. Voilà pourquoi je tiens à l'idée d'un art total. »

PHILIPPE DAGEN

● Frank Stella est né à Malden, dans le Massachusetts, en 1936. Il suit l'enseignement de Princeton, mais lui préfère la fréquentation des œuvres de De Kooning, Kline, Gottlieb et Rothko. Après une brève période où il pastiche leur expressionnisme asbtrait, il rompt brutalement avec la gestualité et la couleur.

A partir de 1958, il exécute ses premières « black paintings », bandes parallèles de noir monochrome disposées suivant l'ordre d'une géométrie très simple. Il atteint ainsi une sorte de « degré zéro » de la peinture, dont l'expression, la figure et l'illusionnisme sont violemment congédiés.

De ces toiles à la simplicité provocante, il déduit bientôt des variations où le noir est remplacé par le gris de l'aluminium ou le brun du cuivre.

Dès 1961, les couleurs primaires ont à nouveau droit de cité dans l'œuvre, qui demeure conçue comme un arrangement de bandes rectangulaires. Ce système s'assouplit ensuite. Les angles cessent d'être tous droits, rectangles et carrés cèdent la place à des polygones de plus en plus irréguliers et de plus en plus chamarrés à mesure que le chromatisme de Stella gagne en acidité et en audace.

Après la fin des années 60, le premier Stella a disparu, remplacé par un artiste qui expérimente le collage, l'assemblage, puis le bas-relief.

Il découpe des formes, courbes le plus souvent, dans le métal, les couvre de couleurs vives et n'hésite à parsemer les surfaces de paillettes afin d'obtenir l'éclat qu'il recherche.

Les séries s'intitulent désormais *Brazilian Series* (1974-1975) ou *Exotic Bird Series* (1976-1978).

Loin de nuire à sa gloire, cette métamorphose, de la géométrie épurée au baroque sculptural le plus débridé, vaut à Stella expositions et commandes, qui n'ont cessé depuis de se multiplier.

Il vit et travaille à New-York. ●

CULTURE

AVIGNON

La mythologie du quotidien

Fadhel Jaïbi, metteur en scène tunisien disciple de Peter Brook

Metteur en scène tunisien, Fadhel Jaïbi connaît la France et ses méthodes de travail depuis longtemps, pour avoir présenté des spectacles à Paris, à la Cité internationale, avoir dirigé des stages à Théâtre en actes, pour avoir été invité en résidence à la chartreuse. Il a le projet d'une coproduction avec le Théâtre Toursky à Marseille.

Il connaît, et n'apprécie pas pour autant, dit-il, *« la machinerie écrasante, la toute-puissance de la scénographie. Les spectacles donnent l'impression d'avoir été conçus pour entrer dans le décor le plus coûteux, le plus compliqué possible. C'est une démission, un signe d'impuissance, une faillite. Ces images qui veulent parler par elles-mêmes sont vides de sens et d'émotions, et moi, spectateur, je me sens frustré. J'ai besoin d'une histoire, de caractères, de situations. De plus, les recherches esthétiques ne cachent pas l'académisme, le formalisme tellement répandus ici. Le théâtre d'image ne me fait pas peur. Je me souviens de mon éblouissement devant « le Regard du sourd », de Bob Wilson. Mais il a fait naître trop de n'importe quoi. Personne, me semble-t-il ne tire de leçons de Peter Brook ou de Grotowski.*

» La situation théâtrale tunisienne est plutôt bonne, on pourrait même parler d'un âge d'or. La suppression de la censure a fait exploser la création. Un peu comme en Espagne à la sortie de la nuit franquiste. Le problème religieux provoque, c'est vrai, une autocensure. Juste assez pour qu'on nous fiche la paix. Au théâtre et au cinéma, en tout cas. Pour la télévision, c'est un autre problème. Mais en Tunisie, nous sommes des épicuriens, l'intégrisme n'est pas fait pour nous, pour notre culture, nos façons de vivre. Nous sommes et nous avons toujours été très différents des Algériens.

» Nous profitons au maximum d'une liberté encore neuve. Nous ne suivons pas pour autant les modèles occidentaux ou égyptiens comme naguère. Nous traitons de la mythologie du quotidien. Nous nous adressons à un public en quête de son identité. Il est nombreux d'ailleurs, et attentif. Mais faire du théâtre n'est pas facile. L'été, il y a 340 festivals pluridisciplinaires, dans des installations rudimentaires, et dont les programmes sont composés à 90 % de théâtre. Mais, pour l'hiver, nous avons cinq ou six lieux équipés, pas davantage. Le théâtre national – tout comme les centres dramatiques régionaux – dispose juste d'un bureau, il ne possède ni bâtiment où jouer ni troupe. On lui a promis un cinéma désaffecté, qui n'est pas encore aménagé.

» En 1976, j'ai fondé la première troupe indépendante, sans être subventionné ou sponsorisé. Je ne bouge plus de Tunis. Je me fais inviter par une salle. Je monte mes spectacles en fonction des équipements, des possibilités. Je le laisse là le plus longtemps possible. J'ai ainsi la garantie qu'il demeurera intact, qu'il ne sera pas mutilé parce qu'il devra être présenté dans des endroits sans rapport les uns avec les autres, et sans matériel. »

Propos recueillis par
COLETTE GODARD

□ **Rectificatif.** – Jacques Lasalle est l'administrateur général de la Comédie Française et non pas le secrétaire général comme il a été indiqué par erreur dans l'article de Colette Godard : « Avignon, l'angoisse sur scènes » (*le Monde* du 31 juillet).

Deux disparitions

L'éditeur et libraire Alfred-Gérard Nizet

L'éditeur et libraire Alfred-Gérard Nizet est mort, jeudi 29 juillet, à Juvisy-sur-Orge (Essonne), dans une maison de repos où il séjournait depuis quelques mois. Il était âgé de quatre-vingt-quatorze ans.

Alfred-Gérard Nizet, né en Belgique, à Spa, le 21 février 1899, s'installe à Paris en 1921, après avoir terminé ses humanités. Il trouve très vite un emploi chez Hachette, au service étranger. Mais sa passion des livres réclame de l'indépendance. Il ouvre donc, quelques années plus tard, une librairie, quai Voltaire, avant de s'établir définitivement, en 1932, au 3 *bis*, place de la Sorbonne, où il verra passer des générations d'étudiants et de professeurs.

Le culte que Nizet voue aux œuvres de Rimbaud, Verlaine, Stendhal, Proust, Maupassant... et tant d'autres, le conduit à devenir éditeur à partir de 1945. Quelques milliers d'ouvrages, dont une majorité de thèses, composent un catalogue accordant une très large place aux études sur les symbolistes. Nizet obtient son plus grand succès, au demeurant modeste, avec *En compagnie de Proust* de Marcel Plantevigne. Cet éditeur « à l'ancienne » poussait le goût du paradoxe jusqu'à considérer son confrère José Corti comme un éditeur *« commercial »* sous prétexte que ce dernier avait Julien Gracq à son catalogue...

La librairie Nizet, connue dans le monde entier par les universitaires et intellectuels, était un lieu de rendez-vous, de rencontres, de discussions. Naguère, on pouvait y croiser Gaston Bachelard, mais aussi Léo Ferré. Jusqu'à une date récente – quatre ou cinq ans, – Alfred-Gérard Nizet, vieux monsieur aux faux airs de Joseph Kessel, passait encore ses après-midi dans sa librairie. L'œil vif et ironique, il aimait à regarder ses nouveaux clients, dont la plupart auraient pu être ses petits-enfants.

PIERRE DRACHLINE

Le réalisateur de télévision Robert Guez

Le réalisateur Robert Guez, est mort, le 29 juillet, près de Paris, des suites d'un cancer. Il était agé de soixante-quatorze ans.

Vieux routier de la télévision Robert Guez – né le 10 août 1918 – a réalisé plus de 150 films pour le petit écran (et accessoirement pour le grand). En 1961, son feuilleton, *le Temps des copains* est un énorme succès. C'est encore l'époque de la chaine unique, en noir et blanc, mais le nombre des téléviseurs a déjà largement franchi la barre du million. Etalée sur plus de deux ans et 120 épisodes, cette chronique de la vie de trois jeunes étudiants à Paris lance Henri Tisot dont la célébrité atteindra le zénith quand il imitera le général de Gaulle.

De 1963 à 1966, Robert Guez réalise ensuite un autre feuilleton lui aussi resté légendaire : les 52 épisodes de *Thierry la Fronde* firent la gloire de Jean-Claude Drouot. La France vit alors au rythme de la guerre de Cent Ans et fredonne l'ouverture musicale du feuilleton. *Fontcouverte*, tourné en 1965, illustre le combat d'un petit village provençal pour sa survie et lance la carrière de la jeune Danielle Evenou.

Robert Guez devait ensuite continuer de travailler pour la télévision avec moins de succès (jusqu'en 1985), adaptant par exemple *le Milliardaire*, d'après Michel de Saint-Pierre, et tournant plusieurs épisodes du *Commissaire Moulin*. Mais il restera pour l'histoire de la télévision française son premier feuilletoniste à succès.

TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 31 juillet

TF 1

20.40 **Variétés : Succès fous de l'été.**
22.20 **Téléfilm : Peter Gunn.** De Blake Edwards. *Guerre des gangs à Chicago.*
23.50 **Magazine : Formule foot.** Championnat de France.
0.25 **Journal et Météo.**

FRANCE 2

20.50 **Téléfilm : L'Alerte rouge.** De Gilles Katz. *Une compagnie de pompiers volontaires. Rediffusion.*
0.05 **Journal et Météo.**
0.20 **Magazine : Le Cercle de minuit.** Les meilleurs moments de la semaine.

FRANCE 3

20.45 **Téléfilm : Le Piège.** De Serge Moati. *Une adaptation du roman d'Emmanuel Bove.*
22.25 **Journal et Météo.**
22.50 **Magazine : Pégase.** Anatomie d'une mission orbitale ; Championnat d'Europe de vol à voile 1991 ; La mission Antarès.
23.40 **Documentaire : Les Etoiles d'Hollywood.** Le Film inachevé : I, Claudius, de Bill Duncalf, commentaire de Dirk Bogarde (v.o.).

CANAL PLUS

20.30 **Téléfilm : L'Affaire Kate Willis.** De Lou Antonio. *Une femme chirurgien opère l'homme qui l'a violée...*
22.00 **Flash d'informations.**
22.05 **Sport : Pétanque.** Finale du Trophée Canal +.
23.00 **Magazine : Jour de foot.** Championnat de France.
23.45 **Cinéma : Ghoulies 3.** □ Film américain de John Carl Buechler (1990).

ARTE

20.40 **Documentaire : Un voyage andalou.** De Jana Bokova. *L'histoire du cante flamenco.*
22.35 **Téléfilm : Bonus.** De Friedemann Fromm. *Nick et Paul se défendent bec et ongles pour ne pas devenir adultes.*
0.00 **Musique : Montreux Jazz Festival.**
0.25 **Série : Monty Python's Flying Circus** (rediff.).

M 6

20.50 **Téléfilm : Les Disparues d'Edimbourg.** De Thaddeus O'Sullivan *Une jeune journaliste reprend une enquête sur le viol d'une fillette.*
23.10 **Téléfilm : Officier et top-model.** De Reza Badiyi.

Dimanche 1er août

TF 1

20.35 **Cinéma : Le Cri du hibou.** ■ Film français de Claude Chabrol (1987).
22.25 **Magazine : Ciné dimanche.**
22.35 **Cinéma : Ipcress, danger immédiat.** ■■ Film britannique de Sidney J. Furie (1965).
0.20 **Journal et Météo.**
0.30 **Concert : Abdel Rahman El Bacha.** Récital de piano : *Sonate n° 3*, de Schumann ; *Gaspard de la nuit*, de Ravel.

FRANCE 2

20.45 **Cinéma : La Poursuite sauvage.** □ Film américain de Daniel Mann (1972).
22.35 **Cinéma : M. le président-directeur général.** □ Film français de Jean Girault (1966).
0.00 **Journal et Météo.**
0.15 **Concert : Le Tour de France en musique.** L'Orchestre de Poitou-Charentes. Œuvres de Mozart, Beethoven, Canat de Chizy.

FRANCE 3

20.40 **Variétés : Hommage à Michel Berger.** Avec Tom Novembre, Richard Berry, Laurent Voulzy, Alain Chamfort, Alain Bashung, Diane Tell, Carmel, Evelyne Buyle, Jean-Jacques Goldman, Johnny Hallyday.
21.50 **Magazine : Montagne.** Reportages : Bouthan, dernière citadelle himalayenne ; Portrait de Gaston Rebuffat ; Michel Laforêt et le pottok, race de petit cheval pyrénéen ; Cet été-là.
22.35 **Journal et Météo.**
23.00 **Magazine : Le Divan.** Invité : Alain Ayache.
23.25 **Cinéma : La Ciociara.** ■■ Film italo-français de Vittorio De Sica (1960) (v.o.).

CANAL PLUS

20.20 **Sport : Football.** Cannes-Marseille.
22.30 **Flash d'informations.**
22.35 **Corridas.** Présenté par Jean-Louis Burgat, Pierre Albaladejo et Simon Casas.
23.55 **Magazine : L'Equipe du dimanche.** Eliminatoires de la Coupe du monde de football ; Athlétisme : Meeting de Cologne.

ARTE

20.40 **Soirée thématique : Des animaux comme toi et moi.**
20.41 **Court métrage : Une vache libérée.** De Detlev Buck.
20.50 **Documentaire : Vive les cochons !** De Kristiene Clarke. *Ni sales ni bêtes, il sont même attachants.*
21.20 **Documentaire : L'Idole asservie.** De Desmond Morris. *L'homme a rompu l'accord passé avec les animaux.*
22.05 **Cinéma : Rêve de singe.** ■■■ Film franco-italien de Marco Ferreri (1977).
23.55 **Documentaire : Combien de chevaux, votre voiture ?** De Hans-Joachim Glauert et Jacqueline Weise.

M 6

20.45 **Téléfilm : Tout pour être heureuse.** D'Arthur Allen Seidelman. *Une femme boulimique.*
22.30 **Magazine : Culture pub.** Spécial audience.
23.00 **Cinéma : Penombra.** □ Film italien d'Alex Romano.
0.30 **Six minutes première heure.**
0.40 **Magazine : Metal express.**

Le Monde

Edité par la SARL *Le Monde*
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Frappat
directeur de la rédaction
Jacques Guiu
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenczi
Philippe Herreman
Jacques-François Simon

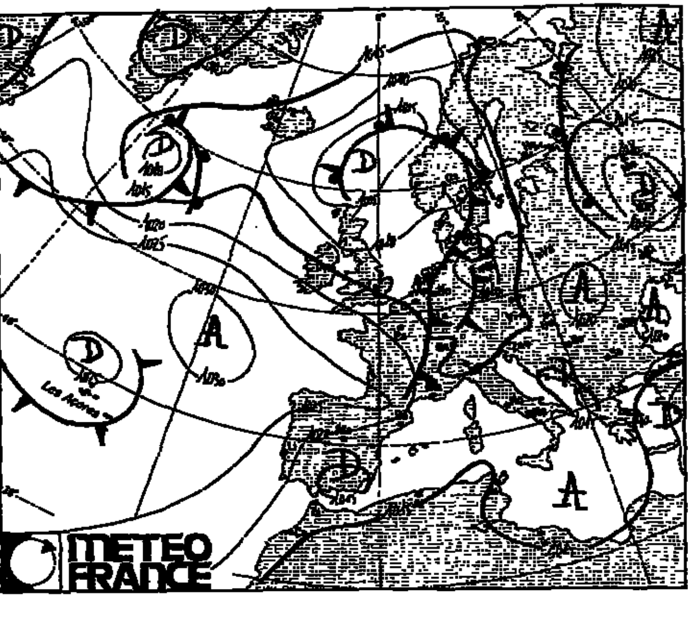
Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

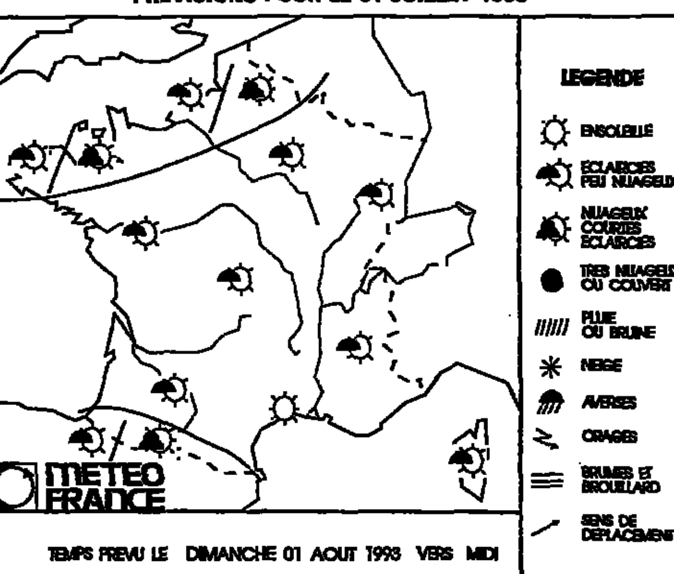
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 30 JUILLET A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 31 JUILLET 1993



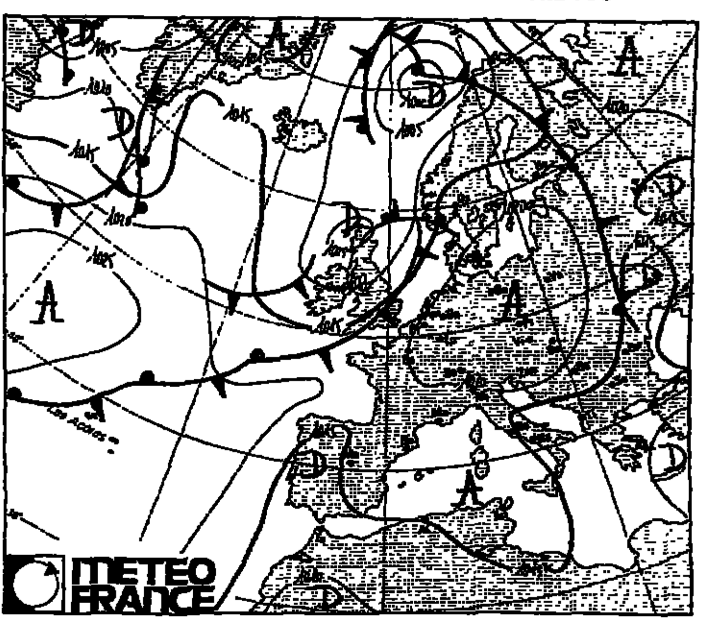
Dimanche : « Du soleil... enfin ! » – De nombreuses brumes ou bancs de brouillard se formeront au lever du jour un peu partout, par endroit. En journée, place est faite à un ciel clair à peu nuageux en général, à deux exceptions près :

– Les côtes de la Manche, où de nombreux passages nuageux terniront parfois le ciel de la Bretagne au Nord-Pas-de-Calais. Un vent de sud-ouest soufflera à 40 km/h en pointes.

– Le relief pyrénéen, qui verra dès la mi-journée le soleil se dissimuler derrière un voile nuageux. Ces nuages progresseront sur l'Aquitaine et Midi-Pyrénées en soirée. Sur le relief, ils s'épaissiront au fil des heures, et deviendront parfois menaçants. Dans la nuit, des orages isolés pourront éclater.

Le matin, il fera de 10 degrés à 13 degrés au nord, de 12 degrés à 15 degrés au sud, et de 15 degrés à 20 degrés sur le pourtour méditerranéen. Dans l'après-midi, le long des côtes de la Manche, le thermomètre atteindra des valeurs tout juste conformes à un mois d'août, avec 20 degrés. Sur le reste du pays, les températures seront supérieures aux normales. Il fera aux alentours de 24 degrés sur la moitié nord, 27 degrés des côtes aquitaine au Centre et au Nord-Est, 29 degrés du Sud-Ouest à la région Rhône-Alpes, et 30 degrés sur le pourtour méditerranéen.

PRÉVISIONS POUR LE 1er AOUT 1993 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 29-7-1993 à 18 heures TUC et le 30-7-1993 à 6 heures TUC — le 30-7-1993

FRANCE

AJACCIO	30	17	D
BIARRITZ	22	14	N
BORDEAUX	22	12	B
BOURGES	27	13	N
BREST	18	11	N
CAEN	18	11	D
CHERBOURG	18	12	N
CLERMONT-FER.	28	13	C
DIJON	31	14	D
GRENOBLE	34	17	C
LILLE	19	13	D
LIMOGES	21	12	C
LYON	32	16	N
MARSEILLE	32	20	D
NANCY	31	14	N
NANTES	18	9	D
NICE	28	19	D
PARIS-MONTS.	20	13	D
PAU	21	12	B
PERPIGNAN	27	18	D
POINTE-A-PITRE	31	23	D
RENNES	18	10	D
ST-ETIENNE	31	14	N
STRASBOURG	32	15	C
TOULOUSE	23	14	N
TOURS	21	12	C

ÉTRANGER

ALGER	33	21	C
AMSTERDAM	18	11	D
ATHÈNES	35	25	D
BANGKOK	33	27	C
BARCELONE	29	17	D
BELGRADE	31	17	D
BERLIN	28	18	C
BRUXELLES	20	14	C
LE CAIRE	34	23	D
COPENHAGUE	20	16	C
DAKAR	30	26	N
GENÈVE	32	16	C
ISTANBUL	32	21	D
JÉRUSALEM	28	18	N
LISBONNE	25	17	D
LONDRES	22	11	N
LOS ANGELES	23	17	N
LUXEMBOURG	27	12	N
MADRID	34	18	D
MARRAKECH	38	20	D
MEXICO	25	13	N
MILAN	31	17	D
MONTRÉAL	25	19	C
MOSCOU	21	16	C
NAIROBI	23	13	C
NEW-DELHI	37	29	D
NEW-YORK	32	25	D
PALMA-DE-MAJ.	33	23	D
PÉKIN	30	23	O
RIO-DE-JANEIRO	–	–	–
ROME	30	17	D
HONGKONG	32	27	C
SÉVILLE	38	22	D
SINGAPOUR	33	27	C
STOCKHOLM	20	15	C
SYDNEY	18	12	D
TOKYO	28	23	C
TUNIS	36	20	D
VARSOVIE	26	14	D
VENISE	30	20	B
VIENNE	31	19	D

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

BILLET

Le régime de retraite de la Sécu aux abois

Les gestionnaires patronaux et syndicaux du régime de retraite complémentaire des agents de la Sécurité sociale sont aux abois. Les pensions des quelque 83 000 retraités affiliés à ce régime ont certes pu être versées en juillet, mais grâce à une avance prélevée sur les cotisations patronales à valoir pour le mois d'août. Autorisée par le ministère des affaires sociales, cette mesure d'urgence, reconductible tous les mois jusqu'à la fin de l'année, était toutefois conditionnée par l'adoption, dès le 1er août, de mesures conservatoires (hausse des cotisations patronales et salariales, gel de toute revalorisation des pensions). Or celles-ci ont été refusées, jeudi 29 juillet, par tous les syndicats représentant les 180 000 salariés de la Sécurité sociale.

Cette situation catastrophique – le déficit cumulé du régime s'élèvera au 31 décembre à 790 millions de francs pour 3,5 milliards de francs de prestations servies – constitue l'aboutissement de plus de dix années de gestion imprévoyante autant que démagogique par les partenaires sociaux. L'arrêt des embauches à la Sécurité sociale, au début des années 80, rendait inéluctable la dégradation du rapport actifs/retraités : aujourd'hui égal à 2,03 actifs pour 1 retraité, ce ratio devrait ainsi tomber en 2018 à moins de 1 actif (0,6) pour 1 retraité. Parallèlement, ce régime est toujours très favorable pour le personnel : pour 37,5 années de présence, leur retraite est calculée sur la base de 75 % de leur dernier traitement (treizième et quatorzième mois compris).

Si des mesures de replâtrage ont bien été adoptées en 1983 et 1988, la seule véritable solution – consistant en une intégration de ce régime particulier aux régimes généraux de retraite complémentaire de l'ARRCO et de l'AGIRC – n'a été officiellement envisagée qu'en janvier 1993 en vue d'une prise d'effet au 1er janvier 1994. Mais la facture est salée : pour maintenir les avantages consentis jusqu'en 2018, l'ARRCO et l'AGIRC exigent que le régime de la Sécurité sociale contribue à hauteur de... 27 milliards de francs.

Qui va payer? Comme en témoigne leur refus des mesures conservatoires, les syndicats n'ont aucune envie d'assumer collectivement vis-à-vis des personnels, les mesures «drastiques» qu'impose aujourd'hui la lamentable gestion de quelques-uns. Il faudra bien pourtant en passer par là...

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

□ **Rectificatif.** – Contrairement à ce que nous avait affirmé la direction de La Poste, les syndicats CFDT, CFTC et FO n'ont pas accepté la solution de compromis qui leur était proposée sur le financement de la réforme des classifications du personnel (*le Monde* du 28 juillet). Tout en reconnaissant que les propositions de la direction comportaient des avancées, les syndicats jugent celles-ci encore *«très éloignées»* des positions qu'ils défendent.

La tourmente monétaire et l'avenir du SME

Le franc au-dessous de son cours plancher

Serrant les dents, lâchant leurs milliards, les autorités monétaires françaises ont réussi à passer l'une des pires journées depuis les débuts du gouvernement Balladur : celle du vendredi 30 juillet, où le système monétaire européen (SME) s'est retrouvé littéralement au bord de l'implosion. Au terme de cinq heures terribles, le franc a tenu bon face au mark, mais à son plus faible niveau autorisé par les règles du système.

Combien de temps peut tenir une monnaie tombée à son cours plancher dans le SME? Le 16 septembre dernier, «mercredi noir» pour la livre, la Banque d'Angleterre avait baissé les bras au bout de quelques heures à peine et annoncé, dans la soirée, le flottement de la monnaie britannique. Dans le cas du franc, la monnaie a été collée au plancher pendant presque toute une séance, sans compter qu'à New-York les écrans affichaient toujours la fatidique cotation de 3,43 francs pour un mark. Le comité monétaire réuni samedi 31 juillet devait trancher.

A Paris, tout a commencé vendredi 30 juillet à 11 heures : la Banque de France, qui intervient sur les marchés depuis plusieurs séances déjà, et qui, de l'avis des spécialistes, a déjà épuisé ses réserves de changes, accepte alors un brutal décrochage de sa monnaie face au mark, celui-ci passant de 3,4180 francs à 3,4305 francs. Le message est clair : les autorités monétaires ont décidé de sortir toutes leurs armes et de se placer en terrain offensif pour tenter d'abattre définitivement la spéculation. Ou de forcer les Allemands à comprendre que la situation est inextricable. Les règles du SME contraignent le pays dont la monnaie est la plus forte à intervenir pour défendre celle qui est attaquée : actuellement, le mark vis-à-vis du franc français, du franc belge, de la peseta ou de l'escudo, le florin vis-à-vis de la couronne danoise.

Tout va bien lorsqu'il s'agit d'affaiblissements passagers, et le SME comprend d'ailleurs de subtils dispositifs d'interventions «intra marginales», c'est-à-dire bien avant que les cours minimaux ou maximaux autorisés dans le système (pour le mark, entre 3,27920 francs et 3,43050 francs, le cours «pivot», vers lequel on s'approchait en mai, étant de 3,35386) soient atteints. Mais que peut-il se passer si la France, dont la monnaie est déjà au plancher, décide de se battre coûte que coûte? Même si ses réserves officielles de changes sont épuisées, la banque centrale allemande est tenue de lui fournir des liquidités illimitées, à travers des lignes de crédits. La situation devient intenable pour les deux pays. N'est-ce pas le message que M. Balladur veut faire passer outre-Rhin, en déclarant que *«les règles du SME fonctionnent bien»? (lire l'article d'Erik Izraelewicz).*

Qui informe qui?

Cette question, parmi d'autres, a agité les marchés financiers tout au long d'une séance frénétique. Cambistes, arbitragistes, économistes, fonctionnaires, journalistes se sont appellés et ont essayé d'obtenir des informations tandis que les écrans clignotaient et qu'on ne savait plus très bien qui interrogeait qui. A midi, George Soros – qui avait déclaré en début de semaine au *Figaro* qu'il ne spéculait pas contre le franc, mais laissait entendre qu'il s'attendait à une dévaluation – affirmait qu'il *«est désormais vain d'essayer de sauver le SME»*. La phrase est une véritable bombe, compte tenu de l'énorme influence acquise sur les marchés par le spéculateur américano-hongrois, pourfendeur de la livre en septembre. Mais l'heure est déjà tellement exceptionnelle – le mark s'échange jusqu'à plus de 3,4350 francs, soit techniquement au-dessus du cours maximum autorisé – que même cette déclaration ne change finalement pas grand-chose.

Au fil des heures, les opérateurs estimaient possible, vraisemblable, absolument certain – et pas forcément dans cet ordre – qu'un comité monétaire se réunirait ce week-end à Bruxelles pour dévaluer, laisser flotter une, deux, toutes les devises du SME. Sur les marchés de l'argent, il est parfois impossible d'obtenir des cotations : ainsi, le coût de l'argent à quarante-huit heures, largement utilisé par les spéculateurs pour acheter des marks contre francs, est-il coté entre 20 % et 40 %, alors qu'il était, avant la crise, proche de 7 %. Vendredi soir, un taux de 60 % était même annoncé. Mais la Banque de France choisissait, comme en septembre, de ne pas relever le taux officiel de l'argent fourni au marché (le 23 juillet, elle a renchéri les pensions à très court terme de 7,75 % à 10 %).

Visiblement, Paris voulu ne pas ajouter encore à la panique ambiante en relevant les taux directeurs à des niveaux meurtriers au plus fort de la crise. Les autorités monétaires se souviennent sans doute du «couac» du mercredi noir, lorsque la Banque d'Angleterre avait porté à 15 %, son taux de l'escompte, puis annulé cette hausse. Edmond Alphandéry n'a-t-il pas promis il y a quelques jours à peine que la spéculation *«sera jugulée sans que l'on touche aux autres taux directeurs»*? La Banque du Danemark, elle, n'hésitait pas vendredi à acheter des fonds sur le marché monétaire à 45 %. On n'en est pas encore aux chiffres astronomiques atteints en Scandinavie au début de septembre (la Suède avait relevé à 75 % son taux d'intervention), mais la situation est déjà tout à fait anormale. En témoignent les déclarations désordonnées de l'Espagne, qui réclamait des consultations immédiates dans la CEE sur l'avenir du SME, de la France, où Edouard Balladur affirmait que *«la France ne se laissera rien imposer concernant le franc»*.

L'annonce d'une réunion du comité monétaire pour le week-end était donc logique, car le mark terminait la journée au-dessus de son cours maximal face au franc, tandis que la couronne, le franc belge, la peseta, l'escudo étaient toujours pratiquement au plancher.

FRANÇOISE LAZARE

Un entretien avec l'économiste en chef de Salomon Brothers

«L'Allemagne doit baisser ses taux plus vite qu'elle ne l'escomptait», assure John Lipsky

Alors que se poursuivait la bataille sur les marchés des changes, vendredi 30 juillet, le dollar amorçait un léger repli à New-York par rapport à son cours de la veille, essentiellement à la suite de prises de bénéfice. Le billet vert a terminé la séance de vendredi à 1,7405 mark contre 1,7415 précédemment. Pour l'économiste en chef de Salomon Brothers, John Lipsky, le seul moyen de remédier à la crise est de permettre au SME de répercuter dans ses parités les divergences apparues entre les différentes économies qui entrent dans ce mécanisme. En évitant les palliatifs, souligne-t-il dans un entretien au *Monde*.

NEW-YORK

de notre correspondant

«En moins d'un an, le système monétaire européen (SME) est confronté à une troisième crise grave. En quoi celle-ci vous semble-t-elle différente des précédentes?

– Dans le passé – et c'était surtout vrai en septembre 1992, – les monnaies les plus faibles du SME à l'époque (la livre britannique, la lire et la peseta) ont été soumises à de très fortes pressions quand il est clairement apparu que le nécessaire ajustement de ces devises avait été occulté à la fois par les suppléants du G7 et par le Comité des gouverneurs de banques centrales lui-même. Les marchés en ont alors tiré la conclusion que les problèmes avaient été simplement différés et ils ont réagi en conséquence. Des voix officielles se sont élevées à ce moment-là pour admettre que les dérèglements du système monétaire européen n'étaient pas dus à une quelconque action de spéculateurs mais à l'absence de réponse apportée aux problèmes fondamentaux d'un mécanisme qui ne reflétait plus les disparités croissantes apparues entre les économies.

– Dans le même temps, le franc avait fini par se stabiliser...

– Oui, car les autorités allemandes et françaises avaient alors affirmé avec la plus grande fermeté qu'il n'y avait aucune justification fondamentale à un éventuel réalignement de la monnaie française. Et des deux côtés, les gouvernements et les banques centrales s'étaient opposés avec vigueur à la spéculation. Cette fois, même si les autorités gouvernementales ont réaffirmé leur croyance dans le maintien de la parité actuelle franc-mark, on n'a pas entendu d'affirmation claire de la part de l'Allemagne et d'assurance au moins aussi ferme de la part des autorités françaises que les pressions qui s'exercent actuellement sur le franc français étaient injustifiées au regard des éléments fondamentaux propres aux deux économies. L'absence de flexibilité de l'Allemagne quant à une baisse décisive de ses taux d'intérêt n'a contribué qu'à accentuer la défiance. Les marchés en ont aussitôt conclu que le temps du réalisme était venu et qu'un ajustement au sein du SME, sous une forme à déterminer (une suspension des parités, un élargissement des marges de fluctuation...), était désormais aussi inévitable que justifié.

– Le SME vous paraît-il pour autant condamné comme l'assurent certains économistes?

– Pas encore. Mais il est certain que les gouvernements devront entreprendre des actions déterminantes au cours du week-end ou des prochains jours pour redonner une certaine crédibilité au système. Dans les circonstances présentes, il ne me paraît pas envisageable de pouvoir rouvrir les marchés lundi matin sans avoir au préalable apporté une modification quelconque au mécanisme de change ou sans avoir défini clairement les modalités d'une politique de soutien aux parités actuelles. Il faudrait notamment une indication claire des autorités allemandes, démontrant qu'elles sont prêtes à procéder à une baisse des taux directeurs plus marquée et plus rapide qu'elles ne l'envisageaient jusqu'à présent. Dans le cas contraire, on voit mal comment les marchés financiers pourraient accorder une crédibilité quelconque à une mesure qui consisterait par exemple à simplement relever les taux d'intérêt français. Elle serait aussitôt interprétée comme un simple palliatif, sans effet possible sur les causes réelles du mal.»

Propos recueillis par
SERGE MARTI

Des options variées

Au terme d'une journée d'intense spéculation où, selon les estimations, les banques centrales ont dépensé entre 30 et 50 milliards de marks pour tenter de sauver le SME, plusieurs scénarios étaient envisagés par les économistes et les opérateurs sur les marchés, dont certains commençaient déjà à prévoir l'évolution des différentes monnaies une fois le SME suspendu.

1) La détermination des autorités monétaires françaises, l'application par l'Allemagne des règles du SME finissent par décourager la spéculation. Mais le risque est que la crise reprenne de l'ampleur au cours des prochaines semaines, à moins, estime-t-on, que la Bundesbank se résigne à une concession majeure en matière de taux.

2) Une ou deux monnaies servent de «fusible» pour désamorcer la crise actuelle dans le SME. L'Espagne, dont la monnaie a été dévaluée à plusieurs reprises depuis l'automne, pourrait ainsi se mettre en congé du système. Cependant, les autorités monétaires ont fait savoir que Madrid ne prendrait pas de mesures isolées et participerait jusqu'au bout à l'action des banques centrales européennes.

3) Les membres du SME décident par consensus de suspendre provisoirement le mécanisme de change du SME. Les monnaies européennes peuvent alors fluctuer librement entre elles. Un tel scénario est certainement lourd de conséquences pour la construction européenne.

4) Les membres du SME décident d'élargir les marges de fluctuations (actuellement limitées à 2,25 % de part et d'autre du cours-pivot, sauf pour la peseta et l'escudo) afin d'introduire plus de souplesse dans le système. Cette solution évite d'envisager des dévaluations officielles, mais signifierait qu'au moins dans un premier temps le franc se déprécierait, ce qui est contraire à la stratégie du franc fort.

5) Une réforme importante du SME peut être mise en œuvre : officialisation de groupes très différenciés de monnaies en son sein, taxation des transactions spéculatives.

La plupart de ces idées ont déjà été discutées depuis la crise monétaire de septembre. Les dirigeants européens réunis ce week-end pourraient bien sûr choisir un mélange des unes et des autres pour enrayer la crise actuelle.

Bras de fer franco-allemand

Suite de la première page

Pour ces hommes d'affaires pro-européens, il fallait à tout prix obtenir immédiatement une réduction brutale des taux d'intérêt allemands. C'était, à leurs yeux, le moyen de réduire le coût de l'argent en France sans remettre en cause le système monétaire européen (SME) et la parité entre le franc et le deutschemark.

Habitués à négocier avec leurs homologues allemands, ces hommes d'affaires ont recommandé à Edouard Balladur la méthode du chantage. Ils lui ont suggéré de mettre immédiatement les Allemands devant leurs responsabilités en leur posant un ultimatum : *«Modifiez votre politique économique, insupportable, pour vos partenaires européens en augmentant vos impôts et en diminuant vos taux d'intérêt»*, un ultimatum qu'accompagnait la menace suivante : *«En cas de refus, vous prenez la responsabilité de la mort du SME, le franc flottera.»* Ces «visiteurs» du boulevard Saint-Germain – le siège de l'Association pour le libéralisme populaire de M. Balladur – étaient convaincus que l'Allemagne céderait. Pour eux, Bonn aurait alors refusé de prendre la responsabilité de casser l'un des noyaux de la construction européenne, le SME, et le gouvernement, conscient du coût qu'aurait représenté pour ses industriels une appréciation du deutschemark vis-à-vis du franc, aurait imposé à la Banque – comme il l'avait fait en d'autres circonstances – une décision, une baisse brutale des taux d'intérêt.

S'il a écouté ses interlocuteurs, Edouard Balladur ne les a jamais vraiment entendus. Il aura été, lui aussi, plus sensible aux arguments de l'administration. Peu friand de conflits directs, on sait qu'il n'est guère partisan de la méthode du chantage dans la diplomatie économique. Surtout, il doutait alors de la pertinence d'un tel marché. Le refus des Allemands l'aurait conduit à sortir le franc du SME, ce qui était alors contraire aux engagements pris dans la plate-forme électorale de la droite. Il a donc préféré la méthode douce : une pression constante sur l'Allemagne accompagnée d'une baisse régulière, en France, des taux d'intérêt à court terme, baisse liée au retour de la confiance.

Un rythme insuffisant

Parfois agacé par la lenteur de la décrue des taux allemands, Paris a, en fait, au cours des quatre mois passés, cherché parfois à accélérer le pas. Encouragées par la disparition de la prime de risque sur le franc, les autorités monétaires françaises ont ainsi cru qu'il était désormais possible pour la France d'avoir durablement des taux d'intérêt à court terme inférieurs à ceux en vigueur outre-Rhin. Certaines personnalités ont de plus commencé à expliquer que le franc allait se substituer progressivement au deutschemark comme ancre du SME, un thème que la presse anglo-saxonne n'a pas manqué de marteler et qui ne pouvait qu'exaspérer les Allemands. En fait, ces pressions – comme la «gaffe» du 24 juin de M. Alphandéry sur Europe 1 (2) – n'ont fait qu'accroître les tensions entre les deux pays sans conduire à une véritable accélération de la baisse des taux d'intérêt.

Les marchés ont en définitive jugé, sans doute à juste titre, insuffisant le rythme de la décrue des taux – en Allemagne comme en France – et ont profité de l'erreur de la Buba de jeudi 29 juillet pour provoquer la crise. Entre la France et l'Allemagne, le face-à-face est désormais direct. Jeudi soir, le comité de crise réuni à Matignon autour d'Edouard Balladur a, semble-t-il, décidé de renvoyer la balle dans le camp allemand. Tout en feignant tout au long de la journée de vendredi l'insouciance – M. Balladur n'a distillé que quelques phrases sibyllines, genre : *«La pluie, à part ça tout fonctionne»* – Paris a en fait fort habilement fait comprendre à la Bundesbank ce qu'il en coûte que de prendre une décision sans tenir compte des intérêts du SME. Tenue par les règles du système justement (*«elles fonctionnent bien»*, a dit M. Balladur incidemment), la Buba a dû acheter massivement du franc tout au long de la journée de vendredi *(lire l'article de Françoise Lazare)* pour empêcher la monnaie française de sortir de ses marges de fluctuations. Elle a dû ainsi créer de la monnaie, sa grande hantise.

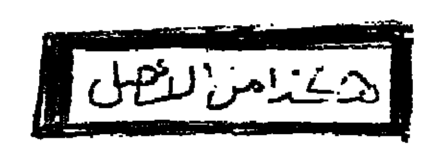
Jeudi, la Bundesbank avait refusé de réduire son taux d'escompte, prétextant un rythme trop élevé de création monétaire en Allemagne. Vendredi, obligée par les règles du SME, elle a finalement accéléré ce rythme de création monétaire. Cette position inconfortable de la Buba va peser lourdement dans les discussions qui devraient avoir lieu ce week-end sur l'avenir du SME. *«La France ne se laissera rien imposer»*, a déclaré M. Balladur vendredi soir. Ni par les marchés ni par les Allemands. La balle est dans le camp de Bonn et de Francfort.

ERIK IZRAELEWICZ

(2) Le ministre de l'économie avait laissé entendre que la France avait le pouvoir de faire venir à Paris les autorités monétaires allemandes pour discuter d'une baisse des taux.

□ **M. Vasseur (PR) : «le devoir de résister».** – Philippe Vasseur, porte-parole du Parti républicain, a déclaré, vendredi 30 juillet, au micro de RMC : *«Nous sommes dans l'obligation de défendre le franc,* [car] *rien ne serait pire* [que] *de céder à la pression des spéculateurs.» «Nous avons le devoir de résister»*, a-t-il ajouté, après avoir souligné qu'une sortie du SME *«est écartée très clairement par le premier ministre»* et qu'un réajustement du franc par rapport au mark *«n'est pas non plus, aujourd'hui, ce qui paraît souhaité ni, même, souhaitable»*.

□ **M. Le Pen estime que *«le gouvernement est acculé à une révision humiliante»*.** – Jean-Marie Le Pen a affirmé, vendredi 30 juillet, que le gouvernement *«est acculé à une révision humiliante et déchirante de sa politique monétaire»*, car *«il va falloir soit dévaluer, soit sortir du SME, soit élever les taux au-delà des limites du supportable»*. Selon le président du Front national, le franc, *«à la merci de la Bundesbank, parce que lié par idéologie européiste au deutschemark et à ses taux élevés, va être coté par le marché international à sa valeur vraie»*.



ÉCONOMIE

La tourmente monétaire

Flambée sur les places européennes

La place parisienne a frôlé, en cours de séance, vendredi 30 juillet, son record historique établi le 20 avril 1990 à 2 129,32 points. En clôture, les valeurs françaises ont gagné 2,45 % à 2 085,88 points.

A Bruxelles, l'indice de référence a terminé en hausse de 2,03 %.

Londres, qui avait nettement progressé en matinée, a réduit ses gains au cours de l'après-midi, en raison de l'ouverture en baisse de Wall Street. Néanmoins, l'indice Footsie a conservé quelques points, s'inscrivant en clôture en hausse de 0,3 %. Milan et Amsterdam ont aussi terminé en hausse alors que Wall-Street, affecté par la baisse du secteur technologique et par les turbulences monétaires, a fini en baisse de 0,78 %.

Francfort aura été la grande perdante des places européennes avec un recul de 1,66 %.

Enfin, le grand gagnant de toutes ces spéculations est le métal jaune. Sur le marché londonien, l'once a grimpé jusqu'à 407,25 dollars, une progression de treize dollars par rapport à la veille.

POINT DE VUE

Dévaluation ou désinflation

par Rudi Dornbusch

IL y a un mois, pendant un court moment, la stratégie du « franc fort » sembla très bonne. Les taux avaient baissé, partant des cimes préélectorales jusqu'à passer au-dessous des niveaux allemands, justifiant pleinement la stratégie de la monnaie forte. Mais ce moment de renommée et de gloire n'a même pas duré un mois. Aujourd'hui, la France est ramenée aux problèmes fondamentaux : augmentation du chômage, détérioration des prévisions de croissance, nécessité d'augmenter les taux d'intérêt pour défendre le franc, discours du « jamais-jamais » et conscience croissante que cette stratégie va sûrement échouer.

Les faits sont simples :

• La Bundesbank est plus engagée dans la lutte contre l'inflation allemande qu'elle ne l'est dans la défense du franc.

• Les marchés financiers pensent que finalement la France ne veut pas politiquement aller jusqu'au bout – hausser les taux d'intérêt jusqu'à n'importe quel niveau pendant six mois ou plus, supporter n'importe quel taux de chômage – uniquement pour soutenir le franc.

Ce concours de circonstances sous-entend clairement : le franc chutera, tôt ou tard. Ce qui conduit à la troisième proposition :

• Si finalement le franc file, il sera nécessaire d'augmenter les taux pour contenir les spéculateurs, ne serait-ce qu'un jour de plus. Ce qui rend la situation de plus en plus intolérable et hâte la fin.

Depuis plus d'un an, on a rêvé d'un succès rapide de la lutte contre l'inflation en Allemagne. La mauvaise interprétation des priorités de la Bundesbank a plus de vies qu'un chat, plus de résistance qu'un amoureux éconduit. Mais les décisions prises jeudi à Francfort donnent une indication supplémentaire, s'il était nécessaire : la Bundesbank s'est engagée à faire baisser l'inflation allemande ; elle ne s'est pas engagée à soutenir le SME *à tout prix*.

Eviter plus de casse

A la lumière de ces faits, les dirigeants français doivent réévaluer la situation et quitter le navire qui coule en évitant plus de casse. Les spéculateurs, dans cette affaire, auront le dessus, parce qu'ils ont raison : créer plus de chômage, juste par orgueil national, c'est mauvais économiquement, mauvais politiquement, et donc indéfendable. Il est temps maintenant d'apporter une conclusion stimulante à une stratégie irréfléchie. Un sénateur américain, à qui l'on demandait dans les années 60 ce qu'il fallait faire pour sortir de la situation visiblement perdue du Vietnam, répondait sagement : il faut *« déclarer la victoire et partir »*. L'affermissement prématuré du SME est devenu un cul-de-sac. M. Balladur, qui ne peut faire que les vaches sautent par-dessus la lune, devrait maintenant changer de stratégie.

La bonne stratégie aujourd'hui est de laisser flotter le franc et de diviser par deux les taux d'intérêt. Avec une inflation insignifiante et une récession grandissante, des taux d'intérêt réels très bas constituent le meilleur antidote à la crise économique. Sans aucun doute, le franc se déprécierait et sans doute d'autres pays comme la Belgique et l'Espagne, devraient suivre. Le point central, cependant, est que libérer le franc rendrait à la France l'initiative. Plutôt que de défendre la monnaie assiégée, le gouvernement français pourrait à nouveau mener une politique économique indépendante.

Dans une telle situation, les rôles sont renversés : après avoir imposé ses conditions, l'Allemagne revient sur la défensive. Le deutschemark en hausse aide l'Allemagne à mener plus rapidement à son terme la désinflation, mais diminue ses chances de guérison. La Bundesbank sera contrainte de diminuer les taux pour limiter la hausse du deutschemark. Libérer le franc accélère la solution de la crise européenne, d'une façon qui est actuellement impossible dans la veste trop étroite du SME.

Les coûts du flottement du franc

Quels sont les coûts du flottement du franc ? Ce serait perdre la face et du prestige. Il ne faut pas surestimer cela : la réduction des taux d'intérêt et le retour de la croissance paraîtront assurément largement meilleurs qu'une récession croissante. Il y a également le sort de l'« Europe ». Est-ce que le flottement du franc signifie le naufrage de l'Europe ? Le SME doit être restructuré, de toute façon ; l'Italie l'a quitté, la Grande-Bretagne est partie ; et il faudra une grande conférence de réalignement pour les réintégrer. Il vaudrait donc beaucoup mieux pour la France et pour tout le monde – et de loin – desserrer un peu la veste trop étroite (du SME) avant que les dernières étapes vers l'Union monétaire européenne ne démarrent sérieusement. Il y a une autre considération : l'augmentation du chômage est certainement une mauvaise publicité, si l'on veut rendre l'idée de l'Europe plus attrayante. Si les progrès de la construction européenne font penser de plus en plus à des coûts et à des contraintes, plutôt qu'à la prospérité, c'est un très mauvais service rendu à un objectif de longue haleine.

Dévaluation ou désinflation ? La France revient à un thème récurrent de son histoire monétaire. Ceux qui prêchent pour une politique financière prudente sont toujours prêts à affirmer que la désinflation est la bonne réponse. Les historiens nous enseignent autre chose : si convaincante que soit l'orthodoxie sur le moment et si méprisable l'idée selon laquelle les spéculateurs doivent empocher de gros gains, s'accrocher trop longtemps est une stratégie perdante.

Dans les années 80, la France a atteint, après une longue route, la stabilité financière. Effectivement, la France jouit d'un des taux d'inflation les plus bas d'Europe et du monde. Mais avoir pour but constant en matière monétaire des objectifs au-dessus de ses moyens met en danger les réalisations d'une décennie.

On a dit que les politiciens sont blâmés non pour leur inconséquence, mais pour leur obstination. La Bundesbank signalant que le soulagement n'arrivera pas en temps utile, le premier ministre, M. Balladur, devrait maintenant élaborer une nouvelle stratégie construite sur une inflation basse (déjà atteinte) et le besoin de croissance. Il pourrait annoncer, en laissant flotter le franc, que c'est l'Allemagne, avec son vilain et persistant problème d'inflation à résoudre, qui oblige malheureusement la France à poursuivre sa stratégie de croissance.

▶ Rudi Dornbusch est professeur au Massachusetts Institute of Technology. Il a signé avec cinq autres économistes l'appel publié, par le *Financial Times*, le 29 juillet, recommandant à la France de quitter le SME (*le Monde* du 30 juillet).

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 26 AU 30 JUILLET 1993

PARIS

Le malheur des uns...

INDICE CAC 40

+4,55 %

« Il faut bien que le malheur des uns fasse le bonheur des autres », constatait ironiquement un intervenant parisien en fin de semaine. De fait, les malheurs conjugués du franc et du système monétaire européen (SME) ont franchement profité aux marchés des actions. Anticipant une sortie rapide du franc du SME, qui laisserait les coudées franches à la Banque de France pour pouvoir continuer sa politique de détente monétaire, les acheteurs se sont singulièrement manifestés à la Bourse de Paris.

L'évolution du marché des changes a continué de mobiliser l'attention des investisseurs tout au long de la semaine. Les yeux rivés alternativement sur la parité franc/mark et le MATIF en attendant la réunion du conseil central de la Bundesbank, jeudi. Réunion qui, en l'occurrence, a provoqué la flambée de hausse qu'a connue la place au cours des deux dernières séances. En abaissant son taux lombard d'un demi-point pour le ramener à 7,75 % mais en maintenant son taux d'escompte, la Bundesbank a déclenché une glissade du franc – 1 centime en une minute – ce qui, selon un cambiste parisien, ne s'était jamais vu. En guise d'apaisement sur le front des changes et du SME en particulier, la Bundesbank venait, par ce geste mitigé, de provoquer un vent de panique. Les spécialistes sont unanimes : en maintenant son taux d'escompte à 6,75 %, la « Buba » donnait un coup d'arrêt à la baisse du crédit en Allemagne au moins jusqu'à la rentrée.

Si la SME « implosait » ou si le franc se mettait temporairement en congé du système, cela reviendrait dans un premier temps à une dévaluation de fait du franc et doperait les exportations. Le fait que les entreprises exportatrices étaient sur le devant de la scène, vendredi, pouvait appuyer ce raisonnement.

En début de semaine, pour la première séance, l'indice CAC 40, sur des anticipations de... baisse des taux, gagnait 0,56 %. Il faut toutefois préciser que lundi était aussi la première séance du nouveau terme boursier d'août, généralement propice à des prises de positions. Le lendemain, alors que la parité mark/franc était relativement stable, le marché faisait preuve de résistance et consolidait ses gains accumulés depuis plusieurs séances (– 0,40 %). Mercredi, la baisse de 0,20 point du taux des prises en pension de la « Buba » était interprétée comme un signe favorable avant la réunion du conseil central de l'institut d'émission allemand. Le franc se reprenait à tel point que le mark était revenu sous le seuil des 3,40 francs pendant une bonne partie de la journée.

Au final, le marché des actions fit preuve d'une relative résistance et n'abandonna que 0,43 %. Vint ensuite, jeudi, la séance tant attendue : après une ouverture médiocre, les valeurs françaises, pour les raisons citées plus haut, réagirent vivement à la décision mitigée de la Bundesbank. Une flambée spéculative, en partie due à des achats massifs de non-résidents, propulsa l'indice CAC 40 à ses plus hauts niveaux de clôture de l'année, à 2 036 points, soit une progression de 2,34 %. Cette *flambée spéculative devait* se poursuivre le lendemain : après une ouverture en vive hausse de 1,22 %, les valeurs françaises gagnaient 3 % en cours de journée avant de revenir à 2,45 % au terme des échanges avec un volume record de transactions de 11,2 milliards de francs sur le marché à règlement mensuel, le précédent record datant du 26 mars avec 8,4 milliards de francs. L'indice CAC inscrivait, pour sa part, un nouveau record annuel de clôture à 2 085,88 points. La progression moyenne annuelle des valeurs était ainsi portée à 12,2 % dont 4,55 % pour les cinq dernières séance.

La vie de la cote

Mais les turbulences monétaires n'ont pas complètement occulté la vie de la cote. Du côté des valeurs, plusieurs titres ont encore retenu l'attention. Mises à part les valeurs du CAC 40 qui ont une fois de plus été très entourées, des valeurs plus moyennes ont attiré l'attention. Olipar notamment, plus forte baisse de la période, et dont plus de 4 % du capital ont changé de mains. Pour certains analystes, cette dégradation est due à la révision à la baisse de l'actif net d'Olipar.

Puis ce fut le tour de Suez, qui a lancé une offre publique de retrait (OPR) visant les actions, les certificats d'investissement et les certificats de droit de vote de la Compagnie financière du groupe Victoire. Notons également la belle progression de Sodero, qui, pour la seule séance de lundi, s'est apprécié de 10,6 %.

Jeudi, la Société des Bourses françaises (SBF) annonçait qu'Altus Finance et la Compagnie immobilière Phénix détenaient respectivement 40,01 % et 10 % du capital et des droits de vote de la FNAC, à la suite de la levée partielle des contrats optionnels d'achat consentis par la GMF (Garantie mutuelle des fonctionnaires). Jeudi, également, le Conseil des Bourses de valeurs (CBV) décidait le report de la date de clôture de l'offre publique d'achat (OPA) lancée par Ufisuse (groupe Saint-Louis) sur la Sucrerie de Chalon-sur-Saône. Les autorités boursières avaient déclaré recevable le 8 juillet, l'OPA lancée sur la Sucrerie-Raffinerie de Chalon-sur-Saône. La décision de recevabilité de cette OPA a déjà fait l'objet de deux recours devant la cour d'appel de Paris les 16 et 19 juillet. Dans l'attente de l'arrêt de la cour d'appel, le Conseil de Bourses de valeurs a décidé le report de la date de clôture à une date ultérieure.

FRANÇOIS BOSTNAVARON

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM

	Nombre de titres	Valeur en cap. (MF)
Alcatel Alsthom	1 625 540	1 058 880
ELF Aquitaine	2 086 930	853 757
LVMH	200 420	799 903
Lafarge Coppée	1 807 410	724 215
Saint-Gobain	1 272 560	698 774
Société générale	1 069 100	660 726
BSN	740 165	636 567
Paribas	1 382 626	614 443
Suez	1 717 700	542 058
Eaux (Cie générale)	238 530	516 800
L'Oréal	371 730	495 575
Total	1 725 300	496 323
Peugeot	740 725	468 317
Eurotunnel	12 103 500	467 112

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Valeurs	Hausse %	Valeurs	Baisse %
Sodero	+ 16,8	Olipar	– 16,5
Dassault Elec.	+ 14	Alsac. Superm.	– 12,1
Pechiney	+ 13	Fromag. Bel	– 5,2
SDR Sud-Est	+ 12,4	EBF (Epéda B.)	– 4,3
Legris Indust.	+ 12	Ingenico	– 4
Metrologie	+ 9,9	Canal +	– 3,3
Gle Entreprises	+ 9,8	VIS	– 3,1
Schneider	+ 9,6	Simco	– 3,1
Poliet	+ 9,6	SCOA	– 2,9
Eiffage	+ 9,3	BP France	– 2,6
GTM-Entrepr.	+ 9,3	Géophysique	– 2,8
Gascogne	+ 9	Sligos	– 2,4
Rochette (La)	+ 8,7	Bail-Invest.	– 2,3
Paris Ent. Part.	+ 8,4	Gaz Eaux	– 2,3

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	23-7-93	26-7-93	27-7-93	28-7-93	29-7-93
RM	5 506 394	2 775 165	2 444 147	2 663 821	4 464 356
Comptant					
R. et obl.	20 591 442	19 922 138	17 455 646	29 624 442	20 409 451
Actions	126 845	137 199	250 410	209 402	204 192
Total	26 224 681	22 834 502	20 150 203	32 497 665	25 077 999

INDICES CAC (du lundi au vendredi)

	26-7-93	27-7-93	28-7-93	29-7-93	30-7-93
Indice gén.	547,6	549,4	548,7	544,9	559,7
(base 100, 31 décembre 1987)					
Indice CAC 40	2 006,22	1 998,11	1 989,53	2 036	2 085,88

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 30 juillet 1993

Nombre de contrats : 159 531 environ

COURS	ÉCHÉANCES SEPT. 1993	DÉC. 1993	MARS 1994
Premier	120,84	120,56	123,02
Dernier	121,12	120,54	123,08

NEW-YORK

Record sans suite

INDICE DOW JONES

– 0,20 %

Après avoir commencé la semaine sur un nouveau record, Wall Street n'a pas réussi à conserver ses gains en raison de prises de bénéfices et de liquidations dans le secteur technologique, après des commentaires de responsables de Microsoft prévoyant une baisse des résultats de la compagnie. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé vendredi à 3 539,47 points, en baisse de 7,27 points, soit 0,20 %, par rapport à la semaine dernière.

Une baisse des taux d'intérêt à long terme lundi et les espoirs d'assouplissement de la politique monétaire de la Bundesbank ont permis l'établissement d'un nouveau record au début de la semaine. Mais, dès mardi, la levée d'une partie des sanctions américaines contre les importations d'acier de plusieurs pays européens et du Japon a pesé sur le marché. Par ailleurs, la reprise de l'économie américaine pourrait être compromise par des difficultés dans le secteur technologique, notent des analystes.

Les experts ont indiqué que l'évolution du marché cette semaine a surtout été dictée par des informations sur des valeurs particulières plutôt que par des facteurs plus généraux.

L'absence de baisse du principal taux directeur de la Bundesbank jeudi et les remous au sein du système monétaire européen ont contribué à la faiblesse de Wall Street.

Hugh Johnson, analyste chez First Albany, prévoit une correction à la baisse de 4 % à 6 % de l'indice Dow Jones dans les deux à trois prochaines semaines, *« mais rien de bien grave »*, souligne-t-il, ajoutant que les conditions pour un marché baissier n'existent pas encore.

Indice Dow Jones du 30 juillet : 3 539,47 (c. 3 546,74).

	Cours 23 juillet	Cours 30 juillet
Alcoa	70 1/2	71 3/8
ATT	63 5/8	63 3/8
Boeing	37 3/4	39 3/8
Chase Man. Bank	32 1/8	31 3/4
Du Pont de Nemours	45 5/8	46 7/8
Eastman Kodak	51 3/8	53 3/4
Exxon	65 1/8	65 5/8
Ford	52	52 7/8
General Electric	97 3/4	98 1/2
General Motors	46 3/4	48 1/2
Goodyear	42 1/2	41 3/4
IBM	42 1/4	44 1/2
ITT	88 3/4	88 3/4
Mobil Oil	71	75 5/8
Pfizer	65	59 1/2
Schlumberger	64 7/8	63 5/8
Texaco	62 1/4	62 7/8
UAL Corp. (ex-Allegis)	139 3/4	144
Union Carbide	19	18 3/4
United Tech.	54 3/4	54 1/4
Westinghouse	16 3/4	15 3/4
Xerox Corp	73 1/8	73

TOKYO

Au-dessus des 20 000 points

INDICE NIKKEI

+ 3,3 %

La Bourse japonaise s'est ressaisie cette semaine, et le Nikkei a franchi le seuil des 20 000 points, les investisseurs ayant favorablement accueilli la constitution d'une coalition d'opposition apparemment assurée de succéder au PLD. Le Nikkei a gagné 645,57 points, soit 3,3 %, à 20 380,14 points, contre un repli de 596,96 points la semaine précédente.

Le Nikkei a ouvert lundi à 19 774,18 points, puis a fluctué entre 19 000 et 20 000 points jusqu'à mercredi, sur un marché préoccupé par les incertitudes de la situation politique, après la défaite aux élections générales du 18 juillet du Parti libéral-démocrate (PLD), éclaboussé par une série de scandales après trente-huit ans d'exercice du pouvoir.

L'indicateur de tendance a dépassé les 20 000 points jeudi, après que sept partis d'opposition eurent constitué un gouvernement d'alternance, qui proposera la candidature de Morihiro Hosokawa au poste de premier ministre lors de la session parlementaire de la semaine prochaine.

Le Nikkei ne devrait vraisemblablement pas franchir les 21 000 points, puisque la Banque du Japon n'est pas disposée dans l'immédiat à baisser son taux d'escompte, estiment les analystes, qui tablent sur une baisse d'un demi-point au mois de septembre.

Indices du 30 juillet : Nikkei, 20 380,14 (c. 19 734,57) ; Topix, 1 659,91 (c. 1 609,33).

	Cours 23 juil.	Cours 30 juil.
Ajinomoto	1 330	1 380
Bridgestone	1 240	1 260
Canon	1 340	1 360
Fuji Bank	2 460	2 510
Honda Motors	1 310	1 390
Matsushita Electric	1 320	1 330
Mitsubishi Heavy	648	660
Sony Corp.	4 470	4 500
Toyota Motors	1 810	1 840

LONDRES

Espoirs + 3,5 %

Le Stock Exchange a profité de la tempête au sein du système monétaire européen (SME) cette semaine, les opérateurs estimant qu'un éventuel éclatement du mécanisme de stabilisation des changes déboucherait sur une cascade de baisses des taux d'intérêt en Europe. L'indice Footsie des cent grandes valeurs s'est propulsé jeudi au-dessus du seuil des 2 900 points et a terminé la semaine en hausse de 98,8 points par rapport au vendredi précédent, à 2 926,5, soit une progression de 3,5 %.

Indices *« FT »* du 30 juillet : 100 valeurs, 2 926,50 (c. 2 827,70) ; 30 valeurs, 2 317,60 (c. 2 234,60) ; fonds d'Etat, 99,17 (c. 97,98) ; mines d'or, 249,20 (c. 218,40).

	Cours 23 juil.	Cours 30 juil.
Allied Lyons	5,43	5,73
BP	2,93	3,08
BTR	3,70	3,78
Cadbury	4,43	4,69
De Beers	11,88	12,93
Glaxo	5,35	5,47
GUS	34,75	36,50
ICI	6,52	6,88

FRANCFORT

Rechute – 1,5 %

L'ambiance à la Bourse de Francfort était à l'attentisme en début de semaine, avant la réunion de la Bundesbank jeudi, puis les cours ont plongé vendredi dans la crainte d'une dévaluation ou d'une sortie du franc du système monétaire européen (SME). L'indice DAX des trente valeurs vedettes a cédé 1,5 % sur la semaine, clôturant vendredi à 1 803,23 points.

Les attaques contre le franc français ont redoublé de vigueur après la décision jeudi de la Bundesbank de maintenir inchangé son taux d'escompte à 6,75 %.

Indice DAX du 30 juillet : 1 803,23 (c. 1 830,83).

	Cours 23 juil.	Cours 30 juil.
AEG	164	157,10
BASF	277	227
Bayer	297,90	289,50
Commerzbank	317,50	311
Deutschebank	733,20	737
Hoechst	278,80	270
Karstadt	568	561
Mannesman	298,50	297,80
Siemens	656,40	647,60
Volkswagen	345	348,20

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Sous l'influence de la crise monétaire

La violence de la crise monétaire a tout simplement interdit le lancement d'emprunts internationaux dans les deux principales devises directement touchées par la spéculation. Le mois de juillet s'est achevé sur une des rares semaines de l'année à n'avoir accueilli aucune opération nouvelle ni dans le compartiment du franc français, ni dans celui du deutschemark. En revanche, l'activité s'est poursuivie à un rythme soutenu tant en dollars qu'en yens ainsi que dans les monnaies européennes qui ne sont pas ou plus liées au mark.

C'est ainsi que la livre sterling s'est tout particulièrement distinguée, servant à libeller neuf nouveaux emprunts internationaux dont le plus important est pour le compte de la Suède. Il s'agit d'une transaction de 250 millions de livres et d'une durée de cinq ans, dont les conditions ont été arrêtées lundi 26 juillet de façon à rapporter aux investisseurs quelque 36 points de base (ou centièmes de points de pourcentage) de plus que les fonds d'Etat britanniques.

Le sentiment à l'égard des emprunts libellés en livres est demeuré positif tout au long de la semaine, comme en a témoigné la veille du week-end la réussite d'une nouvelle transaction de 150 millions de livres et de dix ans de durée. Son débiteur est 3i International, une société d'un groupe britannique dont l'activité consiste à prendre des participations dans des petites et moyennes entreprises. L'affaire a ceci de remarquable que le prix auquel les obligations étaient au départ offertes aux investisseurs institutionnels (96,86 %) se situait à un niveau nettement inférieur à leur valeur nominale (qui est de 100 %). Les investisseurs ont été très sensibles à cet élément. Ils l'ont interprété comme un signe de confiance de la part des banques chargées de l'emprunt dont, visiblement, on attendait une montée des cours. C'est d'ailleurs ce qui s'est immédiatement produit, le prix des titres grimpant rapidement à plus de 97 %. Le taux d'intérêt facial de cet emprunt est de 7,75 %.

Une seconde entreprise britannique, Abbey National, s'est présentée vendredi mais dans le compartiment de la lire italienne qui, comme le sterling, n'a plus sa place au sein du système monétaire européen. Son éviction, qui date de l'année dernière, apparaît aujourd'hui comme un avantage qui lui permet de mieux bénéficier des perspectives de baisse des taux d'intérêt en Europe. L'euro-emprunt d'Abbey National, qui porte sur 150 milliards de lires, est d'une durée de sept ans. Le taux d'intérêt facial des titres est de 10 %. Le prix d'émission est supérieur à la valeur nominale.

Livre, lire et couronne danoise en évidence

Autre compartiment de l'euromarché à se mettre en évidence ces derniers jours, celui de la couronne danoise, qui a accueilli deux nouveaux emprunts. Le succès de ces affaires est également dû à l'attente d'une baisse du niveau de l'intérêt. Les adversaires du système monétaire européen n'ont pas manqué de l'interpréter comme une victoire de la spéculation qui misait à fond sur une sortie prochaine de la couronne.

Une nouvelle émission internationale a vu aussi le jour, pour le compte d'un débiteur français. Il s'agit d'une opération d'un caractère très différent. La Compagnie bancaire a émis un emprunt de 750 millions de francs luxembourgeois qui viendra à échéance dans 5 ans et 2 mois. Le taux d'intérêt facial des obligations est de 6,75 % mais, comme elles sont offertes à un prix assez élevé, les souscripteurs ne peuvent en espérer qu'un rapport de 6,25 % l'an. Le règlement aura lieu à la mi-septembre, ce qui laisse amplement aux banques le temps de placer les titres. Un tel délai est nécessaire en période de vacances, car l'opération s'adresse à l'évidence à des particuliers. La Compagnie bancaire, pour sa part, disposera des fonds non pas en francs luxembourgeois, mais en livres sterling. A cet effet, elle a conclu avec Paribas un contrat d'échange qui porte également sur le mode de rémunération de la dette, qui sera non plus à taux fixe mais à taux variable.

D'une manière générale, les spécialistes accordent une très grande importance aux contrats d'échange (*swaps*) conclus par les emprunteurs qui se présentent sur le marché international, notamment pour ce qui est des emprunteurs récurrents. Ceux qui sollicitent en permanence l'euromarché sont forcés de recourir à des solutions de ce genre qui présentent une foule d'avantages. Cela leur permet par exemple, s'ils ont de très importants besoins de fonds dans une devise donnée, d'éviter de lasser les investisseurs. En procédant de façon détournée, ils sont en mesure d'obtenir ce qu'ils recherchent sans apparaître trop souvent dans un même compartiment, ce qui finirait par augmenter le coût de leurs opérations. Ils peuvent également, en agissant de la sorte, élargir la gamme des devises dans lesquelles se procurer des ressources.

Il reste que la plus grande prudence est de mise dans le choix des partenaires avec lesquels les meilleurs des emprunteurs peuvent conclure de tels contrats en toute sécurité. Les contreparties dont le crédit est au-dessus de tout soupçon sont assez rares. La Banque européenne d'investissement se montre particulièrement exigeante. Son attitude la conduit de plus en plus à proposer à ses clients de passer directement de tels accords plutôt que d'y procéder elle-même. Cela a notamment été le cas de son dernier euro-emprunt en yens, dont le produit a été échangé contre des ressources en dollars, sans que la Banque européenne ne soit impliquée dans cette transaction de *swap*.

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Le SME au bord de l'implosion

C'est tout le système monétaire européen (SME) qui se désintègre. Franc français, franc belge, couronne danoise, peseta, escudo, tous ont subi des attaques d'une violence impressionnante au cours des dernières semaines. Lorsque l'on sait que la lire et la livre ne participent plus au mécanisme de change, que la drachme n'y a pas encore adhéré, il ne reste plus guère que le mark et le florin et, dans une certaine mesure, la livre irlandaise, pour constituer la partie vaillante d'un système présenté comme le fer de lance de l'union économique et monétaire (UEM).

Analysée dès ses origines comme une crise différente des deux précédentes, la période actuelle de turbulence est en effet tout à fait inédite. D'une part, parce que la théorie de la monnaie *« en première ligne »* (les spéculateurs s'attaquaient en septembre aux devises les unes à la suite des autres, au franc français une fois la livre dévaluée) ne tient plus. Toutes les monnaies sont attaquées de front, provoquant une multitude d'interventions de banques centrales, de déclarations officielles et parfois contradictoires.

Ainsi, vendredi, l'Espagne demandait que des contacts soient pris entre Européens au cours du week-end pour que soit discuté l'avenir du SME. Le ministre portugais des finances déclarait pratiquement au même moment qu'il n'était pas *« de l'intérêt de l'Europe de détruire le système monétaire européen »*. La période actuelle apparaît particulièrement dangereuse puisque les gouvernements sont tous à bord de la même barque, qui pourrait chavirer en cas de faux pas de l'un d'entre eux.

D'autre part, la crise est inédite, au moins pour la France, parce que les autorités monétaires ont choisi, vendredi à 11 heures, de faire glisser le franc jusqu'à son plancher vis-à-vis du mark (3,4305 francs). Intervenant jusque-là à 3,4180 francs, la Banque de France a défendu la ligne de 3,43 francs. Une stratégie qui se révélait payante à très court terme puisque, vendredi en toute fin de journée, elle n'avait pas lâché, même si, de l'avis de tous, ses réserves de changes sont désormais négatives. L'idée était à la fois de rendre la spéculation un peu plus risquée (au plancher, si la monnaie ne dévalue pas, on est certain de perdre) et de prouver la détermination à ne pas se laisser faire par la spéculation, en *« achetant tout ce qui passe »* au-dessus de 3,43 francs.

« Cela ne peut plus durer »

A 16 heures, moment considéré comme la clôture des marchés européens, à partir duquel les banques centrales ne sont plus tenues d'intervenir, la situation se stabilisait un tout petit peu : 3,4290 francs, un cours meilleur que les extrêmes de 3,4350 francs (au-dessus du cours maximal du mark !) observés dans la journée, mais qui font tout de même frissonner lorsque l'on pense que jamais, jusque-là, le mark n'avait atteint de tels niveaux. *« C'est sûr que j'aime bien le mouvement, et puis on gagne de l'argent. Mais la crise a débuté il y quatre semaines, cela ne peut plus durer »*, commentait un cambiste.

Conscient de la précarité de la situation, Edouard Balladur, silencieux jeudi, n'a en tout cas pas ménagé ses déclarations vendredi. De *« il y des règles dans le SME, elles fonctionnent bien »* à *« la France ne se laissera rien imposer concernant le franc »*, sans oublier la *« journée très ordinaire »* de jeudi, le premier ministre a décliné tous les thèmes de la défense de la parité. Le spéculateur vedette George Soros déclarait pour sa part qu'il *« était désormais vain de tenter de sauver le SME »*.

On ne sait pas encore qui gagnera ce bras de fer. Une réunion du comité monétaire était annoncée pour samedi à 15 heures. Celui-ci, composé des numéros deux des banques centrales et des directeurs du Trésor, se réunit généralement pour examiner les changements de parité dans le SME.

Quelques monnaies tirent bien leur épingle du jeu : la livre, la lire, et le franc suisse, mais aussi le dollar : celui-ci, en hausse pratiquement constante tout au long de la semaine, a frôlé les 6 francs, avant de se replier à 5,95 francs, et cotait à New-York 1,7455 mark, son plus haut cours depuis deux ans. Mais la semaine a été définitivement placée sous le signe des interventions puisque à Tokyo, la Banque du Japon aurait montré son nez sur les marchés pour freiner la glissade du billet vert face au yen !

F. L.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 26 AU 30 JUILLET 1993
(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D.mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres	-	1,5808	8,4510	2,2410	2,5148	51,6458	2,8178	2283
	-	1,5285	7,9589	2,2156	2,4808	50,9602	2,7819	2263,71
New-York	1,4800	-	16,7224	65,7830	57,4548	2,7345	50,9424	0,00618
	1,4975	-	17,9099	65,8545	57,7367	2,8145	51,8001	0,00623
Paris	8,8504	5,9880	-	392,9041	343,5794	16,3522	304,6358	3,6971
	8,7881	5,8685	-	386,4669	338,8279	16,5170	303,9886	3,6539
Zurich	2,2526	1,5220	25,4515	-	87,4461	4,1619	77,5344	0,9410
	2,2740	1,5185	27,3932	-	87,6732	4,2739	78,6584	0,9455
Francfort	2,5759	1,7405	29,1054	114,3561	-	4,7594	88,6653	1,0760
	2,5937	1,7320	29,5334	114,0599	-	4,8748	89,7177	1,0784
Bruxelles	54,1236	36,57	6,1154	24,0276	21,0112	-	18,6296	2,2609
	53,2062	35,53	6,0947	23,3981	20,5139	-	18,4846	2,2122
Amsterdam	2,9052	1,9630	328,2608	1,2897	112,7836	5,3677	-	1,2136
	2,8909	1,9305	332,4079	1,2713	111,4607	5,4334	-	1,2019
Milan	2393,98	1617,58	270,4849	1062,7464	929,3387	44,2302	823,9939	-
	2405,13	1606,10	275,9918	1057,6885	927,3095	45,2040	831,9606	-
Tokyo	154,88	104,65	17,50000	68,75821	60,12640	2,86164	53,31126	0,064699
	159,71	106,65	21,57249	70,23378	61,57621	3,80169	55,24476	0,066403

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 30 juillet 1993, 5,714285 F contre 5,50257853 F le vendredi 23 juillet 1993.

SYSTÈME MONÉTAIRE EUROPÉEN* : Ampleur des variations de chaque monnaie par rapport à la plus forte

30 JUIL. 1993

FLORIN NEERLANDAIS — MARK ALLEMAND — LIVRE IRLANDAISE — FRANC BELGE — COURONNE DANOISE — FRANC FRANÇAIS — ESCUDO — PESETA ESPAGNOLE

Taux calculés par rapport aux cours estimatifs de la Banque de France

MATIÈRES PREMIÈRES

La ruée vers le café

Qui pourra jamais prévoir l'évolution des cours ? Alors qu'il y a deux mois, il broyait du noir, le café reprend soudain des forces : à Londres, les cours atteignaient leur meilleur niveau depuis plus d'un an, autour de 1 000 dollars la tonne pour le robusta, 1 630 dollars pour l'arabica sur l'échéance à trois mois. De l'avis des professionnels, on a même assisté à des mouvements de panique, les opérateurs achetant massivement à l'annonce du programme de réduction volontaire de l'offre des pays producteurs.

La résolution de ces derniers de limiter leurs exportations de 15 % à 20 % semble déjà (prématurément, déplorent certains) porter ses fruits. Les cours du robusta, essentiellement en provenance d'Afrique, après s'être redressés depuis leur effondrement au mois de mars (lors de l'échec des négociations sur le renouvellement de l'accord international sur le café), semblent se stabiliser. Pourtant, l'Afrique, tout en approuvant ce plan de rétention préconisé par les pays de l'Amérique latine, n'a pas encore pris de mesures dans ce sens (1). De mauvaises langues soufflent qu'elle n'en a tout simplement pas les moyens.

Tout laisse à penser que ce plan, en raison de l'échelonnement des récoltes, n'entrera en vigueur qu'aux environs d'octobre et que les effets ne seront visibles qu'en janvier, date des premiers embarquements de la nouvelle récolte. Qu'importe ! *« Cette opération floue mais particulièrement bien gérée sur le plan médiatique »*, selon un opérateur, connaît un succès étonnant. Le marché croit en la solidité de ce programme pour différentes raisons : la Colombie, responsable en grande partie auparavant d'une certaine atonie du marché parce qu'elle exportait la quasi-totalité de sa marchandise, quels que soient les prix, semble aujourd'hui avoir empoigné l'étendard de la révolte contre les pays consommateurs. Ses disponibilités étaient, dit-on, inférieures aux années précédentes à cause des mauvaises conditions climatiques.

Les torréfacteurs en quête de marchandise

Mais ces éléments viennent s'ajouter à d'autres facteurs de hausse qui permettent de maintenir une certaine tension sur les prix : le Brésil, premier exportateur, est en permanence guetté par la rupture de charge, ou, plutôt, les exportateurs brésiliens préfèrent se retirer du marché en attendant que leurs gouvernants leur fournissent des éléments supplémentaires sur le plan de la rétention. Car, se demandent-ils, devront-ils financer ce programme et, si oui, à quel prix peuvent-ils désormais envisager de vendre leur café ? Ils attendent aussi un éventuel surenchérissement des prix. Car le phénomène est connu : une hausse des cours fait espérer des prix plus élevés encore.

De leur côté, les torréfacteurs, tellement accoutumés à s'approvisionner «à flux tendre» (c'est-à-dire au compte-gouttes, au fur et à mesure de leurs besoins, sans avoir à payer des structures de stockage) courent après la marchandise, s'inquiètent du Brésil et encore plus de la Colombie, si docile naguère, recherchent les cafés de ces pays plutôt que d'autres jugés pourtant indispensables à leurs mélanges... et ne les trouvent pas ou, du moins, pas aux prix habituels.

Le marché, décidément, est pris à contrepied : le Guatemala et le Salvador, très actifs dans cette opération de redressement des cours, montrent, s'il en était encore besoin, que la surenchère aux bas prix entre producteurs semble désormais révolue.

Restent les statistiques discutables, les données fondamentales pour le moins opaques. De sources diverses, le Brésil produit en moyenne 22 millions de sacs de café (de 60 kilos), la Colombie 14 millions, les pays centraux (sans le Mexique) 12 millions. Les pays producteurs prévoient de retirer 9 millions de sacs du marché mais ne savent pas avec précision le niveau de consommation mondiale. *« Le marché fonctionne sur des croissances*, dit Sam Mesrahi de la Société internationale de négoce Tardivat. *On pense que le monde consomme 100 millions de sacs de café environ, mais rien ne le vérifie »*.

Or ce sont ces *« croissances »* qui ont des incidences sur la structure des prix. Comment faire coïncider les cours avec la réalité d'un marché qui se dérobe ? Nul ne le sait.

Une autre question se pose : quelle sera la fourchette des prix que les pays producteurs tenteront de maintenir ? Pour nécessaire qu'il était, ce redressement des cours ne risque-t-il pas de provoquer des positions plus radicales de la part des pays producteurs, incompatibles avec la réalité du marché ? Et, surtout, qui financera ce programme de rétention ? Toutes questions auxquelles tenteront de répondre les pays d'Amérique du Sud réunis à Rio en cette fin de semaine.

MARIE DE VARNEY

(1) Vingt-cinq producteurs africains se réunissent le 16 et le 17 août à Kampala (Ouganda) *« pour définir leur stratégie et l'harmoniser avec celle des pays latino-américains »*.

PRODUITS	COURS DU 30-7
Cuivre h. g. (Londres) Trois mois	1 967 (+ 57) Livres/tonne
Aluminium (Londres) Trois mois	1 219 (– 10) Dollars/tonne
Nickel (Londres) Trois mois	4 935 (+ 30) Dollars/tonne
Sucre (Paris) Octobre	255 (– 7) Dollars/tonne
Café (Londres) Septembre	1 038 (+ 45) Dollars/tonne
Cacao (New-York) Septembre	939 (+ 22) Dollars/tonne
Blé (Chicago) Septembre	304 (– 9) Cents/boisseau
Maïs (Chicago) Septembre	235 (– 8) Cents/boisseau
Soja (Chicago) Septembre	222,4 (– 9,6) Dollars/t. courte
Pétrole (Londres) Septembre	16,77 (– 0,13) Dollars/baril

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 23-7-93	Cours 30-93
Or fin (kilo en barre)	73 800	76 500
– (kilo en lingot)	73 800	76 550
Pièce française (20 F)	418	435
● Pièce française (10 F)	396	390
Pièce suisse (20 F)	420	437
Pièce latine (20 F)	420	439
● Pièce tunisienne (20 F)	411	423
Souverain	536	552
● Souverain Elisabeth II	544	540
● Demi-souverain	291	300
Pièce de 20 dollars	2 505	2 660
– 10 dollars	1 300	1 440
● – 5 dollars	735	735
– 50 pesos	2 715	2 656
● – 20 marks	508	521
– 10 florins	448	455
● – 5 roubles	315	284

● Ces pièces d'or ne sont cotées qu'à la séance hebdomadaire supplémentaire.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

L'affront de la Buba

Les taux allemands sont-ils véritablement la clé de l'avenir du SME, ou servent-ils simplement de prétexte à ses détracteurs ? La réunion de la Bundesbank du 29 juillet restera en tout cas longtemps dans les mémoires. Le marché semblait pourtant relativement apaisé, à la veille de la dernière rencontre du conseil central de la Bundesbank avant la trêve d'été : l'institut d'émission avait ramené, mercredi 28 juillet, le taux de ses prises en pensions (Repo) de 7,15 % à 6,95 %. Du coup, le franc s'est trouvé rasséréné et le marché, convaincu qu'une baisse des taux directeurs était dans les cartes.

Or le maintien du taux de l'escompte à 6,75 %, en marge de la réduction du taux lombard de 8,25 % à 7,75 % a fait l'effet d'une véritable bombe. En ne modifiant pas le « jalon bas » du crédit en Allemagne, la banque centrale a fait savoir aux marchés que les taux ne baisseraient plus au cours de l'été. Du moins, c'est ce qu'ils ont compris, et ils se sont très peu apitoyés sur les « raisons internes » invoquées par les autorités monétaires allemandes pour ne pas faire un geste plus généreux. La « gaffe » réelle ou supposée était donc faite, et il ne restait plus à la Bundesbank et à la Banque de France qu'à intervenir pour soutenir un franc en pleine tourmente. Pour la plupart des opérateurs allemands, d'ailleurs, le geste de la Bundesbank ne constituait nullement une erreur d'analyse, mais, selon l'un d'entre eux, la Banque était tout à fait *« consciente des conséquences, et ne pensait pas qu'il y ait matière à rectification »*.

Malgré tout soucieux de ramener un peu d'ordre sur les marchés financiers, le vice-président de la Bundesbank, Johann Wilhelm Gaddum, a déclaré que cette dernière ne proposerait pas de bons du trésor, *« même si le taux de l'argent descend en dessous du taux de l'escompte »*. Une déclaration qui signifie que l'institut monétaire allemand n'épongera pas, au cours des prochaines séances, toutes les liquidités issues des interventions massives sur les marchés des changes. Mais, comme soulignait un *trader*, il est logique que la Bundesbank ne stérilise pas toutes les liquidités additionnelles, et la déclaration de M. Gaddum relève purement de la diplomatie. Les taux d'intérêt allemands au jour le jour devraient donc fléchir prochainement. Reste à savoir à quel taux se fera sa prochaine opération de pension.

Le MATIF de sommets en sommets

La Bundesbank a également fait savoir que, même si le conseil central ne se réunissait pas avant le 28 août, ses bureaux restaient ouverts. Une nouvelle baisse des taux directeurs allemands d'ici un mois ne serait donc peut-être pas à exclure, d'autant que l'on se souvient que déjà, en septembre dernier, le crédit avait été assoupli un lundi, en dehors de la réunion ordinaire du conseil.

Une nouvelle baisse des taux allemands suffira-t-elle à sauver le SME ? Certains sont convaincus que, de toute façon, celui-ci n'a plus que quelques heures à vivre. D'autres affirment qu'après ces deux dernières séances il faudrait au moins une baisse d'un point et demi ou de deux points pour que le marché reprenne espoir. D'autres enfin pensent que la France fera le forcing pour obtenir une concession massive de l'Allemagne ce week-end.

En attendant, les taux à court terme ont flambé depuis jeudi après-midi à Paris. Dès vendredi matin, il devenait difficile d'obtenir des cotations sur les écrans : 20 % pour le « Tom Next » (l'argent à quarante-huit heures), puis 30 %, et même... 60 % en fin d'après-midi vendredi ! De tels montants n'ont plus de signification réelle tant la situation est exceptionnelle et les fourchettes larges. Et puis d'autres pays, le Danemark en particulier, se trouvent exactement dans la même situation. En tout cas, la Banque de France, elle, a tenu sans relever ses taux directeurs. Il est vrai qu'après avoir porté les pensions de 7,75 % à 10 % le 10 juillet sa marge de manœuvre, ou plutôt celle d'Edouard Balladur, était extrêmement limitée. La crise actuelle du franc fait déjà suffisamment mauvais effet pour que le gouvernement évite au maximum d'imposer des taux meurtriers.

Le MATIF, pour sa part, va de sommet en sommet. Les opérateurs, comme ceux du Palais-Brongniart, tablent sur un éclatement du SME, qui permettrait un abaissement rapide du coût du crédit. De toute façon estiment-ils, tabler sur la baisse des taux n'est actuellement pas trop risqué, puisque en dépit des aléas de la Bundesbank la tendance amorcée à l'automne dernier n'a pas véritablement été enrayée. *« Le tout est une question de timing. La sortie ne ferait qu'avancer de quelques mois une baisse des taux de 2 points »*, souligne un partisan du SME. Le contrat notionnel, qui a été correctement coté toute la journée – contrairement au contrat Pibor, affecté par plusieurs suspensions de cotations, – a clôturé vendredi à un nouveau record historique de 121,12, record atteint au terme d'une hausse de 60 centimes en une séance.

FRANÇOISE LAZARE

Le Monde

La stabilité du franc impératif de la cohabitation

L'Elysée ne faisait aucun commentaire, vendredi 30 juillet, après l'entretien de quarante minutes que le président de la République avait eu, dans la matinée, avec Edouard Balladur. Cette visite du premier ministre, clairement motivée par les attaques contre le franc, après la décision de la Bundesbank, la veille, de ne pas baisser ses taux, venait rappeler que la défense de la monnaie relève du «domaine partagé» de la cohabitation façon 1993.

Ce partage est inscrit dans l'acte de naissance de la cohabitation. Lorsqu'il avait annoncé, le 29 mars, dès le lendemain du second tour des élections législatives, la désignation de M. Balladur comme premier ministre, *«non seulement parce qu'il apparaît comme le plus apte à rassembler les différentes composantes de la majorité, mais aussi en raison de ses compétences»*, M. Mitterrand avait indiqué que dans la conformité *«aux devoirs et aux attributions que la Constitution* [lui] *confère»*, il veillerait *«à la continuité de notre politique extérieure»*. *«Dans l'immédiat*, avait-il précisé, *il faut préserver le système monétaire européen. Cela ne dépend pas que de nous, mais un franc à parité maintenue avec le mark allemand en est une condition. Sans système monétaire commun, il n'y a pas d'Europe.»*

S'il n'énonçait pas, en s'exprimant ainsi, une consigne donnée au nouveau premier ministre, du moins le chef de l'Etat expliquait-il le choix de M. Balladur et précisait-il jusqu'où s'étendait, à ses yeux, l'exercice de sa propre responsabilité sur la politique extérieure. Lors de son entretien télévisé, le 14 juillet, il a répété que *«la parité mark-franc est une nécessité qui (...) s'impose avant toutes les autres»*. M. Mitterrand a joint les actes à la parole en allant s'entretenir des menaces sur le franc avec le chancelier allemand, Helmut Kohl, le 20 juillet au lac de Constance. C'est à cette occasion que M. Kohl avait affirmé au sujet de la monnaie française : *«L'Allemagne fera ce qu'il faudra dans le cadre de ses responsabilités.»* Il avait ajouté : *«Il n'y a pas la moindre justification à la spéculation contre le franc.»*

De son côté, M. Balladur a été parfaitement fidèle à ce que le président de la République pouvait attendre de lui. Répondant à Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale, qui avait appelé, le 16 juin, à un «renversement *complet des valeurs et des choix fondamentaux*» de la politique gouvernementale, le premier ministre avait affirmé, deux jours plus tard : *«La première condition pour assainir notre économie est la solidité et la stabilité de notre monnaie.»* M. Balladur regrettait déjà, comme on devait l'apprendre plus tard, que le président du RPR, Jacques Chirac, ne lui ait pas apporté un soutien explicite en se démarquant des thèses de M. Séguin, chef de file des adversaires du traité de Maastricht, en septembre 1992, et, aujourd'hui, des partisans d'une «autre politique», fondée sur l'abandon de la parité avec le mark et sur des taux d'intérêt moins élevés.

A ceux qui se plaignent des résultats insuffisants de l'action de son gouvernement, M. Balladur a adressé, le 11 juillet, dans *le Figaro*, un sévère rappel à l'ordre. *«Il n'est pas admissible*, a-t-il dit, *que des propos ou des déclarations alimentent le doute sur notre monnaie. C'est manquer au devoir d'Etat.»*

Il a averti ceux qui pourraient songer à un changement d'orientation que leur espoir est *«voué à l'échec»*. *«Ma volonté*, a-t-il dit, *celle du gouvernement, sont inébranlables : je suis indéfectiblement attaché à la stabilité du franc au sein du système monétaire européen. J'exclus, pour aujourd'hui, pour demain, toute autre politique. Je l'exclus totalement et définitivement.»* Et pour qu'on le comprenne bien, M. Balladur ajoutait au sujet de l'«autre politique» : *«Si l'on voulait la mettre en œuvre, il faudrait, d'abord, changer de premier ministre.»*

Jacques Chirac laconique

Alors qu'il reçoit de Valéry Giscard d'Estaing, avec lequel il s'est entretenu le 29 juillet, des encouragements chaleureux – le président de l'UDF a déclaré, vendredi, sur RTL, qu'il soutient *«complètement le gouvernement et les autorités monétaires dans leur effort»* et qu'il s'agit d'un *«très grand combat»*, – le premier ministre doit se contenter, pour ce qui est de sa propre formation politique et de son chef, du communiqué laconique diffusé par M. Chirac le 24 juillet : *«Rien ne justifie les attaques contre le franc et contre le système monétaire européen. Le gouvernement est déterminé à défendre le franc, et nous devons le soutenir dans cette action : c'est notre devoir.»* Le 26 juillet, cependant, Alain Juppé, secrétaire général du RPR et ministre des affaires étrangères, appelait à *«la cohésion de la nation, de tous les Français et de tous les responsables politiques»* pour assurer la défense du franc.

Au-delà de cette unité de façade, plus silencieuse qu'active dans le cas du RPR, M. Balladur sait que la majorité sur laquelle il s'appuie ne partage pas *«totalement et définitivement»* sa conviction que l'économie française ne peut sortir de la récession sans une monnaie forte, mais l'offensive des spéculateurs, sur les marchés des changes, peut être, pour lui, un atout politique face à ses détracteurs, qui ne sauraient manquer au *«devoir d'Etat»* sans se déconsidérer, comme vis-à-vis de l'Allemagne, qui ne peut prendre le risque de laisser détruire l'armature de la construction européenne.

PATRICK JARREAU

SOMMAIRE

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

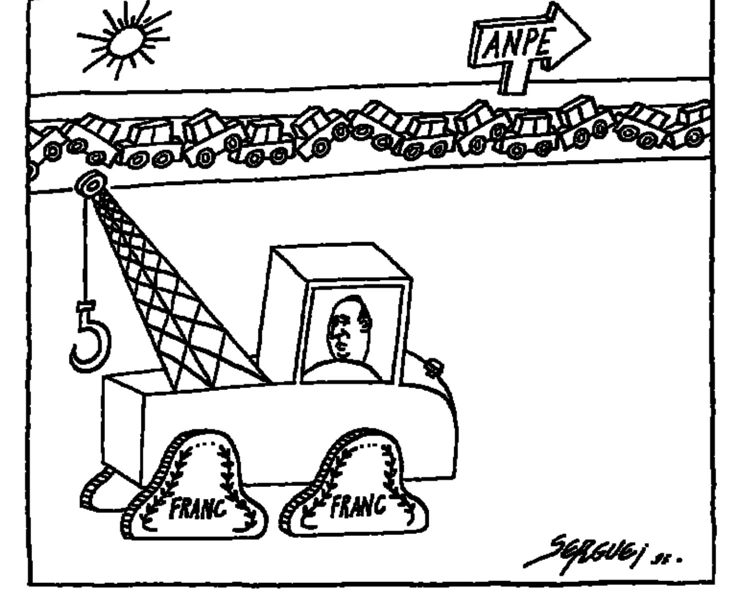
Ce numéro comporte un cahier «Radio-télévision» folioté de 1 à 32

Le numéro du « Monde » daté 31 juillet 1993 a été tiré à 450 238 exemplaires.

La crise monétaire et le chômage

Les formules de soutien à l'emploi s'effritent

Annoncés alors que les attaques sur le franc et le SME faisaient rage, vendredi 30 juillet, les chiffres du chômage pour le mois de juin sont catastrophiques (*le Monde* du 30 juillet). En données corrigées, la hausse est de 1,4 %, et correspond à 44 600 demandeurs d'emploi supplémentaires. Au total, il y avait 3 185 800 chômeurs à la fin du mois.



Catastrophiques, les chiffres du chômage du mois de juin, communiqués par le ministère du travail en fin d'après-midi, vendredi 30 juillet, le sont à plusieurs titres. Ils interviennent au plus mauvais moment, et comme un signe funeste, alors que les attaques contre le franc et le SME font rage. A voir la nervosité dont ont fait preuve les opérateurs étrangers et les pouvoirs publics, à leur publication, nul doute qu'ils aient servi d'argument dans la bataille qui se livrait à la veille d'un week-end tout à fait particulier puisqu'il coïncidait avec le grand chassé-croisé annuel des vacances d'été.

Avec le recul, cela explique d'ailleurs que le gouvernement en ait retardé l'annonce pendant près de trente-six heures – il disposait des statistiques dès le jeudi 29 juillet – afin d'attendre, soit la fermeture des marchés, soit la moindre attention qui serait accordée à cette mauvaise nouvelle en raison des préparatifs de départ ou de retour. Ce faisant, il a pris le risque de fuites qui, se produisant (*le Monde* du 30 juillet), n'ont fait qu'aggraver les tensions au cours de l'après-midi.

En dehors de ces circonstances tout à fait exceptionnelles, il n'en demeure pas moins que, après quatre mois de présence au pouvoir, la situation du chômage a de quoi inquiéter l'équipe d'Edouard Balladur qui a fait de l'emploi son premier objectif. Au cours du mois de juin, le nombre de demandeurs d'emploi, en données corrigées, s'est augmenté de 44 600 et la hausse, de 1,4 %, porte à 3 185 800 le record historique des personnes inscrites à l'ANPE (Agence nationale pour l'emploi). Franchie en février, la barre des trois millions se trouve, ainsi, une fois de plus relevée, et, après cinq mois de progression continue, on ne voit pas comment le mouvement inverse pourrait s'amorcer de sitôt. En un an, il y a 261 100 chômeurs de plus (+9,3 %) et, à ce rythme, le sommet des 3,4 millions pourrait être atteint pour la fin de l'année.

Selon les critères du BIT (bureau international du travail), le constat n'est pas plus rassurant. On comptait 2 940 000 chômeurs à la fin de juin, soit une augmentation de 13,2 % en un an. Le taux de chômage par rapport à la population active, qui passe à 11,6 %, progresse de 0,1 point en un mois et de 1,2 point en un an. Ce qui ne s'était jamais produit.

Les suppressions d'emplois s'accélèrent

Mais c'est du côté des données brutes que les mouvements les plus préoccupants sont enregistrés. Redescendu en dessous des trois millions en mai, pour la première fois depuis octobre, le nombre des inscrits à l'ANPE s'établit à nouveau à 3 003 256 (+9,1 % en un an). Surtout, la hausse mensuelle (+9 200) est la seule qui soit intervenue à cette époque de l'année depuis 1983, au moins, si l'on excepte l'augmentation plus modeste de juin 1991 (+1 300). En conséquence, la courbe amorce une remontée plus précoce que d'habitude alors que, d'ordinaire, elle descend à son point annuel le plus bas à ce moment de la saison. Ce qui augure mal de la suite.

Là aussi, plusieurs phénomènes expliquent la situation. A la fin de l'année scolaire, les jeunes se seraient inscrits plus rapidement que d'habitude, plus vite en tout cas que l'an dernier (+21,9 %) où ils avaient attendu l'automne. D'une façon générale, les hommes, quel que soit leur âge, ont été plus touchés que les femmes par la perte d'emploi en raison de la multiplication des plans sociaux qui ont affecté les secteurs industriels, au point que, avec 53 100 licenciements économiques (+23 % en un an), un seuil a été une fois de plus dépassé. Les nouvelles entrées dans le chômage en cours de mois (369 300, soit 9,7 % de plus en un an) traduisent ce gonflement soudain que compensent, encore moins bien que les mois précédents, les flux de sorties (303 000, soit 7,1 % de moins).

Cela signifie que les suppressions d'emploi s'accélèrent, tandis que se ralentissent davantage les reprises d'emploi et les stockages dans les dispositifs de traitement social. Autrement dit, le marché du travail est presque atone, malgré 94 600 offres (+18,4 % en un an), dont une sur six provient des contrats emploi-solidarité (CES, successeurs des TUC). D'ailleurs, les retours dans un emploi diminuent de 3,1 % en un an, de même que les départs de l'ANPE pour «autres motifs» (-11,8 %), qui peuvent y être associés. Cela veut dire, de même, que les différentes mesures à la disposition du gouvernement perdent de leur efficacité ou qu'elles ne sont pas suffisamment activées. Globalement, le volume des stages a diminué de 7,7 % en un an. A l'exception des contrats emploi-solidarité (CES) et des contrats de retour à l'emploi (CRE) pour les chômeurs de longue durée, toutes les formules de soutien à l'emploi s'effritent ou s'écroulent.

C'est tout aussi vrai pour l'apprentissage, les contrats de qualification et d'adaptation, pourtant l'objet d'une intense mobilisation voulue par le premier ministre, que pour les exonérations de charges pour l'embauche du premier salarié ou l'«exo-jeunes», il est vrai dépendantes de l'attitude des employeurs.

Alors que les tourmentes économiques et monétaires s'amplifient, toutes ces données montrent à l'évidence que le corps social est durablement atteint. L'ancienneté moyenne de chômage, évaluée à 362 jours, augmente d'une journée en un mois. Désormais, il y a 958 600 demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an (+2,5 % en douze mois). Mais, surtout, la gangrène menace. Alors que trois régions, les plus riches (Ile-de-France, Alsace, Rhône-Alpes) affichaient il y a peu une aggravation du chômage supérieure à la moyenne nationale, elles sont onze, maintenant, à être dans la même situation. Seules les moins dotées en emplois, de longue date, le Limousin et l'Auvergne, voient encore, en revanche, le nombre de leurs chômeurs diminuer. Un très mauvais signe pour les mois à venir : la récession s'étend.

ALAIN LEBAUBE

Au terme de sa visite à la Réunion

M. Perben annonce pour 1994 un avant-projet de loi d'orientation sur les DOM

SAINT-DENIS-DE-LA RÉUNION

de notre correspondant

Dominique Perben, ministre des DOM-TOM, a achevé, vendredi 30 juillet, une visite de quatre jours à la Réunion, au terme de laquelle il a refusé de souscrire au *«mythe»* de l'égalité ou de la parité sociales entre les départements d'outre-mer et la métropole. *«Il faut arrêter de déconner»*, a-t-il déclaré sans ambages, en soulignant que, si la parité avait été érigée en dogme par la gauche, le gouvernement actuel n'a pas, lui, pour priorité de le reprendre à son compte.

Pour M. Perben, en effet, les *«spécificités»* des DOM nécessitent des adaptations législatives et techniques, que ce soit pour les prestations sociales ou pour le SMIC. Selon cette analyse, les *«réalités locales»* – marché étriqué, concurrence des pays voisins, où les coûts de production sont nettement inférieurs à ceux de l'île – dictent la ligne de conduite du gouvernement. Elles s'imposent d'autant plus que Paris est confronté à une crise économique qui dépasse largement l'Hexagone, comme le ministre l'a rappelé lors des étapes qu'il a faites dans de nombreuses communes.

Reprenant à son compte une formule qu'avait employée Michel Rocard lors de sa visite dans l'île, en 1991, M. Perben a souligné que l'époque des *«Pères Noël»* est révolue et que les Réunionnais doivent, désormais, se considérer comme *«partenaires»* de la métropole et se *«responsabiliser»*. Lors d'un déjeuner, le 29 juillet, à Saint-André, chez Jean-Paul Virapoullé, député (UDF-CDS), ce dernier avait déclaré au ministre que le gouvernement doit *«faire la différence entre intégration-assimilation et intégration-adaptation»*.

Avant de quitter l'île, M. Perben a annoncé que les conclusions de ses visites outre-mer – il ne lui reste plus à découvrir que Saint-Pierre-et-Miquelon – prendront la forme d'une *«charte de progrès»*, dans le cadre d'un avant-projet de loi d'orientation qui serait soumis à l'examen des élus locaux et du gouvernement au printemps 1994. L'intergroupe parlementaire sur les DOM-TOM souhaitait, lui, la discussion d'un texte dès la session d'automne. Quant aux affaires qui agitent la Réunion (*le Monde* du 28 juillet), M. Perben a regretté l'*«image négative»* qu'elles donnent de l'île et souhaité *«que la justice fasse son travail»*.

ALIX DIJOUX

□ **M. Foucher (UDF) critique la décision du Conseil constitutionnel sur les universités.** – Jean-Pierre Foucher, député (UDF-CDS) des Hauts-de-Seine, l'un des auteurs de la proposition à l'origine de la loi sur les universités, annulée par le Conseil constitutionnel (*le Monde* du 30 juillet), déclare, dans *le Figaro* du 31 juillet : *«On peut se demander dans quelle mesure cette décision n'est pas plus politique que respectueuse de la Constitution.* (...) Il se demande si le Conseil, qui *«doit assumer son rôle de gardien de la Constitution en ce qui concerne les textes»*, n'*«outrepasse»* pas ce rôle.

A compter du 1er août

Les cotisations UNEDIC augmentent et les remboursements maladie diminuent

Comme prévu, entrent en vigueur le 1er août la hausse des cotisations à l'UNEDIC, d'une part, et la modification des taux de remboursement des assurés sociaux, d'autre part. Pour les rémunérations inférieures au plafond mensuel de la Sécurité sociale (12 610 francs), le total des contributions à l'assurance-chômage va passer de 5,7 % à 6,6 %. Cette hausse de 0,9 % se décompose en une augmentation de 0,35 % pour la part salariée qui s'établit à 2,42 %, et de 0,55 % pour la part patronale portée à 4,18 %. Pour les salaires compris entre une et quatre fois le plafond de la Sécurité sociale, les cotisations patronales sont aussi de 4,18 % mais celles des salariés seront désormais de 2,97 % (+ 0,55 %).

Parallèlement, les taux de remboursement de la Sécurité sociale vont baisser de 5 points à compter du 1er août. Les remboursements passent de 75 % à 70 % pour les honoraires des praticiens et de 65 % à 60 % pour les *«auxilaires de santé»* et les frais d'analyse et de laboratoire. Pour les médicaments principalement destinés au traitement des troubles ou affections *«sans caractère habituel de gravité»* (vignette bleue), les remboursements baissent de 40 % à 35 %. Pour ceux destinés aux maladies plus graves (vignette blanche), ils passent de 70 % à 65 %. Le forfait journalier, versé par les malades hospitalisés, est relevé de 50 à 55 francs.

Ces diminutions de remboursements *«ne touchent pas les assurés sociaux bénéficiant d'une prise en charge à 100 %»*, précise le ministère des affaires sociales, ainsi que *«les ressortissants du régime des travailleurs non salariés, non agricoles* (la CANAM)*»*. Selon la Fédération nationale des mineurs FO, reçue à Matignon le 28 juillet, la baisse des remboursements ne sera pas appliquée aux ressortissants du régime minier.